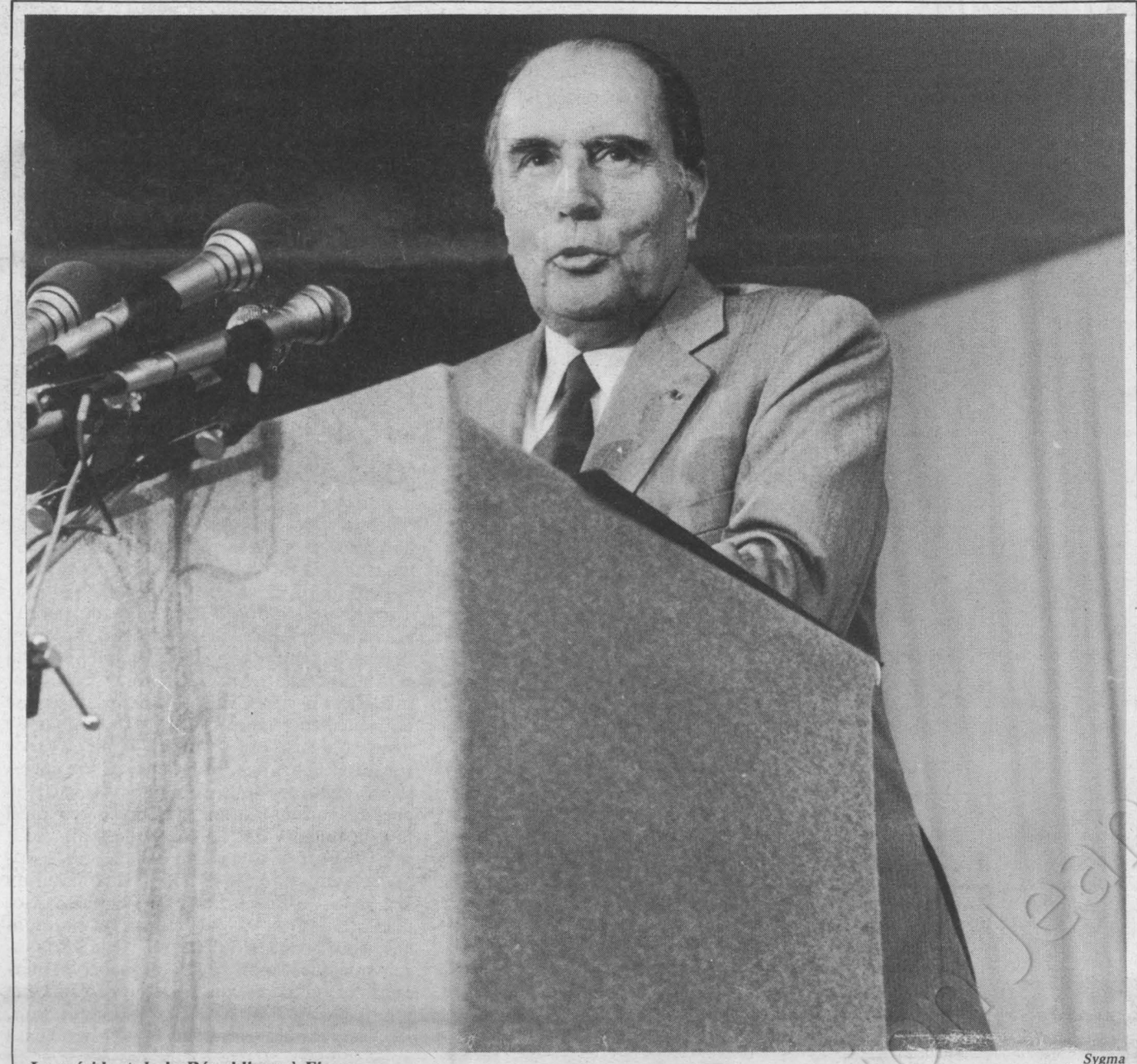
l'unité

M 2805 - N° 482 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 1er octobre 1982



Le président de la République à Figeac. *Sygma*

Le langage du dialogue et de la raison

PAR CLAUDE ESTIER

ENTRE les impatiences déchaînées des hommes d'hier et le discours tranquille du président de la République rejetant l'invective et appelant à la fois au dialogue et à la solidarité, les Français ont pu juger cette semaine qui sert le mieux les intérêts du pays. Ce voyage présidentiel dans le Sud-Ouest, région où l'on mesure peut-être encore plus qu'ailleurs l'écart entre les promesses et les actes du septennat précédent, est venu au moment opportun pour remettre les choses au point.

D'abord quant à la solidité et à la stabilité du pouvoir issu des élections de mai et juin 1981. A tour de rôle et chacun à sa manière, grossière ou subtile, les leaders de l'opposition s'efforcent de mettre en cause la légitimité du gouvernement et de la majorité et même celle du président de la République. En quelques phrases, François Mitterrand a renvoyé ces faux prophètes à leurs illusions. Non pas en affirmant « je ne partirai pas », comme « le Figaro », au prix d'un trucage qui suffit à juger le journal d'Hersant, lui en prête le propos, comme si le problème de son départ se trouvait au centre du débat politique, mais en rappelant à ceux qui devraient le savoir qu'il a été lui-même élu pour sept ans, la majorité pour cinq et que si au terme de ces échéances le suffrage universel sera appelé à juger aucune raison n'oblige à y recourir prématurément. « Le pays, a-t-il justement souligné, ne se laissera pas entraîner vers les extrémismes auxquels on le convie. »

A la démagogie des dirigeants de la droite — Chirac, Barre, Giscard, etc. — qui posent en postulat l'échec économique du gouvernement à direction socialiste, le président de la République avait deux autres réponses à apporter : celle des faits, c'est-à-dire ce qui a été réalisé depuis seize mois et qu'il s'agit de préserver, celle des perspectives au nom desquelles il convie les Français au « rassemblement pour le redressement national ».

Développées dans le détail ces deux réponses réduisent à néant les grands thèmes sur lesquels l'opposition s'efforce de fonder sa campagne contre la gauche, celui, par exemple, de la prétendue « régression sociale » chère à Chirac. François Mitterrand a clairement démontré que si le niveau de vie avait baissé, c'était en 1980 mais qu'il était en progression, en prenant en compte les prestations sociales et les allégements fiscaux pour les plus défavorisés, en 1981 et 1982, et qu'il en serait de même l'an prochain. Le thème aussi de l'« échec économique » alors que si le déficit de notre commerce extérieur est un grave sujet de préoccupation, les résultats obtenus dans la lutte contre l'inflation et la stabilisation du chômage mériteraient mieux que les critiques acerbes de ceux dont le bilan était sensiblement plus négatif.

L'appel à la solidarité lancé par le président de la République, auquel semble faire écho la déclaration des évêques de France sur la situation économique et sociale — certains paraissent curieusement s'offusquer de cette convergence — sera-t-il entendu ? On peut l'espérer dans la mesure où, contrairement à l'opposition qui critique mais ne propose rien, le président de la République est allé au-devant de revendications compréhensibles, par exemple en annonçant des mesures d'allégement des charges qui pèsent sur les entreprises ou encore en répondant aux craintes des agriculteurs du Sud-Ouest à propos de l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne.

Pendant ces trois jours de visite à une région française en proie à de grandes difficultés, François Mitterrand a voulu tenir le langage du dialogue et de la raison, en se situant, comme c'est son rôle, au-dessus des querelles dérisoires qui n'intéressent qu'une minorité. Cela ne suffira pas à faire taire l'opposition qui a d'ailleurs parfaitement le droit de s'exprimer comme elle l'entend. Mais si son objectif était de « déstabiliser » le Pouvoir, qu'elle prenne garde à l'effet boomerang.

VOYAGE PRESIDENTIEL

La confiance a régné

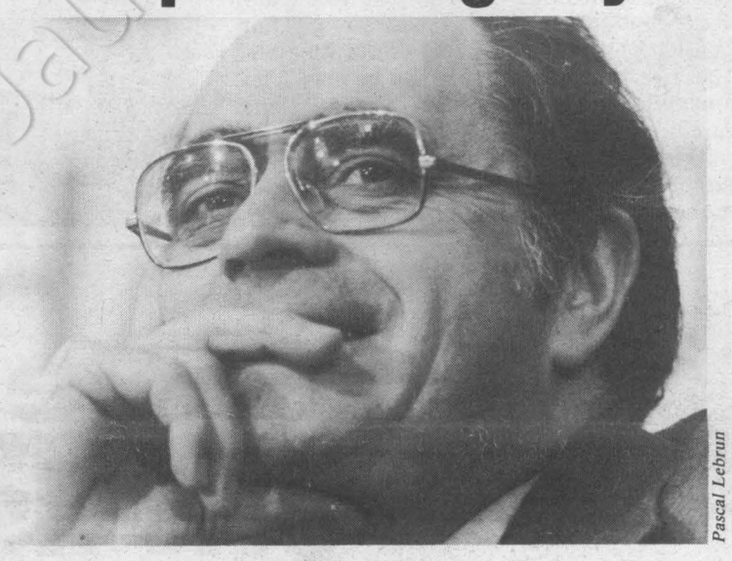
(page 2)

L'inflation, la volonté et l'avenir

(page 5)

SECURITE SOCIALE

Les objectifs du plan Bérégovoy



Pascal Lebrun

(page 4)

PRESSE

La mission de l'abominable H.R.

(page 6)

DROITE

De quoi ont-ils si peur?

(page 2)



VOYAGE PRESIDENTIEL EN MIDI-PYRENEES

La confiance a régné

De Tarbes à Figeac, de Cahors à Rodez, d'Albi à Toulouse et à Foix François Mitterrand a rencontré des foules chaleureuses et sereines même quand elles lui ont posé des questions

PAR EMMANUELE PLAS

(de notre envoyée spéciale)

UN voyage en Midi-Pyrénées en douze haltes. C'est le marathon que François Mitterrand a couru ces 27, 28 et 29 septembre pour son troisième voyage présidentiel dans l'Hexagone. Il y avait eu la Lorraine, « la région qui a été le plus éprouvée par la crise », puis le Limousin, « la région la plus délaissée », selon les termes mêmes du chef de l'Etat. En Midi-Pyrénées, la plus grosse région de France avec ses huit départements, le président de la République était venu saisir sur le terrain la réalité d'une région « à l'image de la France ».

Première étape : Tarbes, chef-lieu des Hautes-Pyrénées. Sous un soleil estival, le chef de l'Etat est reçu par le maire communiste Paul Chastellain. Dans le square face à la mairie à l'ombre de la statue de Danton qui tend le bras vers la chaîne de montagnes, ils sont peut-être deux mille à attendre François Mitterrand. Une foule détendue, souriante qui s'étire aussi derrière les barrières métalliques placées le long de la rue du Régiment de Bigorre. Une voix tranquille : « On est là pour le voir, ça fait plaisir. » Quand le président de la République arrive à pied du fond de la place, les applaudissements crépitent et des cris fusent, « Mitterrand ». D'emblée dans la salle des fêtes où il prononce le premier discours de ce voyage, le chef de l'Etat montre qu'il se sent bien dans cette terre de Midi-Pyrénées dont il a « souvent parcouru au cours des dernières décennies les chemins » et où il retrouve « ses compagnons de lutte ». D'entrée de jeu aussi, François Mitterrand aborde devant les Bigourdans les thèmes qu'on retrouvera dans tous les discours de son voyage en Aquitaine. Jamais peut-être le président n'avait été aussi ferme sur les grands choix fondamentaux : « Je veux être l'expression juste de ce pourquoi j'ai demandé au peuple français sa confiance. Nul ne peut s'étonner que, l'ayant obtenue au milieu des difficultés, je m'efforce de la mettre en œuvre. Nul ne s'étonnera s'il m'entend dire que je la poursuivrai. » Après l'heure du changement c'est celle de la reconquête qui a sonné mais « à condition que l'effort se fasse dans la justice ».



Sygma

Dès ce premier discours de Tarbes, le président de la République a aussi remis tranquillement et fermement à sa place la droite : « S'il y a une légitimité c'est d'abord celle de la République qui veut que chacun affronte l'autre sur les choix à faire, mais aussi retrouve l'autre lorsqu'il s'agit de défendre la communauté nationale dans ce qu'elle a d'essentiel. Et tous ceux qui s'écartent de cette règle, qu'ils ne s'y trompent pas, ils n'auront pas l'adhésion du pays. »

Mais pour le président de la République, un voyage dans l'Hexagone c'est d'abord prendre contact avec les gens, notamment avec ce qu'il appelle « les forces vives de la nation » : « Je suis toujours très honoré de rencontrer les travailleurs de France là où ils vivent et travaillent », répète volontiers le chef de l'Etat. A l'usine Alsthom-Atlantique, à Séméac, dans la banlieue de Tarbes, c'est d'abord à la porte de l'entreprise les familles des ouvriers qui sont venues là pour l'accueillir. Et puis c'est la chaleur. Les bravos des mille huit cent soixante-six travailleurs de cette entreprise nouvellement nationalisée. Une immense banderole blanche sur fond de « bleus de travail » C.g.t. : « Monsieur le Président, les travailleurs vous souhaitent la bienvenue, la nationalisation c'est avec eux qu'il faut la faire. » Petit signe de la main, sourire, joie grave. Dans les ateliers qui fabriquent notamment le matériel de traction du T.g.v. — l'usine exporte 50 % de sa production — : « Je suis tellement émotionnée, confie une ouvrière qui vient d'échanger quelques mots avec François Mitterrand. Je lui ai dit que c'est grâce à lui que je suis passée P.a. Avant la nationalisation, ici, les femmes restaient O.s. Maintenant nous sommes quatre à être passées P.a. Et il m'a répondu qu'il était content. »

Quelques tours de pales d'hélicoptères, un crochet par Auch et le président arrive pour déjeuner à Condom dans le Gers. Immense cathédrale gothique et son cloître où est installé l'hôtel de ville : Les Gersois attendent le chef de l'Etat avec fanfare municipale et groupes folkloriques. Le soleil est de la partie et les habitants de Condom qui n'ont jamais vu un chef d'Etat chez eux sont venus en nombre. François Mitterrand serre les mains. Une vieille femme lui dit comme en confidence : « Que vous réussissiez ! » Après un déjeuner de quatre cents couverts dressés dans le cloître, à l'heure où circulent les bouteilles de vieil Armagnac — les invités sont des élus, des syndicalistes, des militants d'associations — le maire et le président de la République y vont chacun de leur discours : « Les Gascons sont trop fiers pour jouer les mendiants », dit le maire qui rappelle quand même que le département est le plus défavorisé de la région, a la population la plus faible et le pourcentage d'emplois le plus bas. François Mitterrand répond par la nécessité d'inverser les tendances, la décentralisation qui signifie la meilleure répartition des responsabilités et note que pour la première fois depuis huit ans, cette année, les agriculteurs français sortent du marasme.

Du Gers au Tarn-et-Garonne, de Condom à Montauban, il suffit d'une demi-heure d'hélicoptère. Trois mille personnes attendent François Mitterrand entre la cathédrale et l'hôtel de ville. Chaleur et joie, la gravité fait place à la couleur, bain de foule à gogo, le président s'y prête avec un plaisir serein, la foule est aimable, à la fois familière et respectueuse. N'en croyant pas encore ses yeux quinze mois après le 10 mai : « C'est bien lui qui est le président de la République. » Et c'est aussi pour en être vraiment sûr qu'on est venu là, l'attendre deux heures durant sous le soleil. Dans la banlieue montalbanaise, la Sica-Aso c'est le « must » des coopératives des producteurs de fruits. Avec 4 800 emplois. Aso est le premier producteur mondial de pommes. Le dialogue entre le chef de l'Etat et les coopérateurs roule sur la création d'un Office des fruits et légumes — les gens de Aso en sont partisans — et la modification des règlements communautaires. Le président réaffirme que la loi sur les offices prévoit la maîtrise de déci-

DROITE

De quoi ont-ils si peur?

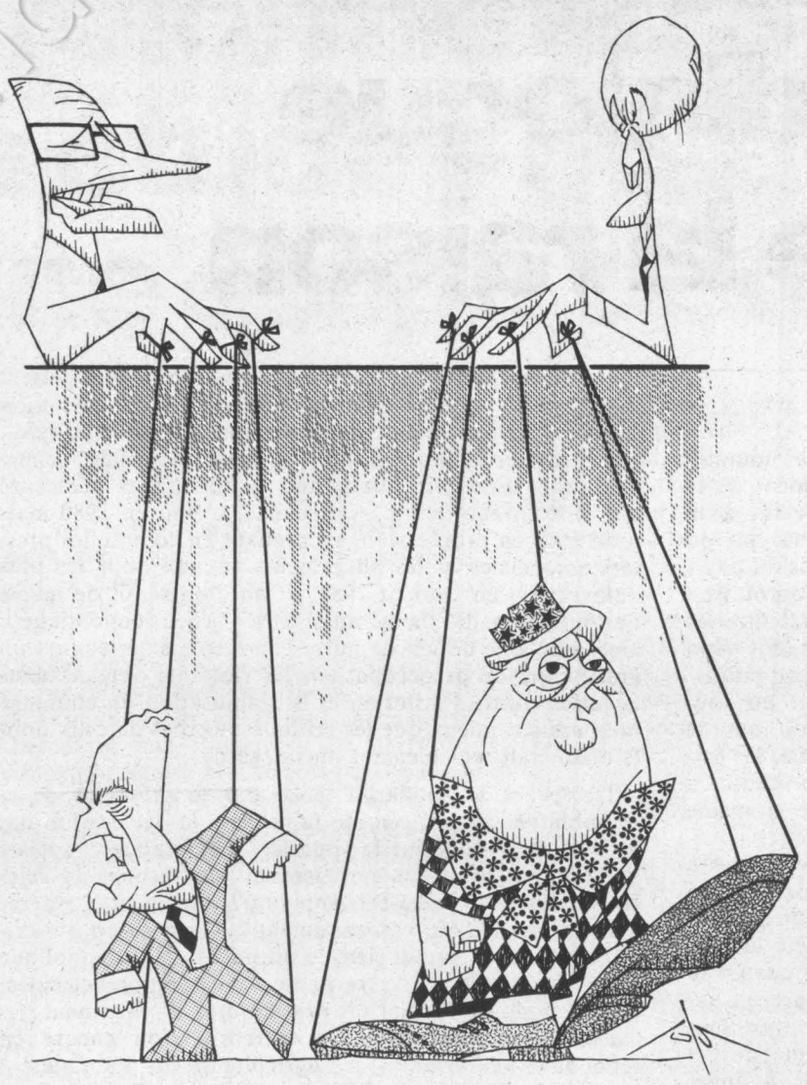
« N'OFFENSE pas qui veut. » Par cette subtile allusion aux écarts de langage de la droite, le président de la République a remis à leur juste place les misérables injures des Poniatowski et autres Labbé. A propos de la dernière trouvaille du prince en rupture de pouvoir, un lecteur nous a signalé une réjouissante définition que nous ne résistons pas au plaisir de vous transmettre : « Une charlottade est une corrida burlesque où une vieille vache fait courir des clowns minables ; se dit par extension d'une pitrerie saumâtre montée par une vieille carne. » («Dictionnaire des injures », chez Tchou, édition 1973).

Souvenez-vous, il y a deux semaines, dans ces mêmes colonnes, Max Gallo écrivait prophétiquement : « S'il est une tradition à droite, c'est qu'il faut — au sens figuré et au sens propre — abattre les hommes. Et pour cela d'abord nier leur qualité d'homme. Développer à leur égard l'ironie, le mépris et bientôt la haine. »

Bon sang ne saurait mentir, Poniatowski l'homme lige de Giscard d'Estaing n'a pas perdu de temps pour glisser là où il devait fatalement tomber. Ce spécialiste des injures assassines — la « fragilité » de Chaban-Delmas c'est lui, les « copains et les coquins » du R.p.r. c'est encore lui et les cosaques faisant boire leurs chevaux dans les fontaines de la Concorde, c'est toujours lui — a manifestement lancé le bouchon un peu loin en traitant le président de la République de « super-Charlot » et de « madone des aéroports ». Même l'extrême droite s'offusque. Pour faire la nique à son vieil ennemi Chirac, pour réussir un effet de préau, il n'a pas craint de voler la vedette à François Léotard, le nouveau patron de choc du P.r. et de fâcher tout rouge l'ex-président en exercice qui n'aurait pas apprécié du tout les retombées des pitreries de son Auguste préféré. Peaufinant une image « responsable », Giscard d'Estaing est en effet éclaboussé par les intempérances de langage de son ex-ministre de l'Intérieur. Il se serait déclaré « catastrophé », « juste au moment où l'on sortait la tête de l'eau », prêt à publier un texte condamnant les propos du prince... mais il ne l'a finalement pas fait. De plus, le libelle prononcé par Poniatowski était rédigé et il « pesait donc ses mots ». On ne nous fera pas croire que quelqu'un d'autre ne les avait pas pesés avant lui. Poniatowski est toujours président d'honneur du P.r. et il ne renie rien de ses propos de tribune. On a les amis qu'on mérite.

Il en est de même pour Chirac qui semble pourtant mieux contrôler ses porte-voix. A lui le rôle de « présidentiable » pur et dur, mais correct ; à Pons et à Labbé ceux de déstabilisateurs du pouvoir. La dernière sortie du président du groupe R.p.r. à l'Assemblée nationale est à cet égard cousue du fil blanc de la menace : « Nous ne sommes pas dans une situation d'alternance. Celle-ci ne prévoit pas une révolution sous le couvert de la démocratie, mais une continuité qui n'a pas été respectée. » Autrement dit, gouvernez comme nous ou démettez-vous pour cause d'illégitimité ! C.q.f.d.

On a assez peu relevé l'incohérence totale des dernières déclarations émises par les représentants de Chirac. L'inflation verbale couvre pourtant de plus en plus mal l'absence de réflexion politique. Il y a quelque temps, Bernard Pons reprochait aux socialistes « de ne



plus faire de socialisme » et donc de tromper leur électorat, aujourd'hui Claude Labbé les accuse « de faire la révolution ». Il faudrait savoir ! Des violons si peu accordés au sein même de la fratrie chiraquienne éclairent d'un jour nouveau la consternante médiocrité de l'opposition.

Quand on crie trop fort c'est qu'on a peur. Et les criailleries « cul-pincé » de Labbé ou celles tonitruantes de Poniatowski cachent mal l'angoisse qui étreint les hommes de la droite à la pensée, révoltante pour eux, que nous pourrions réussir — que nous sommes en train de réussir — là où ils ont sans cesse échoué.

Nicole Chaillot

sion pour les producteurs : « Il faut donner au maximum aux professionnels la possibilité d'exercer leur métier. »

Mais c'est le « discours de Figeac » qu'attendent tous les observateurs, l'Elysée l'a fait savoir, ce sera l'un des temps forts du voyage en Midi-Pyrénées. Le soleil se couche lorsque le président et sa suite, où Gaston Defferre, le ministre de l'Intérieur se taille une belle part de popularité auprès des foules, arrivent à pied sur la place. Le Lot coule doucement aux pieds de la vieille cité. Sérénité des lieux, beauté provinciale de la place avec ses maisons à galeries, sérénité de la foule. François Mitterrand s'est incliné devant la plaque aux déportés résistants. Les Quercinois lui en savent gré. Et « le discours de Figeac » est prononcé devant une foule attentive qui rythme les périodes par ses applaudissements contenus : « Si cela avait été fait nous n'aurions pas à le faire », (applaudissements), « Il faut faire avancer d'un même pas l'ensemble des Français » (applaudissements), « Nul n'est exclu ni refusé », (applaudissements). Le chef de l'Etat termine son discours par cette phrase : « Comptez sur moi pour tenir bon sans la moindre colère, sans la moindre rancune, ayant pour métier d'oublier ce qui pourrait choquer les oreilles mais ayant de l'énergie à revendre pour le service de la France dont je suis venu vous parler. » Applaudissements encore et gravité : « Un accueil solide », confiera François Mitterrand un peu plus tard. Les observateurs s'accordent pour estimer qu'entre François Mitterrand et les habitants de cette région le courant passe. Dans la responsabilité, dans la conscience des difficultés : « Ce n'est pas commode tout ça, c'est même très difficile », a prévenu le chef de l'Etat.

A Cahors, la merveilleuse et médiévale capitale du Lot, François Mitterrand retrouve — la nuit est déjà tombée — cette même chaleur grave et affectueuse lorsqu'il se promène pendant un quart d'heure dans les rues. Mais chacun assure que le lendemain à Rodez, préfecture de l'Aveyron, seule ville visitée, seul chef-lieu de cette région à voter à droite, on ne réservera pas, comme la ville de Maurice Faure, la même chaleur au chef de l'Etat et certains attendent même des manifestations.

Lorsque l'hélicoptère présidentiel atterrit sur l'esplanade du Foirail les applaudissements éclatent pourtant. Des cris « Mitterrand ! Mitterrand ! » suivent le cortège officiel. Devant l'hôtel de ville, un millier de personnes sont rassemblées. Des banderoles : « Larzac, merci », « Un emploi pour vivre au pays. P.s. Aveyron ». Des applaudissements. Le ciel est aussi bleu que les casoars de la fanfare municipale qui monte la garde sur l'escalier d'honneur de l'hôtel de ville. Le maire (P.r.) Roland Boscary - Monsservin qui accueille « le président de la République, le président de tous les Français » s'étonne quand même qu'il ait souhaité faire halte à Rodez et s'ingénie à lier la visite que la capitale du Rouergue avait reçue en 1978 de Giscard d'Estaing et celle de François Mitterrand. Il n'en fallait pas davantage, on s'en doute, pour chatouiller l'humour du président de la République. Et d'ironiser sur l'électisme des Français dont avait parlé Boscary-Monsservin et qui a fait que Giscard ne soit plus là : « Il n'a donc pas tenu qu'à moi, ironise le président de la République, de vous réserver le plaisir des retrouvailles. » L'opposition ? Et bien, tout doit être fait pour que cette confrontation s'exerce dans la liberté, et celle-ci existe en tous domaines d'expression : « Pour le reste, dit François Mitterrand, la politique continue. Le gouvernement que j'ai formé, qui exécute sa tâche sous mon autorité, fait chaque jour des choix. Ceux-ci heurtent certains. Mais il continuera sa route... » Une route seule que le suffrage universel pourrait interrompre mais cette éventualité, glisse-t-il, « n'est pas aussi proche que certains veulent le penser ».

Des sifflets et des cris « Chirac, Chirac » tentaient, à la sortie de l'hôtel de ville, de couvrir les applaudissements. Il semble bien qu'entre l'entrée et la sortie de l'édifice public les partisans de Chirac inquiets de l'accueil chaleureux des Rouergats soient allés rassembler leurs troupes. Mais Rodez c'est aussi l'occasion pour François Mitterrand, à l'écoute minutieuse de cette région, de rencontrer les porte-parole du monde rural, tout particulièrement des éleveurs de la S.i.c.a. Centre-Sud. Des doléances que le président partageait comme celles des métalos et des gens du textile qu'il rencontrait quelques heures plus tard dans le Tarn : « On est dans ce domaine comme dans ceux du bois et du cuir, au fond du gouffre, par un processus colonial puisque nous vendons des matières premières à bas prix et que nous achetons des produits finis à prix élevés. »

Après Rodez, c'est la longue halte d'Albi. Des commerçants, comme à Tarbes et à Figeac, ont placardé sur leurs vitrines des avis de décès « pour cause de surcharges fiscales, sociales et de tracasseries administratives ». Mais la foule est dans les rues, 3 000 personnes, évaluent les R.g. Les étendards d'Albi, d'Occitanie se mêlent au drapeau français. A l'angle de la rue de l'hôtel de ville et de la rue de l'Oulmet, sur un balcon est accroché un drap blanc entouré de deux couvertures, l'une rouge, l'autre bleue. Le cortège présidentiel s'arrête près de la cathédrale. Le président va vers la foule plus ou moins contenue, derrière les barrières métalliques. On entend des cris : « Ici ! » D'un côté de la place à l'autre, François Mitterrand s'en va serrer des mains. Une dame : « Mes respects, Monsieur le Président et mes meilleurs vœux de réussite. » Un jeune couple interrogé sur sa présence ici : « On a confirmé la pensée de gauche de la ville d'Albi. » Déjeuner au Palais de la Berbie, tout de briques roses, éclaboussé de lumière comme la cathédrale voisine. Les « forces vives »du département du Tarn sont attablés avec le président dans ce Palais qui abrite aussi le musée Toulouse-Lautrec. Parmi eux, Michel Castel, le maire socialiste d'Albi, qui a reçu tout à l'heure le président de la République dans son hôtel de ville, dans la salle des Etats albigeois où trône un buste de Jean Jaurès. A Albi, François Mitterrand a aussi reçu, à huis clos, les sidérurgistes du Saut du Tarn inquiets pour leur entreprise.

Et puis c'est Castres, la ville natale du grand leader socialiste qui en début d'après-midi accueille le président. Ici, c'est la fête, la joie non contenue, les enfants d'une école crient leur plaisir, quelques militants pleurent. A la mairie, François Mitterrand affirmera : « Je me réclame de la tradition de Jean Jaurès. » Il explique aussi : « Depuis quinze mois que la gauche gouverne il a fallu forger les instruments, maintenant nous allons entamer une autre étape, celle de la reconquête. » Mais Castres c'est vraiment la halte de la sensibilité. Germaine Périé, actuellement conseillère municipale, a commencé à travailler à onze ans et demi comme fileuse dans une usine textile. Pendant cinquante et un ans elle a travaillé en usine et a milité dans les syndicats mais aussi à la Ligue des droits de l'homme, au M.r.a.p., à Amnesty International : le président lui remet devant une salle émue — à pleurer — les insignes de la Légion d'honneur.

« Je travaille ici depuis trente ans », dit un ouvrier de la Société mécanique de Castres (filiale de Renault Entreprises Industrielles). « Ça fait un bail », lui répond le président qui se promène dans les ateliers de cette usine de pointe : elle fabrique des automates programmables. Elle a été sauvée en janvier 1981 grâce à la mobilisation des élus et des syndicats. Dès sa création, S.m.c. était le premier producteur français, le second européen et le septième mondial d'automates programmables industriels. A chaque détour d'atelier, les applaudissements éclatent.

Le deuxième temps fort du voyage en Midi-Pyrénées était assurément la venue de François Mitterrand à Toulouse. Presqu'une ville fétiche pour le président de la République. Naguère, c'est dans la ville rose qu'il terminait par un grand meeting ses campagnes électorales. Aujourd'hui, la foule était là, nombreuse sur la place du Capitole. Sous ses banderoles : « Parti socialiste Centre-Sud », « Parti socialiste Pont des Demoiselles », « F.e.n. »,

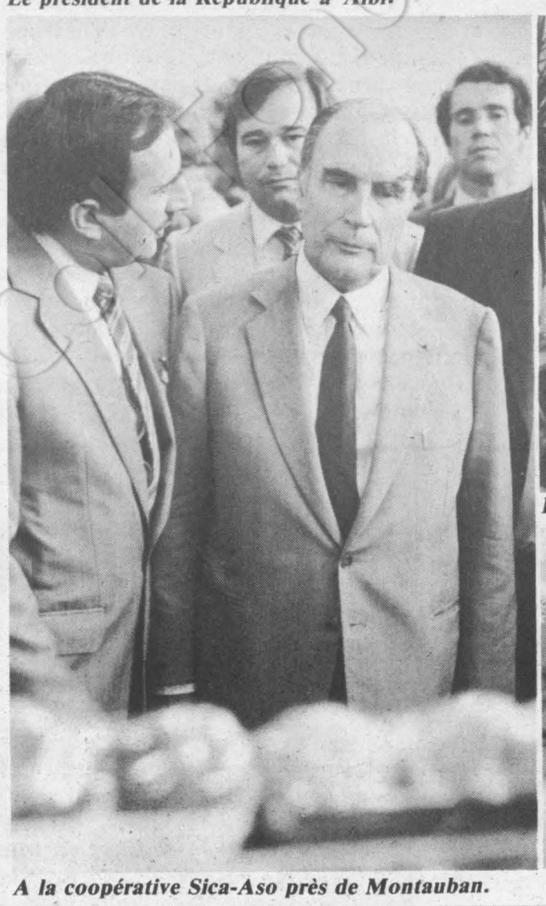
(suite en page 4)

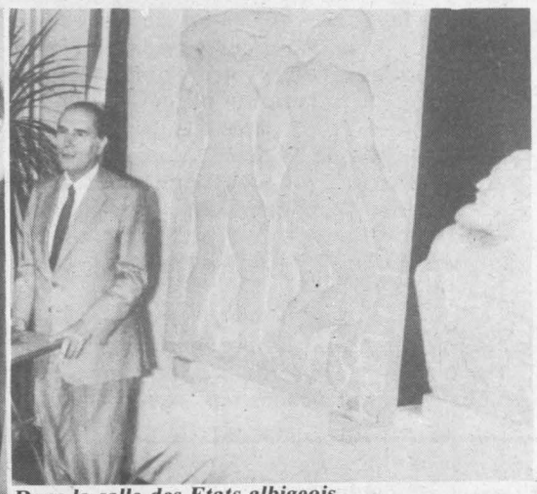


François Mitterrand à l'usine S.m.c. Renault.

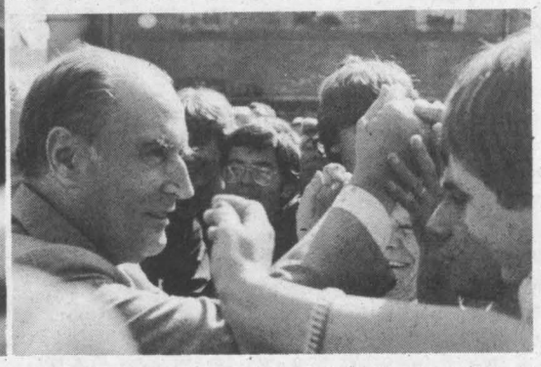


Le président de la République à Albi.





Dans la salle des Etats albigeois.



A la coopérative Sica-Aso près de Montauban.



(suite de la page 3)

« C.f.d.t. P.t.t. Haute-Garonne », « C.g.t. contre l'inflation et le chômage », « P.c.f. La rigueur oui mais pour le patronat », « Mitterrand reconnaissez l'O.l.p. ». Des cris, des applaudissements qui couvraient presque l'hymne national et qui s'impatientaient du passage en revue des troupes. Des cris « Mitterrand », mais aussi « la rigueur pour les patrons » qui redoublaient lorsque le chef de l'Etat s'approchait de la foule pour serrer les mains. Des sifflets aussi, venus des balcons des immeubles bourgeois de la place. Toulouse telle qu'en elle-même...

Deuxième épisode toulousain après la réception, au Capitole, dans la salle des Illustres : une assemblée commune du Conseil régional et du Comité économique et social régional au Stadium. Le président de la République est accompagné des ministres Crépeau, Savary, Fiterman, Rigout, Lang, Chevènement, Defferre, Cellard et Abadie. Les trois derniers ont d'ailleurs été présents pendant tout le voyage. C'est Alex Raymond, le président (P.s.) du Conseil régional, lui aussi présent tout au long de la visite, qui accueille François Mitterrand par un discours sans ambiguïté : « Notre région a souffert d'avoir été tenue à l'écart et d'avoir subi les décisions d'un pouvoir central sclérosant. » Et le président du Conseil régional énonce les priorités pour l'avenir. D'abord la défense du monde rural qui occupe 95 % du territoire et qu'il s'agit de rééquilibrer. Il faut aussi, estime-t-il, trouver un juste équilibre entre les P.m.e. et les grandes entreprises, faire participer la recherche au développement régional, adapter enfin la formation aux besoins économiques. Poussant plus avant dans le détail, le président du Conseil régional dessine les grandes orientations du plan. D'abord au niveau du désenclavement routier : priorité à la voie rapide de Martres-Tolosane à Tarbes, à la R.n. 20 de Cahors à Foix, aux voies de dégagement est et ouest de Toulouse et à la rocade de l'Hers.

Le schéma régional des transports collectifs et l'aménagement du canal du Midi n'ont pas été oubliés sur la liste des urgences. Pas plus que les problèmes de construction scolaire et de formation des jeunes. L'aéronautique, bien sûr, aura une place privilégiée. Autres problèmes évoqués : le projet de gazoduc de Millau, le Saut-du-Tarn, le problème du bassin Aubin-Decazeville-Capdenac.

La réponse de François Mitterrand fut celle d'un discours de plus d'une heure et demie, où il apporta des précisions à la plupart des questions du président du Conseil régional. La réponse c'était aussi la signature, à la préfecture, quelques minutes plus tard, de six contrats Etat-régions : le schéma régional des transports collectifs, le programme du développement agricole, une convention culturelle, une convention sur la politique régionale de l'environnement, une convention sur la formation professionnelle des jeunes et une convention sur l'habitat et le cadre de vie. La planification qui est une des orientations fondamentales de la nouvelle politique entrait ainsi dans sa phase de réalisation.

Il restait encore au chef de l'Etat à visiter mercredi matin Foix et Lavelanet dans l'Ariège, ce département qui lui a donné, en 1981 comme en 1974, le plus fort pourcentage de voix aux élections présidentielles. ●

SECURITE SOCIALE

Les objectifs du plan Bérégovoy

Mouler la "Sécu" dans le cadre de la rigueur, ça fait mal mais c'est nécessaire si les Français veulent conserver un haut niveau de protection sociale

PAR CLAUDE JADOUL

PIERRE Bérégovoy a abattu ses cartes. On sait maintenant à quoi s'en tenir à propos de son projet de loi sur la Sécurité sociale, soumis à un ultime toilettage au conseil des ministres de mercredi dernier.

Ce plan douloureux pour certaines catégories est loin de susciter l'enthousiasme parmi les partenaires sociaux. Henri Krasucki, s'il parle d'une « approche prudente et relativement ouverte », n'en déclare pas moins que certaines dispositions de ce train de mesures « ne sont pas acceptables » ; il veut parler, bien évidemment, du forfait hospitalier. Tel quel, ce plan montre clairement les enjeux de la solidarité nationale : les Français veulent conserver un haut niveau de protection sociale, on procède donc à un réajustement à l'intérieur du système en modulant les mesures.

Qu'on ne s'y trompe pas : le projet de Pierre Bérégovoy ne prétend pas être le plan miracle qui sortira la « Sécu » de l'ornière. C'est tout au plus une solution intermédiaire qui moule en quelque sorte les prestations sociales dans le cadre de la rigueur. C'est à ce prix que les comptes seront équilibrés en 1983 et que l'on dégagera (peut-être) un bonus de deux milliards de francs. Les pythies de la droite qui hurlent à la régression sociale manquent, à tout le moins, de mesure. Le malaise de la Sécurité sociale a toujours été abordé par le gros bout de la lorgnette par les gouvernements d'avant le 10 mai : le fameux « trou » de la « Sécu ».

Le plan actuel s'insère tout au contraire dans une stratégie économique à long terme. Il ne compromettra pas l'emploi et les plus défavorisés ne sont pas touchés. Le cap de la solidarité nationale est donc maintenu. Voilà pour les grandes orientations politiques du projet de loi. Pierre Bérégovoy ne renoncera pas à l'équilibre des dépenses et des recettes, il l'a dit et répété. Reste que le déséquilibre structurel de la « Sécu » n'est pas gommé d'un trait de baguette magique. La réforme de « l'assiette » qui est à l'étude n'apportera pas de solution miracle. Il faut donc chercher ailleurs.

Cet « ailleurs », ce sont surtout les conditions d'un déséquilibre grandissant. La crise n'a rien arrangé dans ce secteur.

Les dépenses sociales représentent actuellement plus du quart du Pib. Soit, « grosso modo », une masse financière égale au budget de l'Etat. La difficulté réside, en partie, dans cette situation. Le gouvernement ne devrait-il pas « piloter » d'une même main budget et prestations sociales ? C'est la fameuse question de la « fiscalisation » de la Sécurité sociale. Les syndicats y étaient opposés pour diverses raisons. Techniques et politiques. Quel usage ferait un gouvernement de droite des sommes cotisées régulièrement par les travailleurs ? Tout cela prouve qu'une nouvelle politique de la Sécurité sociale doit tenir compte des liens « Sécu »/économie. Le projet gouvernemental ne s'écarte pas de cette orientation, ce qui est essentiel.

Ces dernières années, les dépenses sociales ont crû à un rythme plus rapide que le Pib, ce qui pose problème. Et ce qui a fait dire que les Français avaient une couverture sociale supérieure à leurs moyens. On n'y échappera donc pas : à ce rythme, il faudrait relever — périodiquement — les taux de cotisation pour assurer le financement de ces charges nouvelles. Tout comme il sera inéluctable d'élargir l'assiette des cotisations.

L'accroissement des dépenses se greffe aussi sur les effets pervers du chômage qui est responsable de la majeure partie des difficultés du régime général, en particulier. Il prive en effet la Sécurité sociale d'une masse importante de cotisants, tout en maintenant le nombre global des assurés. Le régime giscardien avait « résolu » ce problème en opérant des ponctions très lourdes sur les entreprises et les ménages. D'une manière inégalitaire. C'est ainsi qu'un cadre supporte une charge proportionnellement inférieure à celle des autres catégories sociales. La généralisation de la Sécurité sociale a d'ailleurs eu tendance à accentuer ces phénomènes de disparités au niveau des cotisations. Il est de notoriété publique que ces prélèvements pèsent beau-



Pascal Lebrun

Protection sociale: mesures prises depuis le 10 mai 1981

DES le mois de juin 1981, le gouvernement a, dans le respect des engagements pris avant les élections, mis en œuvre la politique de progrès social qui avait été annoncée.

Le gouvernement a procédé ainsi à la revalorisation des prestations sociales dont, pour certaines d'entre elles, le pouvoir d'achat avait pris du retard. Il a également pris des dispositions nouvelles visant à réduire les inégalités en améliorant la protection sociale et en l'étendant à un maximum de Français.

Certaines mesures, relatives à la revalorisation des prestations sociales, représentent une amélioration du pouvoir d'achat équivalente à celle intervenue sur l'ensemble des années 1970-1980.

Ces mesures qui concernent 4 500 000 personnes âgées et 4 300 000 familles sont les suivantes :

— minimum vieillesse et allocation aux adultes handicapés : leur montant a été augmenté en un an et demi de 50 % pour une personne seule et de 40 % pour un couple ;

— allocations familiales : elles ont été relevées de 25 % en juillet 1981 pour l'ensemble des familles et une nouvelle fois de 25 % en février 1982 pour celles de deux enfants qui avaient été négligées auparavant, puis à nouveau 6,2 % au 1er juillet 1982 ;

— allocation de logement : son montant a été revalorisé de 25 % en juillet 1981 et de 10 % en juillet 1982.

Dans le domaine de l'amélioration de la protection sociale, bon nombre de mesures nouvelles ont été prises. La plupart d'entre elles sont déjà entrées en vigueur et pour les autres, la mise en application doit intervenir prochainement.

Il s'agit :

— du relèvement au 1er juillet 1982 des plafonds de ressources applicables aux bénéficiaires des allocations non contributives de vieillesse ;

— du relèvement au 1er janvier 1982 de 150 000 à 250 000 francs du seuil de récupération sur succession des bénéficiaires du fonds national de solidarité ;

— de la réforme des prêts aux jeunes ménages en mars 1982 ;

— de l'amélioration de la réglementation sur l'aide personnalisée au logement ;

— du relèvement du montant maximal de la rente des anciens combattants et victimes de guerre et des anciens militaires titulaires du titre de reconnaissance de la nation ou de la carte de combattant ;

— de l'ouverture du droit à l'assurance-veuvage d'adultes handicapés titulaires à la date de leur décès de l'allocation d'adulte handicapé ;

— de la suppression des abattements tarifaires appliqués aux centres de santé et dispensaires.

Enfin des droits nouveaux ont été reconnus ou rétablis :

— abaissement à 60 ans de l'âge de la retraite des assurés du régime général et du régime des assurances sociales agricoles à compter du 1er avril 1983 ou dès le 1er juillet 1982 pour les agents non titulaires de l'Etat, âgés de 63 ans et pour les demandeurs d'emploi âgés de 60 ans ;

— augmentation des pensions de reversion (de 50 à 52 %) et amélioration de leurs conditions d'attribution ;

— nouvelle modalité d'affiliation à l'assurance volontaire des conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale ;

— rétablissement de la couverture maladie des chômeurs en fin d'indemnisation.

coup plus sur les salaires que sur les autres revenus, davantage sur les bas salaires que sur les hauts, etc.

Un exemple chiffré : alors que les cotisations salariales ont progressé de 21,4 % entre 1976 et 1980, la croissance de celles des non-salariés fut inférieure à 20 %, tandis que les participations patronales ont seulement augmenté de 15,3 % durant la même période. Une authentique politique de solidarité ne peut ignorer ces indices et le gouvernement socialiste sera amené à les moduler différemment dans le cadre de la solidarité.

Reste à amorcer la pompe. Rude tâche sur le plan politique... Cette correction des inégalités a cependant été engagée depuis le 10 mai mais elle ne pourra s'élargir qu'avec une reprise de l'investissement conduisant à terme à des créations d'emplois. C'est ce qui explique le caractère intermédiaire des mesures prises aujourd'hui. La politique sociale ne peut, par exemple, être dissociée de la défense du franc et de la lutte contre l'inflation. C'est la **cohérence** dont parle Bérégovoy.

Le grand mérite des mesures prises par le conseil des ministres est, à cet égard, d'assurer l'équilibre des comptes sociaux sans augmentation des charges des entreprises et des salariés.

Ce train de mesures *(voir notre encadré)* s'oriente ainsi vers une meilleure répartition des dépenses. Les familles à revenus modestes n'auront pas, globalement, à s'en plaindre. Les **pensions-vieillesses** (qui représentent 20 % des salaires) seront augmentées deux fois de 4 % en 1983, les 1er janvier et 1er juillet. Le **complément familial** sera revalorisé de 7,5 % au 1er janvier 1983 et de 4 % le 1er juillet 1983. Ces deux mesures coûteront cher. Il fallait donc trouver l'argent. Les **budgets hospitaliers** feront l'objet d'une dotation globale qui doit, en principe, assurer une meilleure maîtrise des dépenses dans ce secteur (la chasse aux journées d'hospitalisation inutiles, les week-ends par exemple). Autre source de financement des **dépenses « maladie »** : la taxation de la publicité pharmaceutique qui devrait rapporter entre 100 et 150 millions de francs l'an. Mesure de solidarité. Et puis il y a la vignette...

A eux deux, le tabagisme et l'alcoolisme coûtent cher. Pierre Bérégovoy parle d'un montant de 100 milliards l'an (20 milliards à charge de la « Sécu », 80 pour la collectivité). Difficile de s'opposer au principe d'une vignette-frein qui rapporterait aux alentours de 7,5 milliards de francs en 1983. Mais cette recette nouvelle sera-t-elle vraiment — et indéfiniment — affectée aux dépenses de santé ? Il y a des précédents... Plus délicate est l'affaire du **forfait hospitalier** qui suscite un beau tollé dans son principe parmi les syndicats. Une chose est certaine : cette mesure ne pèsera pas sur les plus défavorisés, puisque le forfait sera imputé sur le ticket modérateur dans ce cas. Là encore, l'esprit de la politique de solidarité a été maintenu, malgré les apparences.

Le budget social de 1983 n'amorce donc pas une régression, tout au plus un certain nombre de transferts. Mais la sonnette d'alarme est tirée. La santé est aussi affaire de choix. Rien n'interdit de penser qu'il est préférable de « consommer de la santé » plutôt que d'autres biens. Un trait est pourtant à la veille d'être tiré sur un vieux mythe keynésien. En ces temps de crise, les dépenses sociales ne peuvent plus, à elles seules, « tirer » la croissance. Leur augmentation vertigineuse n'est plus supportable comme au cours des trente dernières années. Les actifs ne pourront pas indéfiniment supporter l'accroissement des prélèvements sociaux. La croissance devra sans doute être davantage prise en compte par son principal vecteur : l'investissement.

Mais il faudra attendre les premiers résultats de la nouvelle politique industrielle pour mieux orienter les choix. Et cela prendra trois ou quatre ans.

D'ici là, le gouvernement sera mis au pied du mur. Où trouver l'argent pour maintenir le simple statu quo ? La solidarité doit-elle être prise en charge par les cotisations ? par l'impôt ? La réponse n'est pas simple même si la France est l'un des pays de la Communauté qui contribue le moins par l'impôt au financement de la Sécurité sociale.

Mais quel impôt ? La Tva ? L'impôt sur le revenu ? A première vue, ce dernier est plus égalitaire. Il est progressif et concerne tous les revenus. Mais qui les connaît réellement ? Les prochaines avancées sociales dépendent en large partie de la réponse à cette question. Le plan intérimaire pour 1982-1983 s'est penché sur l'avenir de la protection sociale. C'est à juste titre qu'il affirme que la connaissance des revenus, le rôle de l'impôt, est sans doute « la véritable limite à la progression des dépenses sociales ». Le projet de loi a le mérite de souligner le véritable butoir au progrès social. ●

ECONOMIE

L'inflation, la volonté et l'avenir

Mesures après mesures le gouvernement met en place les mécanismes qui permettront à la France de retrouver les chemins de la croissance

PAR GUY PERRIMOND

L'INFLATION, vous connaissez ? Le pari stupide mais banal d'utiliser en sa faveur la différence, dans le temps de l'évolution d'un prix, d'un crédit, d'un revenu, par rapport à un autre prix, un autre crédit, un autre revenu, qui ne l'a pas fait ? Quel agent économique — industriel, commerçant, consommateur — n'a-t-il pas tenté d'utiliser à son profit la fuite en avant ?

Au fil des années, la France, pays plus inégalitaire que ses principaux partenaires, a donc généré une inflation qui n'avait rien à voir avec celle due à des évolutions extérieures, ou à celle « fabriquée » par l'Etat. Dans ce domaine les mentalités pèsent lourd. Les rentes de situations, fruits de l'histoire, du hasard ou de « l'entente » plus ou moins clandestine de quelques producteurs ou distributeurs sont également responsables de bien des distorsions. Au point de perturber le fonctionnement d'une économie, d'en fausser les perspectives.

Ces dernières décennies, aucun gouvernement n'a eu le courage de s'attaquer à la part « structurelle », bien française de l'inflation. Le courage, sinon l'envie, a manqué. Et compte tenu des intérêts en jeu, des calculs électoraux, « on » a laissé glisser, tout en connaissant le risque mortel que de telles pratiques faisaient courir à notre industrie. Car les effets pervers de l'inflation ne pèsent pas seulement sur les salariés, les petits épargnants, mais aussi sur la capacité industrielle d'un pays. Comment lutter, par exemple, lorsque les autres sont plus performants, lorsque l'investissement pèse trop lourd, lorsque les montages « financiers » rapportent plus que l'effort industriel ?

L'héritage, en ce domaine, était donc lourd. Car, au-delà du taux mesuré, des 14 % légués par Raymond Barre, les mentalités, les habitudes donnaient à l'inflation interne une inertie formidable. Dans un premier temps, le gouvernement a parlé de modération. Les résultats furent maigres mais significatifs : tout en accroissant les dépenses de l'Etat, tout en donnant un sérieux coup de pouce aux bas revenus, tout en commençant à remettre de l'ordre dans les tarifs publics, un léger mieux fut mesuré. Ce n'était plus l'escalade mais ce n'était pas encore la désescalade.

Il fallait qu'un effort plus « sérieux » soit entrepris. Mais si les recettes classiques étaient pour la France inacceptables, nos partenaires ne lésinant pas sur le coût social — baisse de l'activité, croissance du chômage — obtenaient en ce domaine des résultats substantiels. Avec des conséquences connues : la différence entre notre taux d'inflation et le leur « justifiait » les attaques contre le franc, réduisait un peu plus notre compétitivité.

On trouve là ce qui fut à la base du blocage des prix et des revenus. Il fallait — ce qui a manqué à la droite — une bonne dose de courage politique, de volonté pédagogique et de confiance dans les mécanismes sociaux pour utiliser ce que certains ont appelé la carte de la dernière chance. Mais qui n'était en réalité qu'une étape, indispensable mais non suffisante pour désintoxiquer le pays.

Les premiers résultats du blocage sont connus : de bons indices des prix en juillet et en août et, selon les conjoncturistes, un bon indice en septembre. La suite s'inscrit dans les déclarations et les décisions gouvernementales, dans le dialogue avec l'ensemble des partenaires sociaux. Et des décisions, il y en a, même si la presse, peu intéressée par leur technicité ou leur effet à moyen et long terme, s'y est peu intéressée.

La semaine dernière, Jacques Delors a présenté un plan de lutte contre la partie « structurelle » de l'inflation. Il était nécessaire, avant la sortie du blocage, de préciser, en ce domaine, les intentions gouvernementales. A la base de ce plan, une idée simple mais vérifiée : aujourd'hui, cette part d'inflation est responsable de 6 à 7 % de hausse des prix par an. Les causes en sont connues : entre autres, l'état et le fonctionnement des circuits de distribution, les mécanismes et les coûts du crédit, le mauvais exemple souvent donné — les spécialistes appellent cela les conséquences de l'effet d'annonce — par « les professions protégées », etc.

Certes, la droite, à l'annonce de cette volonté, a tenté d'ironiser, les plus lucides de ses leaders acceptant avec un « pourquoi pas » vaguement méprisant de « suivre l'expérience ». Pour comprendre les racines de cette réaction un bref retour en arrière est nécessaire. Si en juin 1981 le R.p.r. et Jacques Chirac par exemple parlaient d'une inflation de l'ordre de 20 % pour l'année 1981, ce n'est pas seulement « pour faire peur ». Leur catastrophisme trouve sa source dans leur pratique. En effet, conduites par la droite — en admettant que cela soit possible — les mesures de relance de la consommation prises l'année dernière auraient déclenché une vague inflationniste de taille. Incapable de comprendre qu'une autre logique se met en place, incapable de comprendre cette logique, la droite réagit en fonction de vieux mécanismes totalement inadaptés à la politique actuelle. Dès lors, pour elle, lutter contre « l'inflation structurelle » relève soit de l'utopie..., soit du crime de lèse-majesté.

Or les enjeux sont de taille. Dans le domaine du crédit — il faut avoir à l'esprit le coût des frais financiers pour le comprendre — modifier les taux d'intérêt, c'est permettre tout à la fois d'investir, de freiner les hausses de prix, de redonner un sens à la concurrence. Dans le domaine de la distribution, la remise en ordre de certains circuits — par exemple ceux de la viande, des produits de la mer, des fruits et des légumes — devrait permettre non seulement de réduire le coût global de la chaîne de distribution mais également, tout en assurant un meilleur revenu aux producteurs, d'offrir aux consommateurs des prix plus... compétitifs. Proposer des accords sociaux de compétitivité c'est tout à la fois permettre des accords salariaux qui soient fonction des nécessités nationales mais qui intègrent les efforts entrepris dans une entreprise pour améliorer la compétitivité. En un mot, c'est éviter que les patrons ne jouent que la hausse des prix ne trouvant pas « d'économies » possibles, et que les salariés en écho ne répondent pas que « nos salaires » !

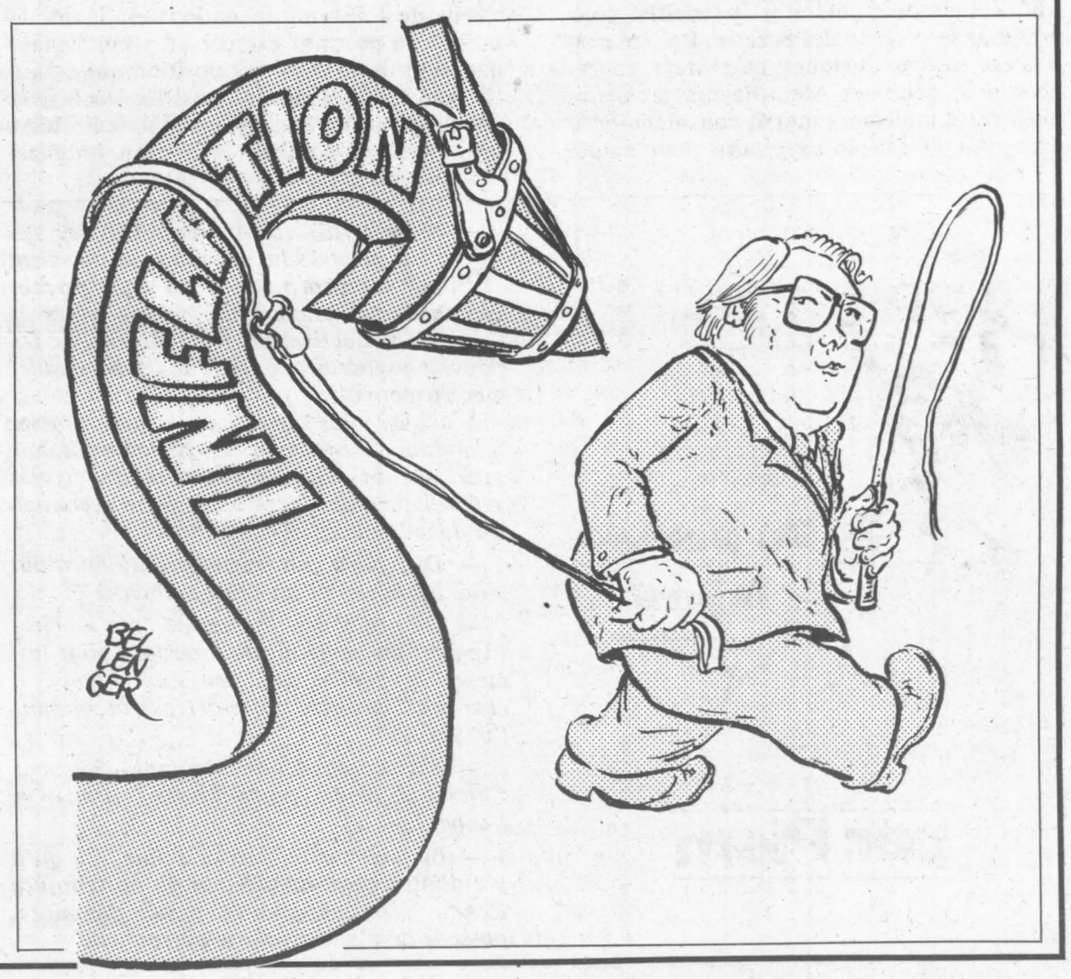
En un mot, tenter par toute une série de mesures de démanteler, de réduire les 6 à 7 % d'inflation structurelle c'est assainir notre économie, se donner les moyens d'éviter d'éventuelles flambées de prix, c'est accroître la compétitivité des entreprises.

C'est aussi rendre plus crédible l'effort industriel voulu par le gouvernement. Car il est évident que si l'accent est mis sur certaines filières, sur certaines entreprises, il faut pour réduire d'une manière significative le chômage reconstituer le tissu industriel, permettre que se créent et se développent une multitude de petites et moyennes entreprises. Or, une entreprise ne se crée et ne dure que si elle est « rentable ». C'est-à-dire si elle est d'abord, face aux importations, par exemple, concurrentielle. Difficile de l'être, lorsque pèse sur elle, d'une manière ou d'une autre, un pourcentage annuel d'inflation de 6 à 7 % !

On le voit, les mesures annoncées par Jacques Delors vont bien au-delà d'un simple effort pour faire passer l'inflation en dessous de la barre des deux chiffres. Rares sont ceux qui ont pris la mesure de la volonté ainsi affirmée : il s'agit en modifiant comportement et mentalité de créer — du côté des coûts — les conditions qui permettront à la France de rester un grand pays industriel. Pour ceux qui parlent de « changement de cap », « d'incapacité du gouvernement à gérer le pays », ceux qui doutent, ne percevant pas l'articulation des décisions gouvernementales, reconstruisons le puzzle.

Disposant enfin d'outils — les firmes nationalisées —, après avoir relancé la recherche, déterminé filière et plan industriel, doté l'ensemble de moyens financiers conséquents, cassé par le blocage la spirale inflationniste, maîtrisé, au prix d'une rigueur pas toujours agréable mais nécessaire, bon nombre de déficits, le gouvernement crée les conditions, semaine après semaine, mesure après mesure, d'un retour de notre économie sur les chemins de la croissance.

Car l'enjeu est là. On ne réduit pas seulement l'inflation pour sauvegarder la monnaie ; on ne tente pas de reconquérir le marché intérieur pour simplement limiter un déficit, on ne réduit pas les inégalités pour de seules raisons humaines. L'effort entrepris est un tout. Il implique rigueur, volonté, effort. Il a des conditions et un but : reconstruire une économie compétitive, une économie plus juste, où chacun assume ses responsabilités.



PRESSE

La mission de l'abominable H.R.

Pour Robert Hersant, la presse est une marchandise. Dans la mesure du possible cette marchandise, qui doit rapporter de l'argent, est tout de même transformée en instrument de propagande pour la droite

PAR PAUL LEDUC

FAUT-IL en rire ou en pleurer ? Beaucoup de Français doivent se poser la question face aux outrances et à l'aplomb de l'opposition. S'il est un domaine hautement symbolique de ce mépris dans lequel la droite tient une opinion qu'elle doit croire amnésique, c'est bien l'information.

Après les récriminations des giscardiens contre l'asservissement de l'information sous de Gaulle et Pompidou, d'aucuns espéraient naïvement qu'une fois Giscard élu, l'O.r.t.f. serait libérée de ses chaînes. Au lieu de quoi, pour mieux contrôler les médias, le ci-devant président fit éclater l'O.r.t.f. dès son élection en 1974. Par centaines, les journalistes (de gauche et syndiqués) on fait l'objet d'une charrette sans précédent. Et l'Elysée a aussitôt placé, sans coup férir, des hommes politiquement sûrs aux postes clés des sociétés issues de l'O.r.t.f. Rapidement, la mainmise du pouvoir sur l'audiovisuel a atteint des sommets. Le R.p.r., écarté à son tour des ondes qu'il avait monopolisées, ne se fit pas faute de dénoncer cette situation scandaleuse. Parallèlement, les concentrations se sont multipliées dans les quotidiens par le biais d'un Hearst français, Robert Hersant.



A.f.p.

Robert Hersant devant quelques-unes de ses publications.

Les quelques titres de la presse nationale non encore sous tutelle, en particulier « Libération » et « le Monde », ont même fait l'objet de poursuites judiciaires pour crime de lèse-garde des Sceaux. Par chance, il s'est trouvé quelques magistrats courageux pour débouter Alain Peyrefitte. Celui-ci en fut doublement marri, convaincu qu'il était d'avoir fait le nécessaire pour empêcher de nuire aux juges hostiles à ses conceptions réactionnaires.

C'est dans ce contexte si peu propice à la liberté d'informer et de communiquer qu'a émergé le mouvement des radios libres. Bien entendu, la droite au pouvoir lui a réservé l'accueil dont elle use face aux expressions de liberté : elle a envoyé les forces de l'ordre bastonner ces insolents, tandis que la justice saisissait leur matériel et inculpait à tour de bras. Tout cela, faut-il le rappeler, ne se déroulait pas au Moyen Age mais voici moins de deux ans. Comment les Français l'auraient-ils oublié ?

Moins de 18 mois après l'élection de François Mitterrand, la commission Holleaux a déjà fort avancé dans la distribution des dérogations qui permettent à des dizaines de radios libres de fonctionner en toute légalité. Et, même si tous les problèmes, notamment financiers, ne sont pas résolus, des subventions pouvant atteindre 100 000 F vont être distribuées à ces mêmes radios libres. Enfin, perversion sans pareille de cette gauche au pouvoir qui étrangle les libertés à coups d'autorisations et de subventions, des dérogations ont été accordées à des stations aux mains de l'opposition. Le goulag, vous dis-je !...

Il y a pire. Clé de voûte de la loi Fillioud, portant réforme de l'audiovisuel, la Haute Autorité a été désignée selon les mêmes modalités que le Conseil constitutionnel. Ses neuf membres (trois sont nommés par le président de la République, trois par le président du Sénat et trois par le président de l'Assemblée nationale), inamovibles et ne pouvant exercer un second mandat, sont donc dans une position qui garantit leur indépendance. Ainsi les socialistes ont-ils poussé l'audace jusqu'à tenir leurs promesses en coupant le cordon imbilical qui liait l'audiovisuel à l'exécutif. Au point que les nouveaux P.-d.g. des trois chaînes de télévision et celui de Radio-France n'ont, fait sans précédent et incontestable, été choisis ni à l'Elysée ni à Matignon. Qu'à cela ne tienne, la droite, qui avait fait les mêmes promesses en les violant toujours, a poussé les criailleries qui lui tiennent lieu de contre-programme. Pitoyable opposition !



Sygma

L'un des quotidiens qui lui sert de porte-voix, « le Figaro » de Robert Hersant, donne chaque jour le « la » en jouant les Cassandre. La Une de l'organe des ci-devant, qui persiste à ne pas annoncer la couleur sous son titre (contrairement à « l'Unité » et « l'Humanité »), dénonce chaque jour un nouveau péril. Lundi, c'était : « La santé en danger ». Quelques jours plus tôt, fidèle au cynisme de son patron qui se veut le J.R. (du nom du méchant du feuilleton Dallas) de la presse française, « le Figaro » titrait sur la liberté de la presse en péril. Tant d'impudence fait froid dans le dos (1).

Surnommé « le fossoyeur de la presse », Hersant applique ici la vieille règle selon laquelle plus c'est gros, mieux cela doit passer. Il en a fourni la démonstration, samedi soir, à « Droit de réponse », l'émission-spectacle de Michel Polac où le fond des problèmes reste, au mieux, à peine esquissé. Si Hersant a dû faire front, c'est que son vieux « complice », le député de la Somme (R.p.r.) André Audinot, p.-d.g. du « Figaro », a été inculpé à son tour, le 20 septembre, par le juge d'instruction, Claude Grellier.

Le motif ? Le juge a considéré que, comme Robert Hersant, ses fils Jacques et Michel et trois autres de ses collaborateurs déjà inculpés, Audinot a commis des infractions aux articles 4 et 7 de l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse.

Cette ordonnance de 1944 avait pour objet d'assurer l'épuration d'une presse qui s'était vautrée dans la Collaboration et de faciliter la renaissance de titres issus de la Résistance. Les auteurs de l'ordonnance, tirant les leçons de la situation d'avant-guerre, ont aussi voulu soustraire les quotidiens à la mainmise des puissances financières. Pour atteindre cet objectif, l'ordonnance impose de connaître l'origine des capitaux qui contrôlent un titre, le propriétaire devant automatiquement être directeur de la publication. Les prête-noms étant interdits et une même personne ne pouvant diriger plus d'un quotidien, ce texte pensait offrir une garantie efficace contre les concentrations. Mais s'agit-il d'une personne morale (une société) ou d'une personne physique (un individu) ? La volonté clairement exprimée par les auteurs de l'ordonnance devrait couper court aux interprétations. Pourtant, tantôt sollicités par Hersant et Audinot, tantôt par goût de l'exégèse, certains juristes considèrent que, par « personne », ce texte entend personne physique seulement. Ce qui arrangerait bien le papivore et ses co-inculpés.

Hersant et ses associés, par un montage juridique complexe de sociétés, transgressent depuis des années l'obligation d'assurer la transparence des capitaux qui contrôlent les titres de son groupe. Propriétaire de 11 quotidiens, 9 hebdomadaires et 10 magazines spécialisés sans parler de son agence de presse (A.g.p.i.), de son énorme agence de publicité et d'un colossal secteur d'imprimerie, mais ne pouvant être directeur de la publication de plus d'un quotidien, Hersant a mis en avant ses fils et des collaborateurs, comme Audinot, devenus par là même ses prête-noms. Telle est du moins la conception des magistrats, Emile Gabié puis Claude Grellier, qui ont décidé de les inculper à la suite des plaintes déposées en 1977 par l'Union nationale des syndicats de journalistes et l'Union fédérale des consommateurs. La lenteur de la justice, souvent dénoncée par la droite, ne gênait pas cette dernière dans certains cas. Les inculpations passées et la dizaine encore à venir dans cette affaire méritent donc d'être saluées.

C'est pourtant du temps où Alain Peyrefitte était garde des Sceaux que Robert Hersant a été inculpé, le 29 novembre 1978. Curieusement, « le Figaro » avait alors omis de s'en émouvoir et de dénoncer, comme aujourd'hui, une prétendue menace sur la liberté de la presse.



DIPAPACÉOUOI

Un porte-injure

par Piem

— JADIS, vois-tu mon fils, les seigneurs du royaume se faisaient accompagner d'un porte-étendard qui brandissait à leurs côtés la flamme distinctive de leur puissance. On pouvait y voir brodés à la main les emblèmes du pouvoir.

L'origine des armoiries remonte assez loin dans l'histoire. L'usage imposait aux guerriers de faire représenter des figures symboliques destinées à les faire reconnaître dans la mêlée des batailles.

— Dis, papa, un seigneur d'aujourd'hui a des armoiries et un porte-étendard ?

— De nos jours, le chef de clan a effectivement un porte-injure ; gardant pour lui-même la dignité qui sied aux grands, il charge cet insipide porte-offense de brandir l'invective.

— J'ai compris, dit l'enfant. Seigneur Chirac a deux porte-injures : Pons et Labbé.

— Et seigneur Giscard a Ponia. Ce qu'il y a d'intéressant dans le cas du porte-injure Ponia, c'est que celui-ci, prince des mots, possède déjà son armoirie personnelle.

— L'écu de Ponia doit être vaste comme son assise ?

— Sur fond de magouilles, son blason porte sur sa partie haute les armes de l'affaire de Broglie et sur sa partie basse des charlots d'argent sur fond de faux jetons.

— Comment se déroule le combat ? demande l'enfant.

— Seigneur d'Estaing, drapé de dignité, offre au bon peuple son visage serein et son œil limpide. Il est la bonté même et son cheval ne piaffe pas d'impatience. Il est l'image vivante du respect des institutions.

A ses côtés cependant son porte-injure éructe, il enfourche son dada, il crache son venin, bannière au vent il fait claquer l'invective. Il est payé pour cela.

— Combien ?

— L'injure n'a pas de prix, le Ponia n'a pas de pudeur. Il faut des générations de mépris pour faire un bon porte-injure et son salaire est proportionné à son volume.

Le porte-injure est envoyé en éclaireur, il prépare le terrain, il piaffe pour son seigneur et maître. Il brandit l'insulte avec arrogance. Dans les replis du fanion se dissimulent les complots, les affaires douteuses et les dessous-de-table. Le vent des histoires louches en fait parfois tomber quelques bribes qui s'éparpillent dans l'oubli.

Le seigneur d'Estaing attend son heure. Il a tissé lui-même l'étendard ; tissu de mensonges, fils à la patte et complots tramés.

— Dis, papa, un porte-étendard c'est comme un porte-coton ?

— Il arrive en effet que ces deux fonctions soient tenues par le même homme ; cela dépend de ses dons personnels. En l'occurrence, le prince ayant approché de près des affaires merdiques, il se trouve en odeur de sainteté giscardienne et joue le double rôle.

L'enfant avait écouté sagement les explications de son père, mais il était pris de nausées.

— Papa, dit-il, allons prendre l'air.

Ils sortirent, non sans avoir préalablement tiré la chasse.

Si l'émission de Polac a eu une utilité relative, c'est qu'elle a permis de voir et d'entendre ce personnage qui évite généralement la publicité. Ceux qui ne le connaissaient pas ont donc pu découvrir son habileté qui a vite fait place à son caractère brutal, cynique, méprisant. Mais l'individu Hersant et son passé peu glorieux ne sauraient, malgré ce qu'ils révèlent, occulter d'autres évidences plus brûlantes. L'homme qui contrôle désormais 20 % de la presse française est-il, comme il le prétend, un chef d'entreprise dynamique à l'américaine et un habile gestionnaire auquel pas mal de canards boiteux doivent leur survie ?

Si Hersant a souligné la bonne marche du « Figaro », il a glissé — sans doute un oubli — sur ses méthodes et ses échecs. Lorsqu'il rachète un journal comme « l'Aurore » à son ami Marcel Fournier, « Monsieur Carrefour », qui joue pour lui le rôle du cheval de Troie, Hersant liquide l'entreprise, se débarrasse des journalistes et revend l'immeuble à prix d'or. De « l'Aurore » il ne reste qu'un demi-titre puisque, confondu avec « le Figaro », ce journal est désormais devenu « le Figaurore ». Concentration des titres, « dégraissage » des rédactions, regroupement de la publicité, reproduction d'un même article dans plusieurs titres, recours accru aux dépêches d'agence au détriment des enquêtes originales, fermeture de bureaux de correspondants en France et à l'étranger, toute la gestion Hersant aboutit à l'appauvrissement et à l'uniformisation du contenu des journaux. Sacré coup porté au pluralisme de la presse, au centre des préoccupations des rédacteurs de l'ordonnance de 1944. Les premières victimes en sont les journalistes de son groupe, puis les lecteurs et enfin la liberté de l'information.

Dans le même temps, la diffusion de plusieurs journaux passés sous sa coupe (comme « Paris-Normandie ») connaît un tassement sévère. Les lecteurs sont donc moins manipulables que ne l'imagine Hersant. Quelques sérieux revers, comme l'échec des lancements de « France-Soir-Dimanche » et du « Figaro-Dimanche », achèvent de démontrer que le « pape » de la presse française n'est pas infaillible. Sans parler de la conquête ratée, grâce au gouvernement socialiste, du « Dauphiné libéré ».

Gestionnaire contestable, Hersant a cru bon de se vanter de n'avoir pas besoin d'argent pour créer un journal. Les banques, nationalisées ou non, que la droite au pouvoir a incitées ces dernières années à lui avancer des milliards, n'auront pas manqué d'apprécier ce détachement affecté du plus endetté des patrons de presse pour les questions d'intendance.

Au bout du compte, le gouffre qui sépare Hersant de ses adversaires — pardelà les libertés que, comme d'autres mais à une échelle beaucoup plus inquiétante , il a prises avec la loi — c'est l'idée qu'on peut se faire de la presse. Pour Hersant, c'est une marchandise. Sa « vocation » : constituer un empire de papier propre à dégager des profits. Dans la mesure du possible, cette marchandise est tout de même transformée en instrument de propagande anti-gauche. Une philosophie capitaliste qui veut prendre les Etats-Unis en exemple.

Il existe tout de même, outre-Atlantique, des journaux comme le « Washington-Post ». Visiblement, tel n'est pas le modèle dont s'inspire Hersant. Espérons que la justice saura bientôt lui faire comprendre que la presse n'a pas pour seule mission de rapporter de l'argent. Dût Hersant ricaner, elle peut aussi informer, par exemple. ●

(1) « Le Point », qui a trouvé là une curieuse façon de célébrer son dixième anniversaire, publie cette semaine une carte faisant apparaître que la France serait le seul pays d'Europe occidentale où existeraient des « atteintes à la liberté de la presse ». Ce qui tiendrait non pas aux agissements d'Hersant mais, nous dit-on, « au maintien du monopole de la télévision ».

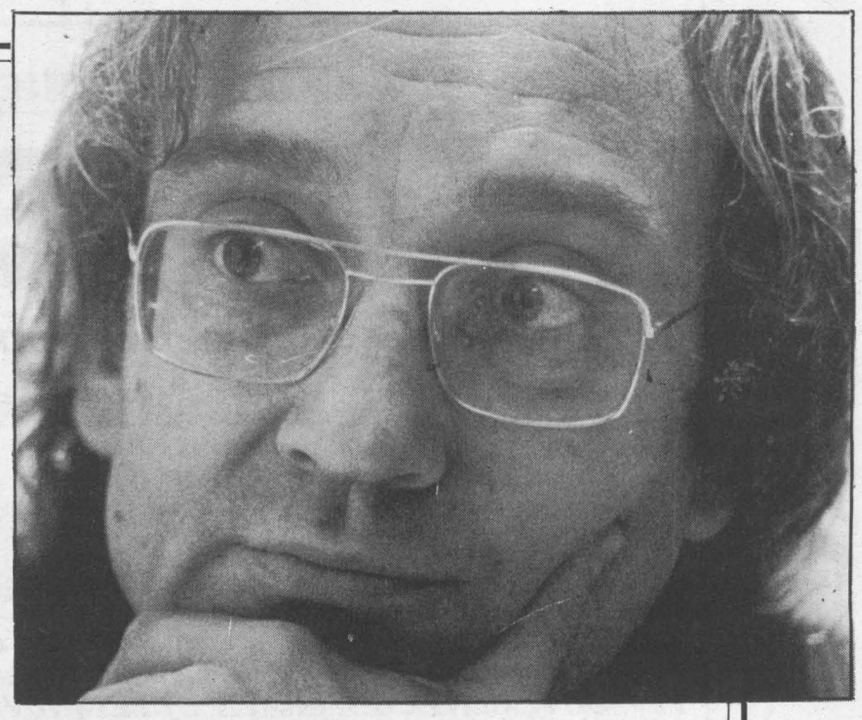
Ce journal qui se flatte régulièrement de n'avoir de comptes à rendre à personne aurait-il brusquement décidé de faire chorus avec l'opposition ?



Fac-similé de la double page du « Point ».

La chronique de Max Gallo

Le sens des faits



Avons-nous assez élevé le débat — comme le fait François Mitterrand — c'est-à-dire montré la signification historique de notre entreprise, mobilisé en somme en chaque citoyen la part d'espoir collectif qui est en lui ?

ILS continuent donc comme il était prévisible. J'avais écrit le 16 septembre, ici, analysant quelques éditoriaux de chroniqueurs de droite : « L'offensive ne peut que s'accentuer. »

Point question marquant cela de contester le libre jeu de l'opposition mais de le définir pour éclairer son jeu, ses traditions, le partage des rôles, entre le muscadin élégant et salonnard et le sabreur qui fait dans la grossièreté et aime à s'encanailler. L'un lettré, académicien, écrit que le gouvernement est atteint d'une espèce de « danse de Saint-Gui » et que sa politique est « une forme publique, aiguë de schizophrénie ». L'autre parle de « Charlots ». Mais pourquoi s'attarder, alors que j'ai déjà essayé de décrypter cette « certaine musique » ?

D'abord parce qu'un pas a été franchi. On a commenté surtout les formules claironnantes du prince de l'affaire de Broglie. Plus intéressante est cette phrase publiée la veille sous sa signature. « Si le gouvernement socialo-communiste ne modifie pas du tout au tout sa politique de destruction aveugle et stupide de l'économie, notre pays serait en état de légitime défense contre ce gouvernement. »

Ainsi pour l'opposition l'engrenage tourne. Et vite. « L'alternance est une chose saine, encore faut-il que la majorité soit capable de gouverner le pays », dit encore le prince. Et comme des « charlots » ne savent pas gouverner, il reste à les chasser. Comment ? Un peu à la manière de ces justiciers, de ces honnêtes gens qui, parce que les tribunaux sont soucieux de respecter les lois et les délais, préfèrent régler leurs comptes eux-mêmes de manière «expéditive » puisqu'ils s'estiment « en état de légitime défense », précisément. Sans doute ne faut-il jamais dramatiser et d'autant plus que le piège que l'on nous tend est celui de la dramatisation. Le calme légaliste du pays, le respect des institutions, le consensus profond pour contenir les débats politiques dans les strictes limites de la démocratie ne font pas l'affaire de ces messieurs pressés. Donc tenir à distance les spectres qu'ils agitent et tracer son chemin.

Mais quand même, une fois cela posé, ce cap de la rigueur et de la mesure dans la riposte tenu, comment ne pas voir que l'opposition a engagé une décisive bataille d'idées ? C'est la règle de la démocratie qu'elle se déroule même si, dans le discours adverse, on sent bien les désirs presque instinctifs de gagner la partie en renversant l'échiquier avant terme. Or, dans cet affrontement idéologique, il y a deux plans, celui des faits et celui de leur interprétation. Et bien entendu, ils se chevauchent. Nous parlons de rythme du chômage en diminution. Ils répondent par progression du nombre des chômeurs. On pourrait multiplier les exemples. Les faits ont toujours au moins deux faces. A un chiffre on peut opposer un autre chiffre. Et la situation concrète est si complexe qu'il me semble qu'il est impossible de ne se battre que sur le seul terrain des faits.

Deux exemples. Un couple a demandé à me rencontrer. Situation dramatique, ont-ils dit. Je les reçois. Jeunes et vigoureux tous deux. Lui brun, obstiné, parlant lentement. Elle brune aussi, silencieuse mais un regard chargé d'anxiété. Deux fonctionnaires, tous deux niçois, qui ont accepté après leur concours un poste dans le Nord et habitent aujourd'hui Paris. Sept ans d'ancienneté, sans enfant. Pourquoi ? « On n'aura des enfants qu'ici, dans notre ville ». disent-ils. Ils veulent pour leur descendance une éducation familiale, ils croient au rôle des grand-mères. Ils ont dans la tête les idées, les schémas et les images du Sud. « Les socialistes ont dit, m'expliquent-ils, vivre et travailler au pays. Vous l'avez écrit. » Ils me montrent un tract. Ils désirent donc être mutés dans le Midi. L'homme ajoute : « On n'a, bien sûr, aucune raison spéciale, mais si on ne l'obtient pas, plus rien ne va, c'est notre vie qui est fichue. » Et il répète : « Qu'est-ce que vous allez faire ? » Je ne peux rien pour ces deux électeurs de gauche qui avaient chargé d'espoir — singulier mais vital pour eux — leur vote.

Autre exemple. Un chef d'entreprise. Il a voté pour la première fois de sa vie socialiste, aux élections présidentielles. Par dégoût du système giscardien, « méprisant », dit-il. Il possède une petite société de transport. Il livre du ciment aux entrepreneurs du bâtiment. La construction de luxe s'est effondrée depuis un an. Celle des logements sociaux n'a pas suffi à remplacer le travail perdu. Ce qui affecte l'industrie du transport. Quand le patron se présente à son banquier, celui-ci, jusqu'alors compréhensif, se montre rigoureux. Fin du crédit. Risque de chômage. « Autour de moi, me confie-t-il, on me dit que j'ai été bien naïf de voter pour la gauche et vraiment je me demande si... » On pourrait multiplier les exemples de situations vécues qui ne sont pas à la mesure des espérances. Déceptions légitimes ou rançons d'égoïsmes particuliers ? A chacun de trancher. Mais il est clair que ces citoyens, s'ils s'en tiennent au simple constat de leur situation à un instant donné, rallieront le camp de l'opposition ou ne se mobiliseront plus. Qu'est-ce qui peut les retenir alors ? Les attacher durablement au camp de la gauche, sinon ce « plus » qui permet de comprendre les faits, cette dimension de conscience et de solidarité, de perspective historique, de participation lucide à un projet collectif, celui de la nation ?

Autrement dit pour la gauche, la bataille des idées, celle de la prise de conscience, est plus importante que pour la droite. Appartenir à la gauche et y demeurer, c'est non pas nier les faits, ou se moquer du réel — ils sont d'implacables boomerangs — mais les inscrire dans une vision d'ensemble. Pour être à chaque instant capable, non seulement d'appréhender sa situation personnelle — et de la défendre — mais de participer à l'aventure collective.

Je m'interroge. Depuis le 10 mai, la mise en perspective a-t-elle été suffisante ? Engagés dans des réformes économiques et sociales vitales, contraints de tenir les fronts de l'inflation et du chômage, nous sommes-nous assez investis dans le « symbolique » ? Avons-nous assez élevé le débat — comme le fait François Mitterrand —, c'est-à-dire montré la signification historique de l'entreprise, mobilisé en somme, en chaque citoyen, la part d'espoir collectif qui est en lui ?

Je n'ai évidemment aucune recette. Cela passe peut-être par un nouveau rapport du citoyen au Pouvoir et à ceux qui le représentent, cela implique peut-être des confrontations fréquentes, un débat ouvert entre les citoyens, pour que l'adhésion ne soit pas le reflet d'un intérêt catégoriel, dont, dans la situation actuelle, rien ne dit qu'il pourra être satisfait, mais le produit d'une réflexion lucide inscrivant l'adhésion dans la durée. L'opposition — dans son rôle traditionnel — retarde cette prise de concience et organise des retraites aux flambeaux. « Ça ne marche pas, c'est socialiste », dit-elle. Je crois qu'il faut prendre garde à des formules de ce type, anodines en apparence mais qui viennent s'accoler aux insultes tonitruantes pour modifier, si nous n'y prenons garde, le paysage idéologique.

Bien sûr, les faits sont décisifs. Et sans réussite dans les secteurs névralgiques, la bataille des idées sera perdue. Mais qui peut croire que la droite reconnaîtra jamais, fussent-ils aveuglants, les succès de la gauche ? Admet-elle qu'elle a saccagé la sidérurgie et multiplié par quatre le nombre des chômeurs ? Ses experts ont de curieux oublis.

Cela ne signifie-t-il pas qu'un travail d'explication, de diffusion des idées, est nécessaire, et sans doute plus important pour la réussite, qu'avant le 10 mai ?

Bref, la gauche ne gagne, la gauche ne dure que si les citoyens sont convaincus qu'elle doit gagner et durer, non seulement pour ce qu'elle promet et réalise, mais aussi pour ce qu'elle signifie.

LES ENTRETIENS DU JEUDI

De 19 h à 21 h,
Salle Marie-Thérèse Eyquem
10, rue de Solférino, 75007 Paris

7 octobre :

André Chandernagor, ministre chargé des Affaires européennes.
Jean Poperen, secrétaire national à la Coordination et aux Elections, député du Rhône.

14 octobre :

Robert Badinter, garde des Sceaux.
Christiane Mora, secrétaire nationale à l'Information des militants, députée d'Indre-et-Loire.

21 octobre :

Colette Audry, écrivain, déléguée générale à la Formation, membre du Comité directeur.

28 octobre :

Pierre Bérégovoy, ministre des Affaires sociales, membre du Comité directeur.
Françoise Seligmann, secrétaire nationale adjointe aux Organismes centraux.

4 novembre :

Jean-Louis Piednoir, délégué national à l'Education nationale.
Eugène Teissere, délégué général aux Fédérations, membre du Comité directeur.

18 novembre :

Edwige Avice, ministre chargée de la Jeunesse et des Sports, membre du Comité directeur.
Alain Barrau, secrétaire national adjoint à la Jeunesse.

25 novembre :

Pierre Brana, secrétaire national adjoint aux Relations extérieures.
Paul Quilès, secrétaire national à l'Organisation et aux Fédérations, député de Paris.

bccm

Banque Centrale des Coopératives et des Mutuelles

La B.C.C.M. se caractérise avant tout par l'esprit qui anime son action. Son appartenance à deux mouvements à but non lucratif -
LE MOUVEMENT COOPERATIF ET LE MOUVEMENT MUTUALISTE
-lui permet de privilégier avant toute autre considération, la qualité de ses services.

Elle se veut à la mesure d'une grande ambition :

ETRE AU SERVICE
DE L'ECONOMIE SOCIALE

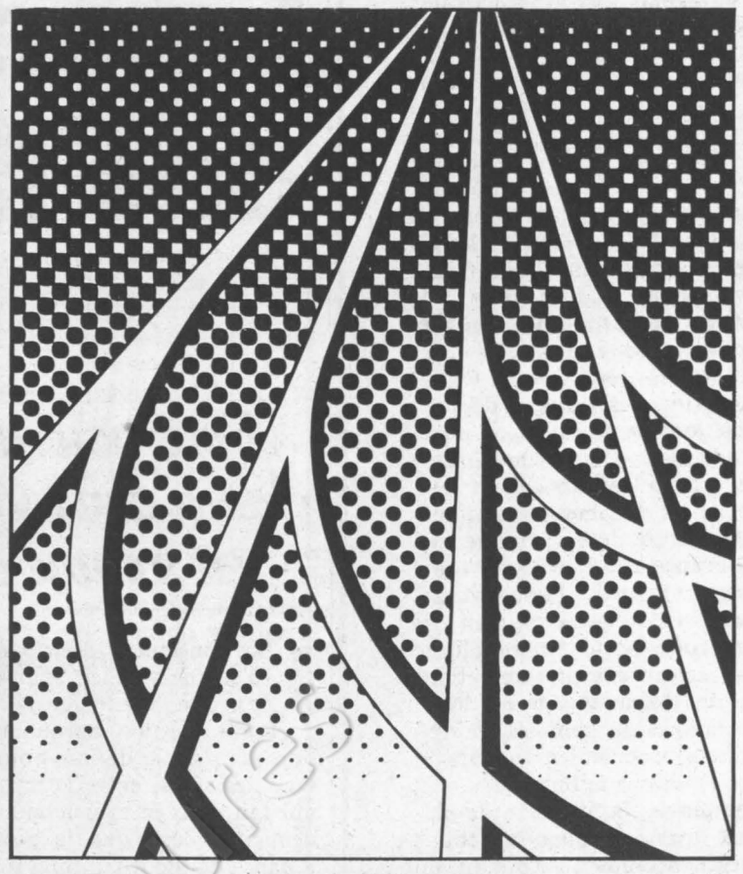
Siège social : 12, place de la Bourse - 75002 PARIS

Tél. : 233.44.71

A L'OCCASION DU 150e ANNIVERSAIRE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

3e FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM FERROVIAIRE

organisé par la SNCF



du 13 au 19 octobre 1982
sauf le dimanche
Théâtre de l'Empire
41, avenue de Wagram 75017 Paris
renseignements tél. 285.63.28
entrée gratuite

94.82

VOUS VOULEZ SAUVEGARDER VOTRE OUTIL DE TRAVAIL : PROTEGEONS-LE ENSEMBLE.

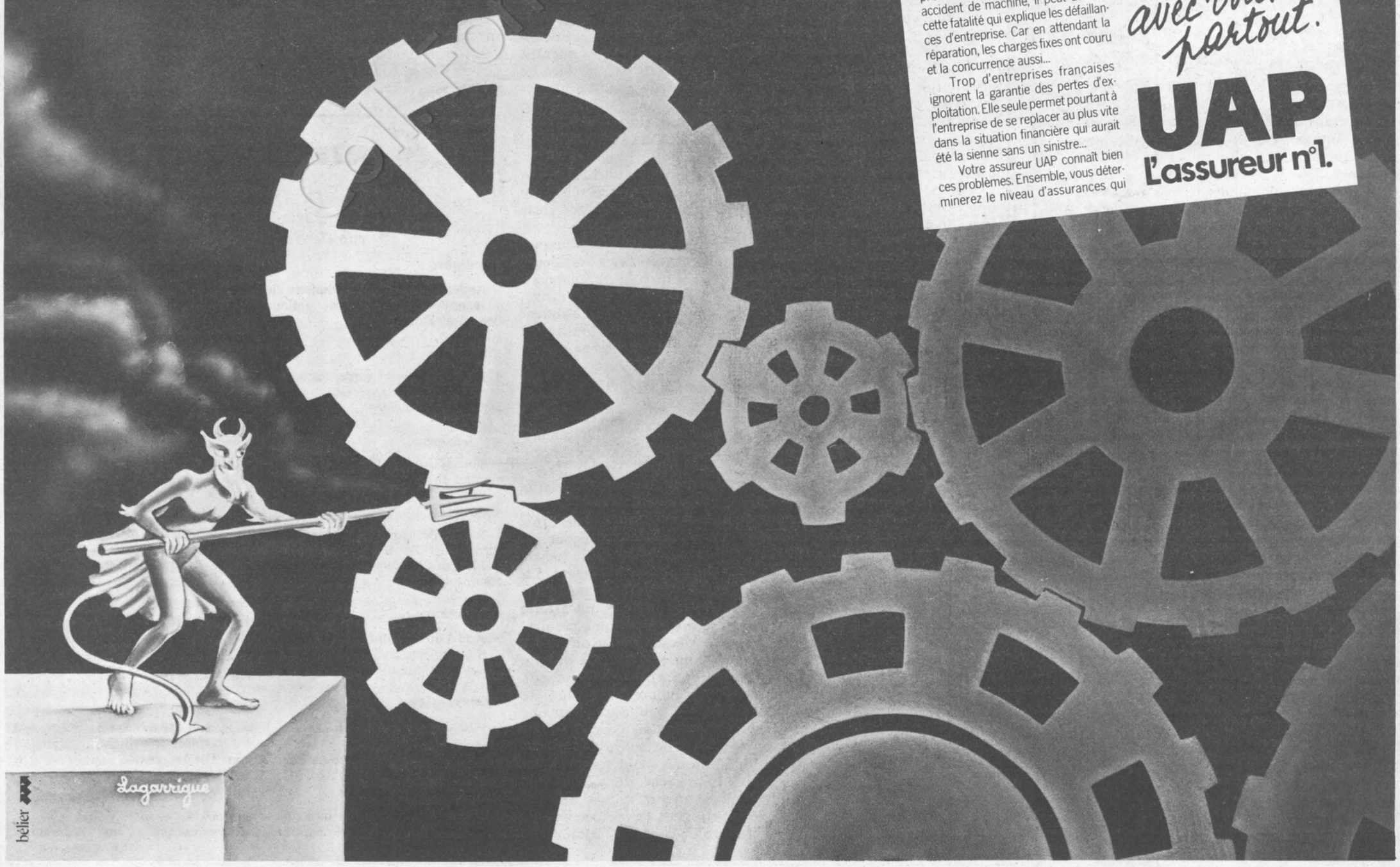
Le hasard prend parfois un malin plaisir à ne pas bien faire. Et quand il prend la forme d'une flamme, d'un accident de machine, il peut devenir cette fatalité qui explique les défaillances d'entreprise. Car en attendant la réparation, les charges fixes ont couru et la concurrence aussi...

Trop d'entreprises françaises ignorent la garantie des pertes d'exploitation. Elle seule permet pourtant à l'entreprise de se replacer au plus vite dans la situation financière qui aurait été la sienne sans un sinistre...

Votre assureur UAP connaît bien ces problèmes. Ensemble, vous déterminerez le niveau d'assurances qui vous permettra de vous consacrer au seul risque qui en vaille la peine : faire tourner au mieux l'outil de travail.

avec vous partout.

UAP
L'assureur n°1.



AUTOMOBILE

Le sombre été du dérapage incontrôlé

Pour conserver leurs places de sixième et septième au classement mondial des firmes automobiles, Renault et Peugeot doivent se donner les moyens d'être plus compétitifs

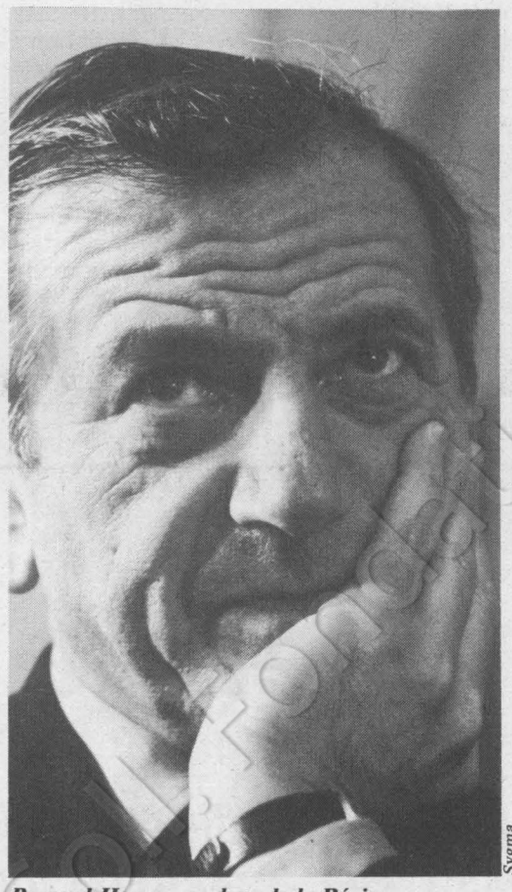
PAR MARTINE DUCOUSSET

ATTENTION, danger ! L'automobile française ne va pas bien du tout. Peugeot a beau faire parler ses voitures et Citroën, rêver en BX, la baisse de régime est flagrante. A la veille de cette grande parade des quatre-roues qu'est tout Salon de l'auto, mieux vaut ne pas se laisser prendre au piège d'une brillance de circonstance. Bien sûr, pendant dix jours, la bagnole sera à l'honneur et les constructeurs afficheront le sourire épanoui des heureux qui réussissent. N'empêche que le plus beau fleuron de l'industrie française bat de l'aile et que, sans soins immédiats et appropriés, la grosse panne est inévitable.

En 1981, la Régie Renault et P.s.a. (Peugeot-Citroën-Talbot) ont accusé près de 3 milliards de francs de déficit (dont 675 millions « seulement » pour l'entreprise nationalisée, plus résistante que la firme de Sochaux présentée pourtant comme un modèle de gestion). De 1979 à aujourd'hui, l'automobile a perdu environ 15 % de sa production, tandis que les effectifs chutaient eux aussi de 15 %.

Curieux... La voiture ne serait-elle plus le nec plus ultra de tout Français qui se respecte ? L'acheteur hexagonal bouderait-il son joujou préféré ? Pas du tout : fin août, on comptait par rapport à l'année dernière 123 171 immatriculations supplémentaires. Alors ? C'est simple : nos petits conducteurs ont succombé au charme des belles étrangères. Actuellement, 30 % des voitures vendues en France ont traversé la frontière — contre 23 % au dernier Salon et 20 % en 1978. L'été fut d'ailleurs catastrophique pour les marques françaises : plus de 40 % d'importations — et même 45 %, record historique, pendant la première quinzaine de juillet —, avec en prime la bagatelle d'un nouveau trou de 384 millions de francs dans le déficit du commerce extérieur.





Sygma

Bernard Hanon, p.-d.g. de la Régie.



A.f.p.

Michel Jobert arrivant en R. 9 à l'Elysée.

Patatras ! Blocage des prix

Apparemment, on ne s'affole pas trop du côté de la Régie : « La crise que nous avons traversée cet été n'est qu'un épiphénomène, due à une conjoncture plutôt défavorable », explique-t-on à la direction générale du groupe. « Août est traditionnellement un mauvais mois, avec pour nous cette année un problème de taille que nous n'avions pas prévu : le blocage des prix. Incapables d'annoncer à temps nos nouveaux chiffres pour le millésime 1983, nous avons ouvert une brèche dans laquelle les constructeurs étrangers se sont rapidement engouffrés. »

En matière automobile, le millésime, c'est en quelque sorte la prochaine fournée des modèles concoctés par telle ou telle marque, avec nouveaux prix à l'appui. Millésime qui se prépare six mois à l'avance : au 1er juillet, les constructeurs révisent leurs tarifs, et les clients passent commande aux concessionnaires. Patatras ! Cette année, blocage des prix. Avec, pour les producteurs français, une seule possibilité de dérogation : présenter des modèles offrant une réelle modification. « L'ennui, c'est que nous avons dû attendre près d'un mois pour connaître les voitures susceptibles de bénéficier d'une hausse », reprend-on à la Régie. « Dans le doute, nous avons préféré stopper le montage de certaines voitures, et suggérer à nos concessionnaires de retarder les prises de commande. Total : les clients qui voulaient vite une voiture se sont tournés vers les firmes étrangères. »

Voilà pour le sombre été de l'automobile française. Mais le blocage des prix n'explique pas tout. Il n'explique pas l'incroyable percée — qui se confirme au fil des ans — de ces carrosseries séductrices venues d'ailleurs. Il explique encore moins la nette diminution de nos exportations depuis 1970 : moins 30 % sur l'ensemble de l'Europe. Enfin, il n'explique pas du tout comment ces merveilleuses machines « made in France » et technologiquement très au point ont perdu la faveur de leurs fans les plus fidèles.

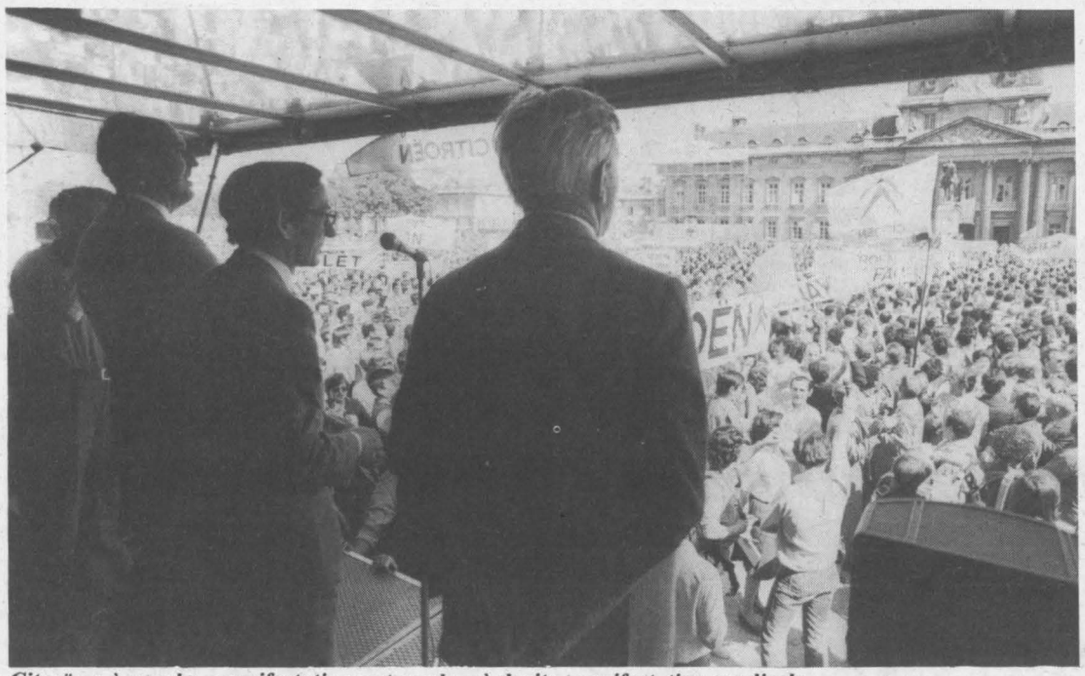


A.f.p.

La nouvelle Alliance, aux Etats-Unis.

Les grèves du printemps dernier dans l'industrie automobile ? Certes, elles n'ont pas arrangé les affaires du groupe Peugeot : les conflits sociaux chez Citroën et chez Talbot ont coûté près de 100 000 voitures à P.s.a. Mais là encore, l'affaire est conjoncturelle : une grève lamine la production et rebute les clients, elle ne démolit pas si rapidement une entreprise réputée pour son efficacité et son sens du juteux. Quelques poignées de travailleurs maghrébins ne suffisent pas à faire branler la maison automobile, encore moins à la faire chuter. N'en déplaise aux détracteurs — c'est un euphémisme — de la C.g.t., qui voient le monstre syndicalo-communiste étendre son pouvoir partout où se rivent des boulons. N'en déplaise aux agités de l'opposition, qui gambergent à tout-va sur les 39 heures hebdomadaires et la cinquième semaine de congés payés, ces mesures scélérates qui feraient grincer la machine économique. Et n'en déplaise à Valéry Giscard d'Estaing, palabrant et pontifiant récemment à l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2, avec un argument choc ô combien rabâché : la gauche au pouvoir, c'est le mal absolu, puisque, depuis son arrivée, tout va mal ! Et notamment dans l'automobile, ce glorieux atout de notre glorieuse industrie. Normal, poursuit en substance et en sous-entendus l'expensionnaire de l'Elysée : quand on ne sait

(suite en page 10)





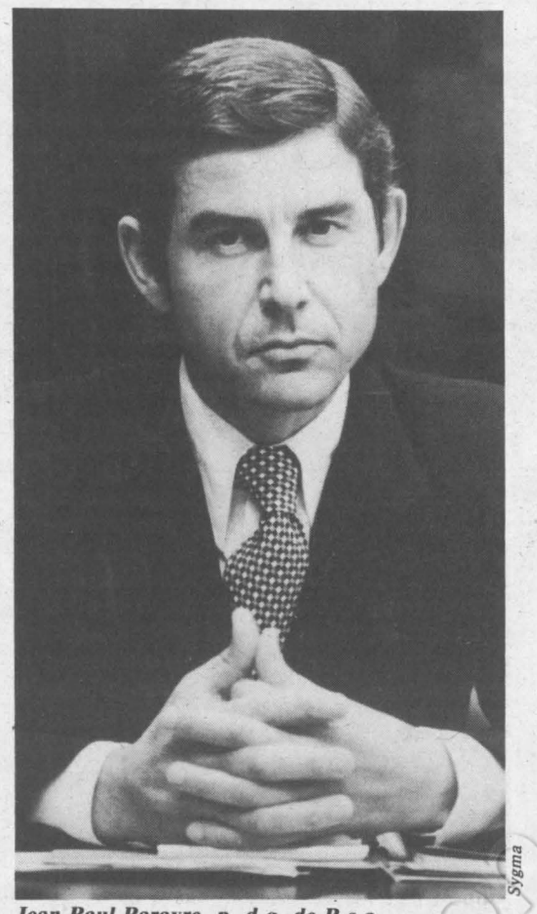
A.f.p.

Citroën : à gauche, manifestation patronale ; à droite, manifestation syndicale.

(suite de la page 10)

pas gérer et quand on accepte d'être inféodé à un Parti communiste fauteur de troubles, quoi d'étonnant si tout fout l'camp ?

Décidément, certains ont le chic pour réécrire l'histoire ! Giscard a-t-il oublié ces quelques chiffres que tout économiste digne de ce nom se doit de garder en mémoire ? Primo : depuis 1978 (année de la libération des prix par Barre et Monory), les prix des automobiles françaises ont augmenté plus vite que l'indice des prix de détail : ainsi en 1980, + 14,4 % contre + 13,6 % (1). Le renversement de tendance date de 1981 : + 10,8 % contre + 14 %. Secundo : l'augmentation du prix des voitures étrangères vendues dans notre pays a toujours été inférieure à celle des véhicules construits en France. Ainsi constatait-on en 1980 une différence de 5,4 % entre la hausse des étrangères (+ 9 %) et celle des françaises (+ 14 %). Une seule exception, 1981 : les voitures étrangères augmentaient de 11,9 %, pour une hausse de seulement 10,8 % côté français. Tertio : c'est depuis 1979 que la pénétration des concurrents allemands, américains, japonais et italiens est devenue franchement envahissante. Dès juillet 1980, l'inflation joue les Superman : de 23 % les immatriculations étrangères passent brusquement à 25 %. Au fait, Giscard n'était-il point alors président de la



Sygma

Jean-Paul Parayre, p.-d.g. de P.s.a.

République ? Et Raymond Barre supermeilleur économiste de France ?

En clair, la crise ne date pas d'aujourd'hui. Et si les constructeurs français courent après les bénéfices, ce n'est sûrement pas de la faute de la gauche. L'irrésistible ascension étrangère sur le marché français s'est faite à coups de charme... et de tarifs non prohibitifs. Comment en vouloir à l'acheteur attiré par un produit qui lui offre une excellente garantie qualité-prix ? Renault et Peugeot s'avouent désarmés devant cette escalade de la dégringolade. Leur défense ? Le « différentiel d'inflation » : le coût de la vie, donc les coûts de production augmentent plus vite en France que, par exemple, en Allemagne. Résultat : les voitures françaises sont plus chères que les voitures allemandes. Blocage des prix, grèves, différentiel d'inflation : l'industrie automobile française ne manque pas de boucs émissaires. Certes, tous ces obstacles méritent attention. Mais nos deux entreprises-cocorico n'en sont pas pour autant blanches comme neige.

Peugeot d'abord : l'absorption de Talbot (ex-Simca-Chrysler) et de Citroën ne s'est pas faite sans dommages pour la firme de Sochaux. Difficiles à digérer, ces deux sociétés dont l'une (Citroën) était en faillite, et dont l'autre (Chrysler) ne valait guère mieux. Peugeot y a laissé son argent, et son image de gestionnaire avisé. Quand on s'occupe du four, le moulin ne tourne pas rond. Préoccupé question finances, anxieux de faire régner l'ordre dans ses usines, P.s.a. a négligé de renouveler sa gamme automobile. Avec pour corollaire une désaffection des clients qui voulaient toujours plus et toujours mieux. De plus, gérer trois marques n'a rien d'évident. Conclusion : le groupe Peugeot se trouve dans une situation peu enviable. Sans subsides secourables, il risque de se retrouver, dans un très proche avenir, pas très loin du pavé. Trois scénarios sont alors possibles : une demande de renflouement auprès des banques — mais c'est bien connu, on ne prête qu'aux riches —, une aide de l'Etat — mais sous quelles conditions, dans la mesure évidemment où P.s.a. se résoudrait à une telle solution ? —, enfin un appel aux entreprises étrangères. « Si l'Etat doit intervenir, ce n'est pas à la manière de Barre octroyant généreusement un milliard et demi de francs à Citroën », estime Jean-Pierre Labbé, vice-président du G.s.e. (Groupe socialiste entreprises). « Mais plutôt par le biais d'une participation au capital. »

Renault ensuite : l'entreprise tourne bien — les nationalisations, ça a du bon tout de même — mais se contente de vivre sur un acquis qu'elle risque à la longue de voir partir en fumée. Selon Jean-Pierre Labbé, la Régie n'a pas complètement joué la jeu de la relance : « Renault s'est montrée pessi-

TRIBUNE

Front du refus et énergie perdue

Quand prendra donc fin la guerre idéologique que certaines forces économiques ont choisi de mener contre le gouvernement ?

PAR PIERRE PROUVOST
député-maire de Roubaix

DANS nombre de pays, la reprise économique, souvent annoncée, se fait toujours attendre. Et pour leurs gouvernements la même question se pose : comment parvenir à sortir de cette crise qui s'éternise ?

En effet, il semble n'y avoir aucune solution miracle nulle part. Aux Etats-Unis en particulier, les limites de l'économie libérale apparaissent de plus en plus clairement. Avec un taux de 9,8 % de chômage, le pays connaît actuellement son taux record de l'après-guerre. Les effets ravageurs du libéralisme se constatent également en Grande-Bretagne où un actif sur six est sans emploi et où le taux des faillites s'est accru de 75 % en deux ans. En Allemagne de l'Ouest, les prévisions attestent que les chômeurs seront deux millions en 1983, pendant qu'en Italie l'inflation est supérieure à 15 %.

Echappent au processus de crise seuls les pays du golfe Persique, producteurs de pétrole et affiliés à l'Opep. Mais s'ils n'ont pas de déficit budgétaire au sens où nous l'entendons, ils connaissent néanmoins de graves problèmes, de nature socio-économique, qui ne sont toujours pas réglés.

Car c'est le pétrole actuellement, — sa possession ou son exploitation — qui détermine la richesse et la prospérité ; et ce n'est par un hasard si, dans le classement des dix premières entreprises mondiales, neuf d'entre elles se trouvent être des sociétés pétrolières.

Dans un tel contexte, et face à l'incapacité des experts économiques de proposer des solutions efficaces, le choix de la France, qui est de miser sur la compétitivité des entreprises françaises, est réaliste. Il était nécessaire de prendre une série de mesures qui ont eu pour but la relance des investissements et de l'initiative technologique, pour remédier aux effets de la politique monétariste menée précédemment par Raymond Barre ; politique qui visait sans ambiguïté l'élimination progressive des « canards boiteux » au profit de quelques majors de l'industrie avant tout soucieux de développer leurs implantations à l'étranger.

Outre qu'elle ne servait en rien l'intérêt national cette recherche de profits rapides et à court terme aura eu deux effets négatifs : celui d'induire une politique spécifique des banques, qui avaient pour mission de ne prêter qu'aux riches, et celui d'assécher les moyens financiers mis à la disposition de la recherche, considérée comme non rentable. Alors que depuis des années, des études de reconversion s'imposaient, pratiquement rien n'avait été fait dans ce domaine.

Face à cette situation, il faut regretter que les chambres de commerce et les fédérations patronales ne jouent pas toujours ce rôle qui existe dans leurs attributions et qui consisterait à faire des études de prospective sur l'orientation des branches, sur la création de produits ou de technologies nouvelles. On constate aujourd'hui l'abandon de cette mission, pour la tenue d'un discours politique catastrophiste remettant en cause à chaque occasion l'impact supposé des orientations définies par le gouvernement.

La décision de création d'un fonds spécial de grands travaux n'a reçu qu'une maigre approbation de la fédération patronale du bâtiment qui, à l'annonce de cette mesure, a répondu que quatre fois plus de crédits auraient été nécessaires pour simplement parvenir à la stabilisation d'une branche en régression constante depuis dix ans.

Une certaine presse économique « les Echos » du 27.08.1982 propage « que les nationalisations sont une atteinte irréparable à l'outil industriel et bancaire du pays, que l'inflation ahurissante des dépenses publiques conduit droit l'Etat à la faillite, que le retour à la rigueur budgétaire peut seul tirer la France de l'impasse où elle se trouve bloquée ».

De son côté, le S.n.p.m.i., dans lequel heureusement ne se reconnaissent pas tous les responsables de Pme, s'emploie à constituer un véritable front du refus, systématique et haineux, à toute mesure les concernant, prise par le gouvernement. « Nous n'appliquerons, a précisé son représentant, aucune mesure qui n'aura pas notre accord. »

Autant d'attitudes, politiques, il faut le souligner, qui sont graves, car jointes aux déclarations alarmistes de certains leaders de l'opposition, elles s'efforcent d'attiser la méfiance des milieux économiques internationaux envers la France socialiste, en entamant le capital de confiance de la part de partenaires étrangers.

Dans la mesure où certaines organisations professionnelles ou patronales chargées d'impulser une dynamique à l'action économique en proposant des orientations nouvelles et en incitant à des améliorations technologiques continueront de se considérer comme des forces d'opposition ou des contre-pouvoirs, il est certain que l'Etat, pour appliquer sa politique, sera conduit à adopter une attitude plus contraignante et à intervenir de façon plus directive. Et il est probable que le patronat s'insurgera alors contre ce qu'il appellera « l'étatisation » de l'économie, qu'il aura pourtant largement contribué à créer, par son manque de coopération.

Or, pour le mouvement socialiste, la question n'a jamais été de vouloir supprimer la propriété privée : qui reste l'un des fondements du tissu social. Mais pour que la revitalisation de notre appareil de production ne soit pas un vain mot, il faut que l'épargne soit effectivement orientée vers l'industrie, que l'inflation soit jugulée, que les banques, ainsi que le leur recommande Jacques Delors, misent sur les P.m.e., que l'Etat dégage avec les moyens dont il s'est doté, en particulier avec les nationalisations, les créneaux industriels de demain. Mais, aussi et surtout, que certaines forces économiques cessent leur guerre idéologique contre le gouvernement actuel et mobilisent leur « génie » à créer de nouvelles richesses dans un cadre économique nouveau.

Collection Fondation

miste devant le changement et tout ce qu'il pouvait apporter à une entreprise nationale en termes d'emploi, de niveau social et de revenu industriel. » De plus, Renault n'a pas suffisamment investi pour la rénovation d'un appareil de production relativement âgé. La firme française n'emploie que 300 personnes dans sa filiale robotique quand Fiat en compte déjà 1 200. Les Américains, qui ont opté pour des investissements massifs voici trois ans — programme équivalent au projet Apollo — voient déjà leurs efforts couronnés de succès : Ford, par exemple, effectue une spectaculaire remontée en France et en Allemagne. Et dès 1983, l'automobile américaine va sérieusement concurrencer nos produits autochtones. Et puis, il n'y a pas que les voitures particulières : « On oublie toujours de parler des véhicules industriels, reprend Jean-Pierre Labbé. La filiale de Renault, R.v.i. (2), fait tout de même travailler plus de 900 000 personnes, ce qui représente 42 % de l'effectif nationale concerné par l'automobile. C'est un secteur essentiel pour nos échanges avec les pays en voie de développement. Le camion, plus léger qu'une ligne de chemin de fer, intéresse beaucoup les pays d'Afrique et d'Asie. Nous leur procurons un matériel qui leur rend service et qui nous procure des devises. Qui dit mieux ? »

Mais R.v.i. sur le marché français rencontre aussi certains obstacles : diminution de l'aide de l'Etat, difficultés de la recherche technologique, et surtout mentalité bien particulière des acheteurs français : « A qualité égale, il est impensable pour un Allemand d'acheter autre chose qu'un véhicule Mercédès, explique Jean-Pierre Labbé. Malheureusement, le Français ne verra aucun inconvénient à se fournir ailleurs que dans l'Hexagone. Ainsi les marchés intérieurs étrangers sont-ils très protégés, tandis que le nôtre reste ouvert à tous vents. »

Pas de doute, il s'agit vite fait pour les constructeurs français de retrousser leurs manches. Parce que l'avenir, ça se prépare : si Renault et Peugeot veulent conserver leurs places de sixième et septième au classement mondial des grandes firmes automobiles, il leur faut devenir réellement compétitifs par rapport aux japonaises (Toyota, numéro un mondial, produit déjà plus que les deux entreprises françaises réunies). Et donc s'en donner les moyens. La réussite ne tombe jamais du ciel. La situation est préoccupante. Mais le P.s. ne s'en montre pas plus étonné que ça : dès janvier 1981, le Parti lançait un cri d'alarme et présentait à la presse six propositions susceptibles de sortir l'industrie automobile de la crise : instauration d'une coopération étroite entre Renault et Peugeot, recherche d'accords dans le cadre européen, renforcement de la filière industrielle de l'automobile, réductions d'horaires de travail au niveau européen, utilisation de la filière automobile comme bien d'échange avec les pays en voie de développement, et mise en place d'une politique sociale assurant le contrôle des travailleurs sur la restructuration de la production. Qu'on s'y mette ! L'enjeu est d'importance : facteur essentiel du développement économique de la France, l'industrie automobile fait vivre près de 2 millions de personnes : les employés des usines, mais aussi les garagistes, les sous-traitants, les travailleurs du verre, de l'aluminium, des pneumatiques, de la mécanique, de la sidérurgie... « Derrière les machines, il y a des hommes, souligne Jean-Pierre Labbé. On a trop tendance à les oublier, à parler chiffres avant tout. Des hommes qui travaillent, et qui souvent dans les usines font des boulots pénibles, dans une ambiance sociale qui n'a rien de réjouissant. » Ne parlons même pas de Talbot et Citroën, dont chacun connaît l'intolérable situation. Mais même chez Renault, il reste de grands efforts à faire pour parvenir à une vraie démocratisation de l'entreprise. « Grâce au 10 mai, nous avons pu bénéficier d'acquis inconcevables sous un autre régime, poursuit Jean-Pierre Labbé. Seulement, il faut aller plus loin. Obtenir une réelle responsabilité des travailleurs, qui, sans aucun doute, se répercutera sur la productivité. » Comment motiver les damnés de la chaîne, si on ne leur offre pas la moindre parcelle de dignité ?

Projet utopique ? Peut-être. Mais après tout, la gauche ne doit-elle pas se montrer à la hauteur des espoirs qu'elle a fait naître ? Alors, bravo la BX, bravo la nouvelle Peugeot 305 et bravo l'Alliance, dernière-née de la gamme Renault construite aux Etats-Unis avec la firme « American Motors ». Mais bravo aussi à ceux qui auront la volonté de bouger plus et de changer la vie. Le renouveau de notre bagnole nationale passe sans doute par cette ambition-là. ●

(1) 1978 : + 11,8 % contre + 9,7 % ; 1979 : + 12,2 % contre + 11,8 %.
(2) « Renault Véhicules Industriels.

MUNICIPALES



Le Manifeste municipal du Parti socialiste montre comment la décentralisation place désormais les communes à l'avant-garde de la lutte pour le changement

Les moyens de la responsabilité

PAR ANTOINE VIOLET

ADOPTE par le dernier Comité directeur, après avoir été mis au point par une commission animée par Jean Poperen et Marcel Debarge, le Manifeste municipal du Parti socialiste vient d'être rendu public. Il s'agit d'un document d'une trentaine de pages dactylographiées qui va constituer la charte des candidats socialistes aux élections de mars prochain.

Soulignant qu'il existe un lien étroit entre la politique à conduire au niveau municipal et les transformations entreprises depuis mai 1981, le Manifeste explique pourquoi la décentralisation a été la première des grandes réformes entreprises par la gauche au pouvoir en soulignant qu'elle ne se limite pas à un certain nombre de transferts d'attributions et de moyens, mais que « c'est avant tout un autre état d'esprit ». Un long développement est, par exemple, consacré au problème des finances locales à propos desquelles il s'agit de mettre en œuvre « des moyens nouveaux pour des responsabilités nouvelles ». S'appuyant sur l'expérience et la pratique d'une gestion communale qui a depuis longtemps fait ses preuves, le Manifeste définit avec précision les objectifs des socialistes : action sur le cadre de vie et l'environnement, qu'il s'agisse de l'aménagement et de l'urbanisme ou du développement rural ; maîtrise du développement économique ; sécurité ; solidarité, cette dernière notion concernant à la fois les problèmes de l'école, de la santé et de l'action sociale, de la promotion de la vie sociale, culturelle et sportive.

Ce document, très complet, est précédé d'une sorte de préambule définissant le véritable enjeu des municipales de 1983. En voici le texte :

« Au printemps prochain, tous les Français seront appelés à renouveler, dans chaque commune, leur conseil municipal. C'est toujours, dans la vie de notre pays, une date importante. Les choix qui seront faits engagent les conditions de vie quotidienne de tous les citoyens. Au-delà, ils doivent être l'occasion de progrès décisifs dans la voie de la démocratie.

Ces élections se dérouleront alors que, depuis le 10 mai 1981, la gauche est au pouvoir, alors qu'est mis en œuvre, par le gouvernement, le programme de redressement et de réformes que les Français ont approuvé, alors qu'est engagée, dans tous les domaines, une action énergique pour sortir notre pays des ornières du passé et le mettre en mesure de répondre aux défis de la fin du siècle.

C'est dire que ces élections municipales ne seront pas tout à fait des élections comme les autres. En 1971, en 1977, il s'agissait de lutter, avec les faibles moyens concédés par un pouvoir centralisé à l'extrême, contre les effets néfastes d'une évolution considérée comme fatale, qui conduisait les villes à subir les conséquences d'une croissance désordonnée et, souvent, les campagnes à la désertification. Les communes, lieux traditionnels d'échanges et de rencontres, communautés vivantes et solidaires, se transformaient en regroupements anonymes, et les élus subissaient une logique économique, dont il était difficile pour eux de pallier les conséquences, et que l'Etat ne se souciait pas d'infléchir. La victoire du 10 mai, cela a été, aussi, l'effet du mécontentement des Français et de leurs élus municipaux devant le cadre de vie qui leur était imposé, devant la détérioration des rapports sociaux à l'intérieur de la cité, devant la dégradation de la situation des communes.

Mais les élections municipales de 1983 se dérouleront dans un contexte différent. D'abord parce que la politique d'ensemble menée par le président de la République, le gouvernement, la majorité de gauche de l'Assemblée nationale est elle-même différente et que, au niveau de l'Etat, les objectifs et les priorités ont changé. Il s'agit aujourd'hui de vaincre le chômage et l'inflation, de maîtriser et d'encourager le développement économique, industriel et agricole, de réconcilier les Français avec leur culture, de réduire les inégalités, de faire entrer dans les faits la solidarité, de promouvoir partout l'épanouissement de la démocratie, dans les entreprises comme dans les quartiers. Le rôle des communes sera beaucoup moins de lutter contre les conséquences d'une politique néfaste, beaucoup plus de participer au grand mouvement dans lequel s'est engagé notre pays. Du côté de l'Etat, les premières décisions prises et mises en œuvre dès le début de la législature ont conduit à lever les tutelles, à desserrer le carcan administratif, à donner aux communes des responsabilités nouvelles et des moyens nouveaux, les moyens de la responsabilité. Beaucoup de maires et de conseils municipaux, partout où les villes et les villages étaient animés par les socialistes, avaient déjà anticipé cette évolution. Ils peuvent aujourd'hui aller plus loin. Les voies nouvelles ouvertes par la décentralisation ne prendront tout leur sens que si les possibilités offertes aux élus sont saisies, mises à profit, pleinement exploitées dans l'intérêt de tous. Mais ce qui est nouveau, aussi, depuis le 10 mai, ce qui va prochainement modifier la vie de nos communes et donc l'enjeu réel des prochaines élections municipales, ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'une part essentielle des décisions et des réalisations ne se joue plus désormais au niveau de l'Etat. La décentralisation, cela veut dire que, dans des domaines aussi importants que l'urbanisme, les transports, la santé, la solidarité, l'école, la lutte pour l'emploi et le développement économique, la formation professionnelle, la culture et le sport, etc., les nouvelles orientations ne prendront tout leur sens et n'auront toute leur portée qu'en fonction des initiatives locales, de ce qui sera fait partout pour utiliser pleinement les nouveaux outils et les nouveaux moyens.



Marcel Debarge. *Pascal Lebrun*

Les socialistes luttent dans l'ensemble du pays pour inverser les conséquences de la gestion passée, construire une société plus juste et plus libre. Dans bien des domaines, c'est au niveau des communes, de leur animation, de ce qu'elles sauront construire, imaginer, que les principaux objectifs qui concernent directement l'ensemble des Français seront ou non atteints. C'est à ce niveau qu'il faut répondre à une crise de civilisation et une crise de valeurs, qui affecte la capacité des Français à vivre ensemble dans les villes harmonieuses et vivantes, capables de répondre à leur souci de bien-être et de sécurité.

Ainsi, dans la campagne des élections municipales, comme dans leur gestion passée, là où ils avaient la responsabilité des communes, les socialistes ne séparent pas la gestion des villes et des villages de leurs objectifs pour la France. Ils savent que l'action entreprise par la majorité qui a la responsabilité du pays doit trouver, au niveau des communes, son prolongement naturel, et que c'est là, d'abord, qu'elle le trouvera, dans des réalisations concrètes. Ils savent aussi que c'est grâce au grand changement en cours que les communes ont acquis les moyens de l'action, qu'elles ont été libérées des entraves qui les paralysaient. Et les Français, qui ont vu les socialistes à l'œuvre dans tant de villes et de villages, mesurent l'enjeu des élections municipales, non seulement pour leur vie quotidienne mais pour que le pays tout entier, à travers l'action des collectivités locales, à travers celle du gouvernement, qui se répondent et se complètent, avance vers plus de solidarité, de liberté, vers le mieux-vivre. »

ELECTROCHOC

Il y a un autre Israël...

Lâché par une partie des siens et par les Américains, accablé par les révélations sur les massacres des camps palestiniens et les aveux cyniques de Sharon, Begin a jeté du lest. Mais sa succession est ouverte...

PAR SIMHA HOWARD

(de notre correspondant à Tel-Aviv)

IL est trop tôt encore pour savoir exactement ce que l'Histoire retiendra de ce qui s'est passé en Israël entre ce dimanche 6 juin 1982, où Tsahal est entrée au Liban avec l'approbation enthousiaste de la grande majorité de notre peuple et ce samedi 25 septembre où plus de 300 000 personnes sont descendues dans la rue à Tel-Aviv pour dénoncer la « honte » qui retombe sur cette même armée qui était, jusque-là, objet de fierté pour tout citoyen israélien.

Du 6 juin au 25 septembre : moins de quatre mois. Mais tout a changé si vite qu'on a tendance à perdre un peu le fil des événements et qu'on se demande encore comment on a pu en arriver à une situation telle que rien, désormais, en Israël ne sera plus comme avant. Pour tenter de comprendre, il faut reprendre les choses par le commencement.



Sygma

Manifestants anti-Sharon.

En finir avec l'O.l.p.

Le 6 juin donc, Begin et Sharon annoncent que l'armée israélienne est entrée au Liban dans le cadre d'une opération appelée « Paix en Galilée » et qui doit la conduire à occuper une bande de quarante kilomètres du territoire libanais. A l'étranger, on crie tout de suite à l'agression contre l'intégrité d'un pays indépendant, mais en Israël on approuve cette initiative que beaucoup attendaient depuis des années. C'est du Sud-Liban que venaient en permanence les tirs de roquettes ou les incursions de commandos palestiniens contre les agglomérations israéliennes proches de la frontière. A Kyriath Shemoneh, par exemple, la vie était devenue un véritable cauchemar avec certains jours des dizaines d'explosions en quelques minutes. Et il en était de même à Maalot ou Nahartya, où l'on avait également compté plusieurs morts. Quarante kilomètres, c'était la distance suffisante pour mettre ces villes hors d'atteinte des tirs palestiniens. Il n'y eut guère de voix pour protester contre une opération qui paraissait à tous amplement justifiée. Certes, Israël se faisait agresseur mais on ferait bien comprendre à ceux qui protestaient déjà, à l'Onu, en Europe ou ailleurs, qu'il s'agissait de légitime défense.

En quelques jours et presque sans coup férir, Tsahal atteignait l'objectif annoncé et la cote de popularité de Begin faisait un bond sensible, tandis que l'opposition travailliste osait à peine faire entendre sa voix de peur de paraître briser un consensus national que seuls refusaient quelques intellectuels ou les militants du mouvement « Paix maintenant ». Ici, une première question se pose : les « quarante kilomètres » étaient-ils un objectif réel ou bien, en déclenchant l'opération « Paix en Galilée », Begin et Sharon avaient-ils déjà en tête que Tsahal irait au-delà de cette limite et pousserait jusqu'à Beyrouth pour tenter de liquider les combattants palestiniens et même la direction de l'O.l.p. ? Toujours est-il que, fort des premiers succès remportés, convaincu qu'il a tout le pays derrière lui — il va même annoncer des élections anticipées pour le printemps prochain —, le Premier ministre rejette tous les conseils de ceux qui lui disent de ne pas pousser plus loin, de ne pas s'engager dans une aventure dont on ne peut prévoir l'issue. Parmi ceux-là, les amis américains de Begin mais il ne les écoute pas, persuadé qu'il est d'avoir enfin les moyens d'en finir avec l'O.l.p.

Le glas des espérances de Begin

L'armée israélienne arrive donc aux portes de Beyrouth, bombarde la ville, accumule les morts et les destructions. Les images de l'enfer que vit la capitale libanaise frappent l'opinion mondiale et aussi celle d'Israël où beaucoup réalisent soudain qu'il ne s'agit plus d'une guerre pour la survie de l'Etat, ce qui a toujours été admis par tous, mais d'une guerre offensive qu'Israël a portée sur le territoire d'un pays indépendant et qui nous place en situation d'affrontement avec l'ensemble de la communauté internationale. Le 3 juillet, à l'appel de « Paix maintenant », cent mille personnes se rassemblent sur la place des Rois d'Israël à Tel-Aviv pour dire non à cette guerre qui n'est plus celle de la légitime défense. C'est une première riposte populaire dont l'opposition travailliste est cependant encore absente. C'est seulement quelques jours plus tard que Shimon Peres parlera à son tour de la nécessité d'un dialogue. Pendant tout le mois de juillet, ceux qui approchent le général Sharon sont persuadés que son véritable but est de détruire physiquement — ou de faire prisonnière — la direction de l'O.l.p., Yasser Arafat en tête, retranchée à Beyrouth. Le leader palestinien en est lui-même convaincu et le dit à Uri Avnery qu'il reçoit le 5 juillet dans son « bunker ».

Begin partageait-il cette folle ambition de son ministre de la Défense ? Toujours est-il qu'il reste sourd aux avertissements qui se multiplient et aveugle devant les nombreuses négociations diplomatiques qui vont se resserrer autour de la mission de Philip Habib et qui poussent l'O.l.p. à passer du terrain militaire au terrain politique en acceptant l'évacuation, sous garantie internationale, de ses combattants installés à Beyrouth et au Liban.

Cette idée, qui va peu à peu prendre forme et aboutir à l'envoi de la première force multinationale d'interposition et au départ d'Arafat de Beyrouth, le 30 août, sonne le glas des espérances de Begin et de Sharon et transforme la victoire militaire de Tsahal en défaite politique pour le gouvernement israélien. Celui-ci réagit avec violence au plan Reagan, qui prétend s'opposer à la politique annexionniste en Cisjordanie et à Gaza et par lequel, en fait, les Américains posent, pour la première fois, le problème d'une entité palestinienne.

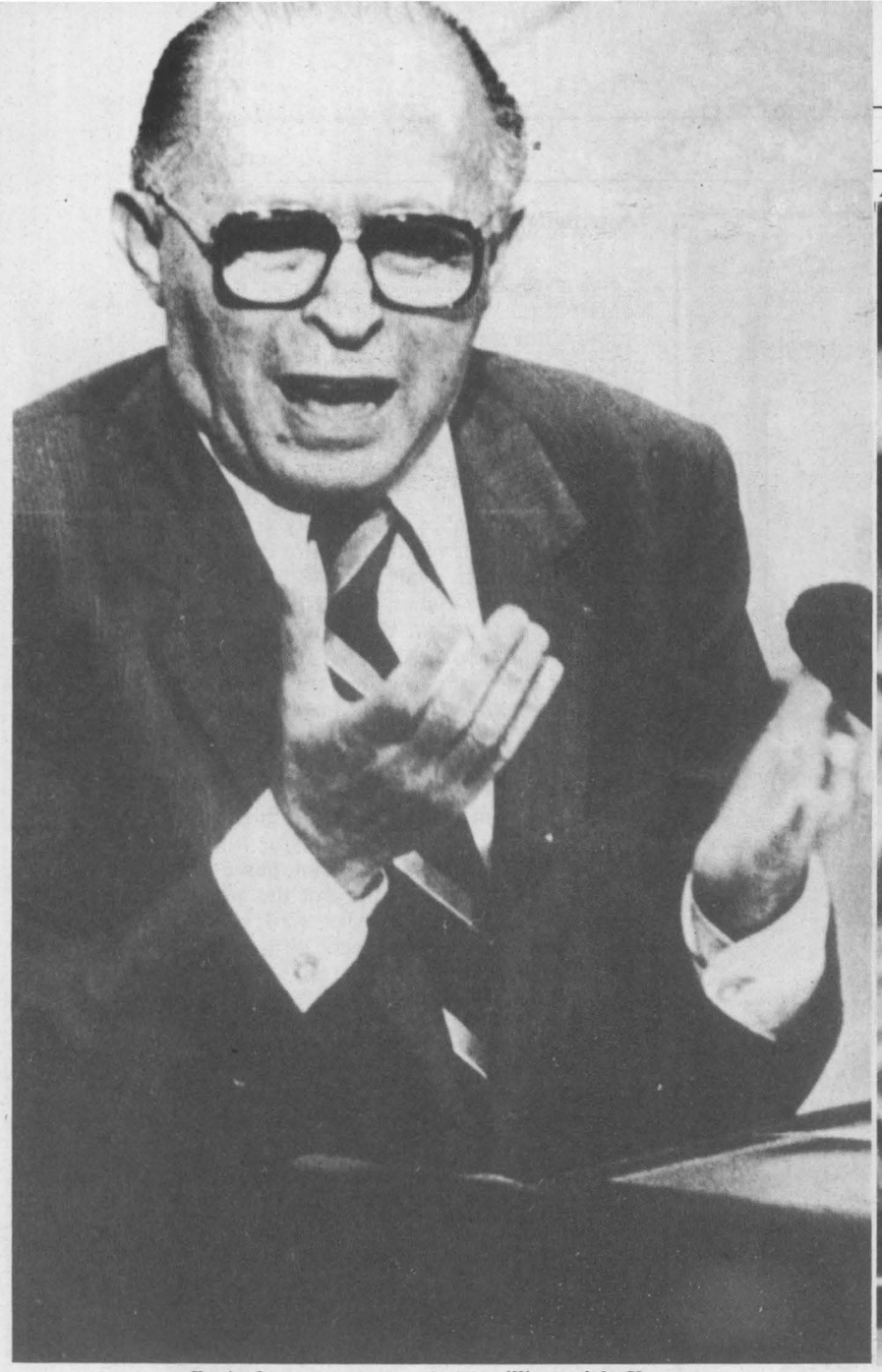
Israël a pourtant été contraint d'accepter l'arrivée de la force multinationale et le départ des combattants palestiniens. Mais Begin et Sharon ne renoncent pas pour autant. Dans la nuit du mardi 14 au mercredi 15 septembre, quelques heures seulement après l'assassinat de Bechir Gemayel, des unités de l'armée israélienne pénètrent dans plusieurs quartiers de Beyrouth-Ouest pour « assurer le maintien de la paix et

(Suite page 14)

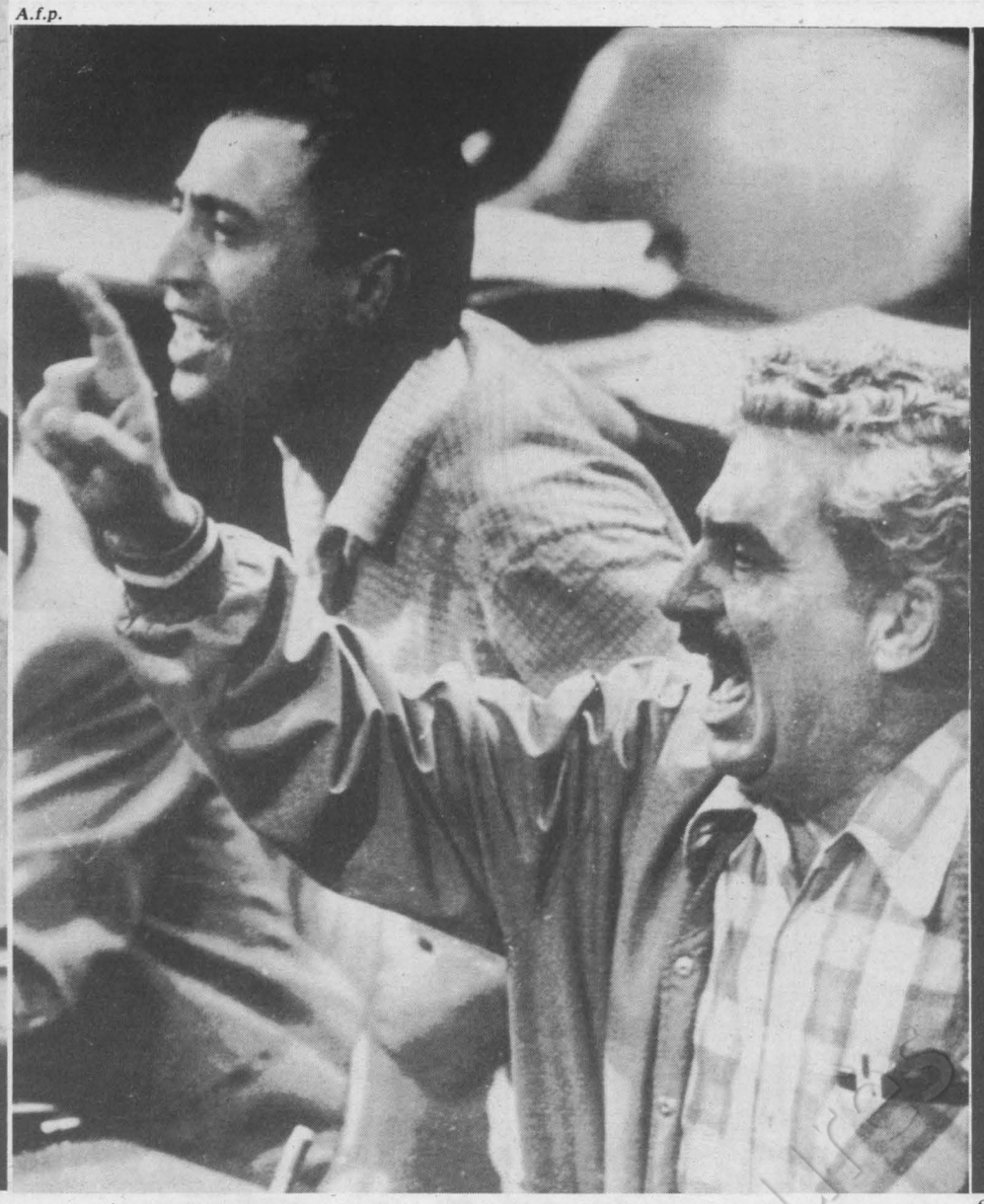


La manifestation géante de Tel-Aviv.

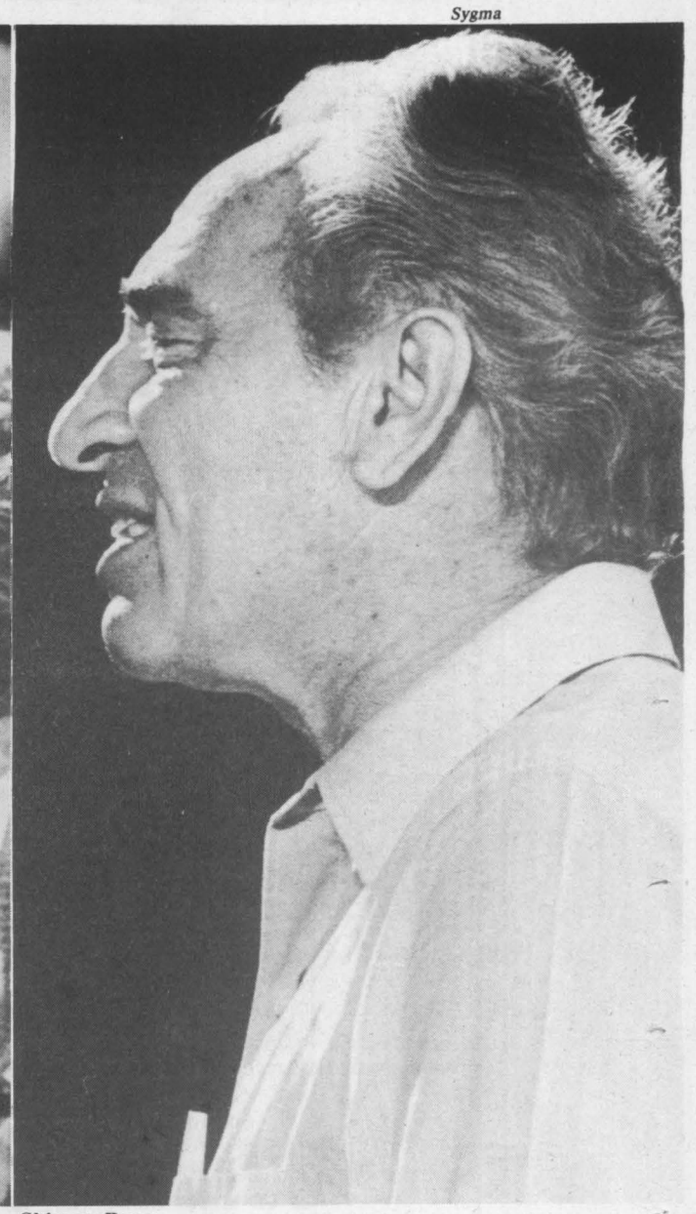
A.f.p.



Begin face aux opposants travaillistes, à la Knesset.



A.f.p.



Sygma

Shimon Peres.

Pourquoi Sharon doit partir

Depuis les massacres des camps palestiniens de Sabra et de Chatila, le général Ariel Sharon, qui était une des figures les plus populaires en Israël, y est devenu l'accusé numéro un. De nombreux hommes politiques et journalistes israéliens ont dressé contre lui de violents réquisitoires. Voici celui de Yossef Goel, éditorialiste du grand quotidien indépendant "Jerusalem Post"

PAR YOSSEF GOEL

DEPUIS la révélation des massacres de Beyrouth, Ariel Sharon est un animal blessé. Et comme tout animal blessé, il se débat en tous sens, pour défendre sa cause, mais il n'a réussi qu'à démolir l'image de cette armée et de cet Etat auxquels il a consacré sa vie.

Vendredi soir, au cours d'un entretien à la télévision, le ministre de la Défense a déclaré au journaliste Yoram Ronen que lui et son chef d'état-major, Rafael Eytan, avaient décidé de ne pas mobiliser une brigade parce qu'ils craignaient que les réservistes refusent d'aller au Liban. Il n'y a jamais eu de plus grave accusation contre le ministre de la Défense que celle proférée par le ministre lui-même à l'encontre de l'armée qu'il dirige. D'abord, il est choquant de voir que Sharon est prêt à tout pour sauver sa peau quand on sait que, depuis des dizaines d'années, les censeurs militaires ont systématiquement coupé toute référence même indirecte à un débat interne dans l'armée israélienne.

Pourtant, le chef de l'armée reconnaît publiquement qu'une brigade entière de l'armée israélienne se trouvait dans un tel état de rébellion qu'il était plus sûr de ne pas la mobiliser. Il est difficile de savoir si Sharon croit réellement ce qu'il dit quand il prétend que la rébellion était fomentée par l'opposition pour l'atteindre personnellement, par l'intermédiaire de mystérieux agitateurs. De nombreux rapports faisaient état d'une agitation sans précédent dans l'armée israélienne. D'ailleurs, le refus d'Alouf Michne et d'Elie Geva de prendre la tête de leur unité à l'assaut de Beyrouth-Ouest il y a quelques semaines, puis la démission cette semaine du commandant en chef de l'armée Amram Mitznan ne sont apparemment que le sommet de l'iceberg. Sharon peut-il rester indifférent à ces manifestations de défiance à son égard, alors que cette défiance risque d'entraver le bon fonctionnement de l'armée qui protège nos vies ?

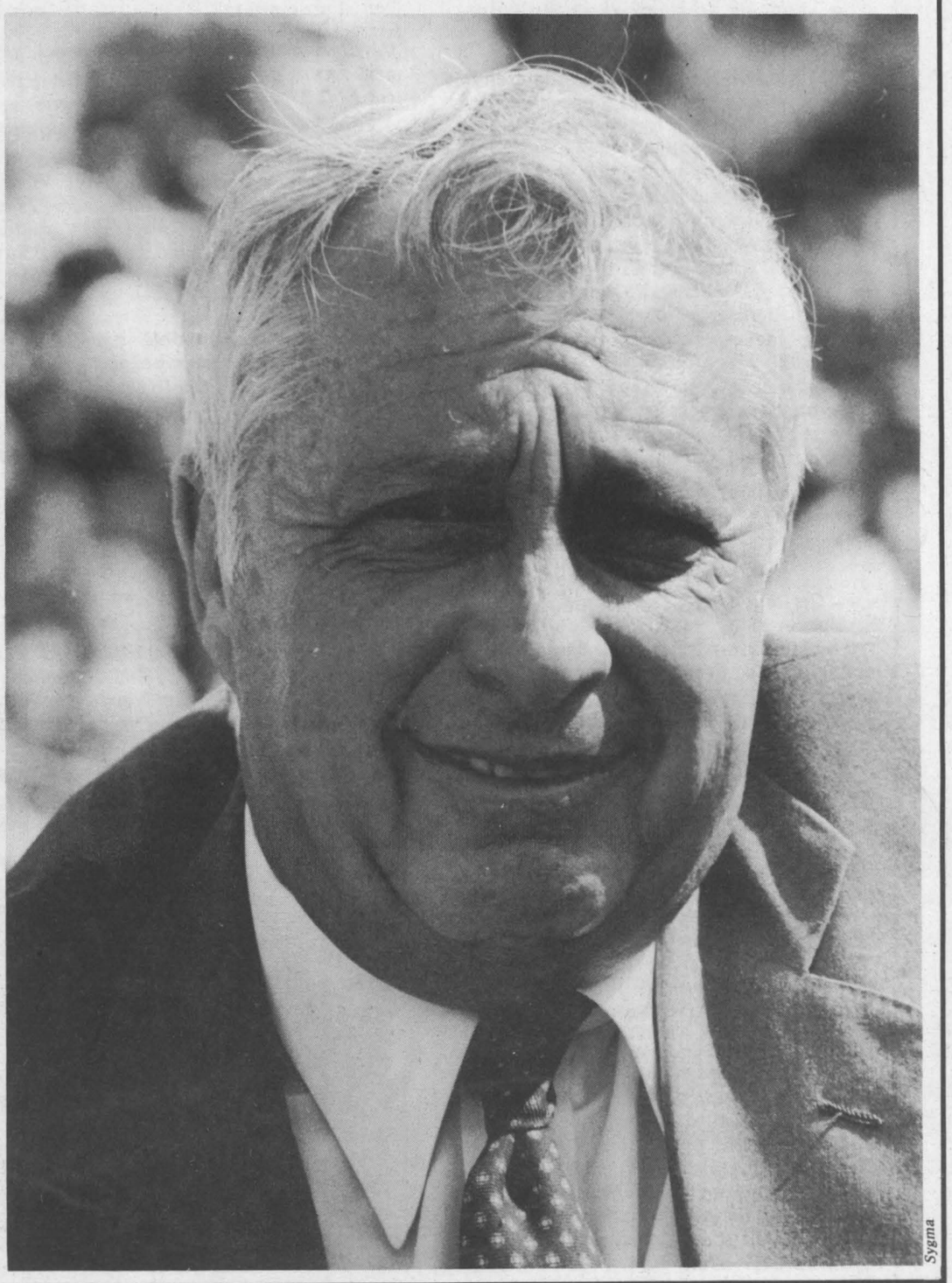
Les attaques contre l'armée ont culminé au cours de la performance de Sharon à la Knesset, mercredi dernier, quand il a insinué que Tsahal était impliqué dans le massacre des Palestiniens par des phalanges chrétiennes libanaises à Tel-el-Zataar, en 1976, alors que Shimon Peres était ministre de la Défense. Accusations réfutées par Peres. Y. Rabin, alors Premier ministre, et par Benjamin Ben Eliezer qui était l'officier de liaison israélien auprès des phalanges.

Mercredi, je me suis demandé pourquoi Menahem Begin n'a pas immédiatement demandé la démission de Sharon. Depuis vendredi, cette question s'est transformée en profonde inquiétude.

Je pense que Begin et son gouvernement n'avaient pas besoin de nouvelles attaques venant d'un Sharon désespéré, pourtant le ministre de la Défense n'a pas hésité, vendredi soir, à proclamer que le gouvernement de Begin avait publiquement menti sur les vrais objectifs de l'entrée de l'armée israélienne dans Beyrouth-Ouest. Officiellement, le gouvernement avait affirmé qu'il s'agissait de maintenir l'ordre et d'assurer la protection des populations civiles de Beyrouth après l'assassinat de Bechir Gemayel. Or, vendredi soir, Sharon a déclaré qu'il s'agissait en fait d'une opération de nettoyage des derniers éléments O.l.p. restant dans les camps. Il n'est probablement pas très difficile pour Sharon de reconnaître qu'il a menti, mais dans ce cas précis, il implique Begin dans son auto-accusation. De plus, Sharon a dit qu'il soutenait l'idée d'une commission d'enquête et que lui, Sharon, était d'accord...

De nombreux anciens chefs militaires avaient déconseillé à Begin de nommer Sharon ministre de la Défense, comme ils avaient auparavant réussi à empêcher sa nomination à la tête de l'armée. Dans le premier gouvernement Begin, Moshe Dayan et Yigael Yadin s'étaient férocement opposés à cette nomination. A l'époque, Begin avait été mieux inspiré.

Aujourd'hui, cet homme, qui a fait la preuve qu'il ne se préoccupait jamais que de ses propres stratégies sans aucun respect pour les lois morales de ce pays et de son armée, ne devrait pas être autorisé à rester à la tête de cette armée, même un seul jour. ●



Sygma



Walid Joumblatt reçu par Lionel Jospin et Jacques Huntzinger. *Pascal Lebrun*

Walid Joumblatt: "La gauche libanaise vit dans la quasi-clandestinité à Beyrouth"

LE dirigeant socialiste libanais Walid Joumblatt, président du Mouvement national (gauche libanaise), effectue actuellement une tournée des capitales européennes. En commençant par Paris où il a rencontré notamment les dirigeants du Parti socialiste. Il a bien voulu, à cette occasion, s'entretenir avec « l'Unité ».

« L'UNITE » : Que représentent aujourd'hui la gauche libanaise, le Mouvement national et le Parti socialiste libanais ?

WALID JOUMBLATT : Ils représentent toujours sur le plan politique un courant important. Sur le terrain militaire, en revanche, cette gauche est très affaiblie par l'invasion israélienne et par les récentes prestations de l'armée libanaise qui s'amuse, à Beyrouth-Ouest, à désarmer la gauche en faveur des milices de droite suréquipées. L'armée libanaise a fait le sale boulot des Israéliens. La gauche a besoin de se restructurer, d'un nouvel élan ; ce qui n'est pas facile pour des gens qui sont dans une véritable « clandestinité » à Beyrouth même. Le choc a été dur. Le régime actuel ne favorise nullement les activités politiques ouvertes, mais au contraire contraint la gauche à cette sorte de clandestinité.

— Vous maintenez donc des critiques fondamentales contre le nouveau président libanais, Amine Gemayel. Pourtant vous avez soutenu son investiture... ?

— Certainement. Par exemple, vis-à-vis de l'occupation israélienne, du traité de paix et du futur des libertés démocratiques au Liban, il se prononce timidement. Alors que, sur le terrain, l'armée fonctionne à plein comme un instrument répressif.

— Une question essentielle : l'armée israélienne a tendance à se faire « tirer l'oreille » — doux euphémisme — pour évacuer Beyrouth...

— Pas seulement de Beyrouth ! Parce que s'il leur faut trois ou quatre semaines pour sortir de Beyrouth, que sera alors l'avenir des régions occupées par Israël... Les seules garanties, ce sont la force multinationale et les pressions internationales. Je ne vois pas Israël évacuer facilement le Liban.

— Les événements présents ne conduisent-ils pas, d'une certaine façon, à une remise en cause de positions passées du mouvement révolutionnaire arabe (nassérisme par exemple, ou baassisme). Ce qu'on aperçoit surtout aujourd'hui ce sont des éléments de défaite militaire, d'absence de solidarité, d'une part, de montée de l'autoritarisme (Iran, Irak...) de l'autre...

— Le mouvement révolutionnaire arabe a perdu beaucoup de son élan. Le nassérisme a presque disparu avec Nasser. Sadate a fait volte-face. Les deux Baas se sont transformés — presque — en dictatures militaires, malheureusement. Il reste la gauche libanaise, mouvement démocratique, qui vient de subir une défaite. Il faut repenser le mouvement révolutionnaire arabe dans un contexte de liberté et de démocratie.

— Quelle appréciation portez-vous sur l'évolution de la situation en Israël, sur la grave crise politique et morale que traverse cet Etat ?

— Evolution intéressante. Cette crise pourrait aboutir à reconsidérer la politique israélienne concernant l'invasion du Liban et la situation des territoires occupés qu'il ne faut surtout pas oublier. S'il y a autocritique de la gauche israélienne, c'est important pour l'avenir. Cela pourrait redonner une crédibilité à cet Etat.

— Croyez-vous possible dans un avenir prochain une reconnaissance mutuelle du fait palestinien, avec l'O.l.p., et de l'Etat d'Israël ?

— Je ne suis pas le porte-parole de l'O.l.p. Je ne crois point pour un futur prochain à cette mutuelle reconnaissance. Il y a le plan américain de Reagan. Peut-être apportera-t-il quelque chose, mais sous le patronage de la Jordanie. Les massacres de Beyrouth ont aussi freiné un courant modérateur au sein de l'O.l.p.

— Votre pays est aujourd'hui occupé militairement par 100 000 Israéliens au Sud, 35 000 Syriens au Nord. Quelles sont les chances de reconquérir et reconstruire un Liban pluri-communautaire, démocratique et vivant en paix bien sûr ?

— Il faudra, un de ces jours, remettre en cause l'actuel système politique libanais purement confessionnel. Le Liban ne pourra sortir de son impasse qu'avec des garanties internationales, sinon il y aura satellisation israélienne, syrienne, et un Liban partagé. Les chances de reformer un Liban uni seraient alors très, très minimes.

— Quels sont les résultats de votre visite à Paris ?

— J'étais invité par le Parti socialiste français. J'ai donc rencontré ses responsables : Lionel Jospin et Jacques Huntzinger. Nous voulons renforcer les liens entre les deux partis socialistes, établir des contacts plus fréquents et directs. Bien entendu, j'ai eu quelques contacts avec des officiels français... parce que la France joue un rôle déterminant avec la force multinationale déjà établie à Beyrouth.

Nous avons en tête l'organisation d'une conférence de solidarité avec le Liban. Il appartient au P.s. français de saisir le moment le plus propice. Ce pourrait être un projet fort intéressant si une telle conférence sortait du cadre habituel à ce genre de manifestations souvent patronnées par certains Etats arabes ou par des organismes comme le Conseil mondial de la paix, trop classiques et dépassées à la fois.

Le P.s. français a proposé une commission d'enquête internationale. J'aimerais bien avoir aussi une commission d'enquête de la part de l'Internationale socialiste.

(PROPOS RECUEILLIS PAR GILBERT SANS)

Sygma



Les paras de l'infanterie de marine à Beyrouth-Ouest.

(suite de la page 12)

prévenir tout incident grave », affirme un communiqué publié à Jérusalem. On sait aujourd'hui qu'il s'agissait d'un mensonge, puisque le vendredi 24 septembre, interviewé à la télévision, Sharon a fait cette révélation : « La décision d'envahir Beyrouth-Ouest pour y assurer l'ordre n'était qu'un prétexte. La vraie raison était de passer la cité au peigne fin et d'en terminer avec les terroristes qui s'y trouvaient encore. » Cette révélation éclaire l'aveu que le même Sharon avait fait 48 heures plus tôt au cours du débat à la Knesset, après avoir été conspué par des familles de parachutistes tombés au Liban, à savoir qu'il avait laissé les phalangistes entrer dans les camps de Sabra et de Chatila pour les nettoyer des combattants palestiniens qui y étaient dissimulés. Et cet aveu lui-même est encore un autre mensonge s'il est vrai, comme l'affirme maintenant le correspondant militaire de « Haaretz » qui a été le premier à révéler ce qui s'était passé dans les camps, que le véritable but des phalangistes était de terroriser les civils palestiniens demeurés sur place afin de les contraindre à quitter à leur tour le Liban.

Examen de conscience du Yom Kippour

On sait la suite : l'extraordinaire manifestation de samedi, à la veille du jeûne du Yom Kippour qui est pour tous les Juifs, religieux ou non, le moment de l'examen de conscience et de la réflexion sur soi-même. La manifestation la plus importante dans l'histoire d'Israël pour exiger le départ de Begin et de Sharon, la majorité de l'opinion réclamant une commission d'enquête sur les massacres de Beyrouth et, aussi, l'idée d'une négociation avec les Palestiniens qui a fait d'un seul coup plusieurs pas en avant.

Il est clair que, jamais depuis sa création, Israël n'a connu un tel choc. C'est que la tragédie des camps palestiniens a atteint de plein fouet les valeurs morales sur lesquelles les Israéliens, quelles que soient leurs nuances de pensée, s'appuyaient unanimement et d'abord cette croyance dans le bon droit du peuple juif à se défendre par les armes contre ceux dont l'objectif proclamé était de le détruire.

Mais là, les choses sont allées beaucoup trop loin. Même si aucun soldat israélien n'a participé directement au massacre de Sabra et de Chatila, il n'est pas supportable de savoir que ce massacre n'a été possible qu'avec le feu vert de Tsahal. Sans doute ceux qui ont donné ce feu vert ne pensaient pas que leur peuple serait aussi vite informé et leur demanderait des comptes. Ils ont compté sans les journalistes israéliens, qui ont immédiatement répandu la nouvelle et révélé tous les détails, sans la télévision, qui a montré jusque dans le plus petit village israélien les images atroces de cadavres de femmes et d'enfants, sans l'opposition, qui a enfin trouvé toute sa force pour dénoncer le crime, sans la démocratie israélienne, qui a joué à plein pour laver la tache et sauver l'honneur. C'était tout le sens de l'immense panneau qui dominait la manifestation de samedi et qui proclamait en anglais « there is an other Israël » (il y a un autre Israël).

Pressions de l'opposition

Toute la signification aussi de ce message que le chef du Parti travailliste, Shimon Peres, adresse par notre intermédiaire aux socialistes français : « Nous avons souvent dans notre histoire été obligés de faire la guerre mais ce n'était pas pour tuer des femmes et des enfants. Notre mission n'est pas de lancer des bombes sur des civils, ni de les laisser massacrer. Or, c'est ce qu'a fait notre gouvernement de sorte que nous sommes aujourd'hui aussi isolés que l'Afrique du Sud. Vous devez savoir que le peuple d'Israël refuse d'être complice de cette mauvaise action. Nous voulons la vérité et nous l'obtiendrons. C'est seulement à ce prix qu'Israël retrouvera l'estime de ses amis. »

Devant cette pression de l'opinion, devant les menaces de démission d'au moins trois membres de son gouvernement, et aussi devant le retournement de l'administration américaine de plus en plus agacée par le comportement de l'actuel Premier ministre, Begin a dû lâcher du lest et proposer lui-même au conseil des ministres de mardi la Commission d'enquête judiciaire qu'il avait refusée moins d'une semaine plus tôt. C'est une première victoire de ceux qui veulent que la lumière soit faite. Mais il est certain que l'histoire ne va pas s'arrêter là... ●

R.F.A.

Les libéraux dindons de leur propre farce

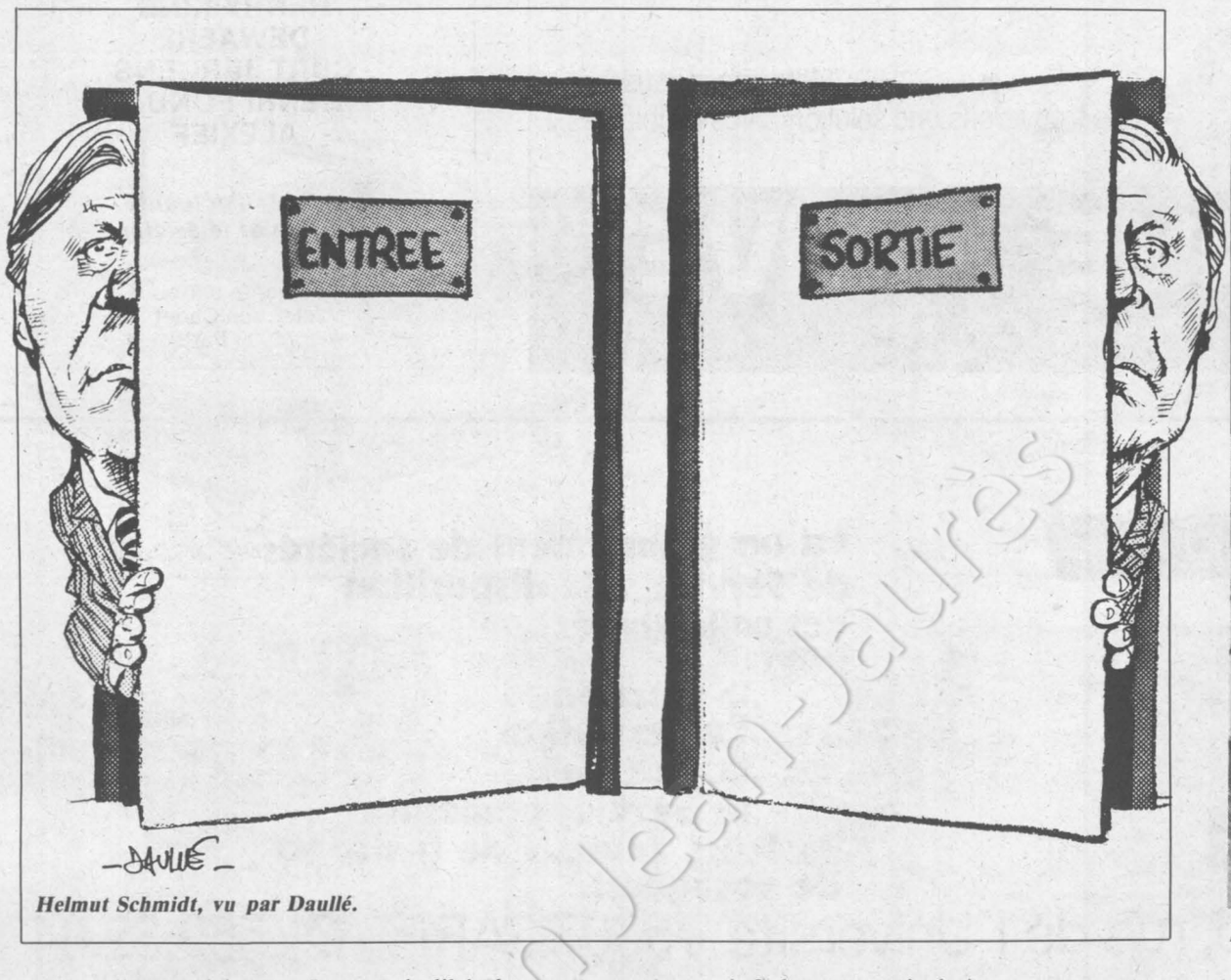
La morale en politique ça existe. La trahison des libéraux n'a pas payé et la coalition que veut constituer Helmut Kohl en est singulièrement affaiblie

PAR GILBERT SANS

PROGRESSION des écologistes, effondrement des libéraux : pour l'essentiel, le verdict populaire a confirmé dimanche dernier les prévisions des observateurs et politologues concernant les élections régionales de Hesse. La situation politique en Allemagne fédérale demeure cependant plus instable que prévu à l'issue de ce scrutin.

Au niveau du Land (région) d'abord, où la C.d.u. (chrétiens-démocrates, droite) est loin de recueillir le succès qu'elle espérait. Loin de franchir la barre des 50 %, elle est indirectement victime de l'échec cuisant des libéraux qui, avec seulement 3 % des suffrages, sont éliminés totalement de l'assemblée régionale. La C.d.u. ne peut donc compter que sur ses propres 45 % de voix.

De l'autre côté, le S.p.d. (Parti social-démocrate) ne résout pas non plus tous ses problèmes, au moins à ce niveau local. Il piétine avec 43 % des suffrages, donc sans majorité. Une alliance avec les écologistes (8 %) résoudrait la question mais, malgré les appels du pied répétés de la gauche du S.p.d., les « Verts » semblent se refuser à une telle perspective. Comme cela se pratique à Hambourg, cependant, on pourrait imaginer une solution qui consisterait pour les écologistes à apporter leur soutien ponctuel — au coup par coup — au S.p.d. La sensibilité des sociaux-démocrates étant tout de même plus voisine de celle des Verts que celle du Parti chrétien-démocrate.



Helmut Schmidt, vu par Daullé.

A.f.p.



Hans-Dietrich Gensher (F.d.p.).

Entrée en fanfare des Verts

La sanction apportée par les électeurs de Hesse à la « trahison » des libéraux dont les quatre ministres avaient déserté le gouvernement d'Helmut Schmidt a eu immédiatement plusieurs conséquences. D'abord elle aggrave la crise qui couvait déjà au sein de ce parti. Il a fallu huit heures de discussions houleuses mardi avant que 34 des 53 députés libéraux du Bundestag acceptent de soutenir malgré tout la nouvelle coalition dont Helmut Kohl serait le chef. Les 19 députés de l'aile gauche du F.d.p. sont demeurés irréductibles dans leur refus de soutenir le leader chrétien-démocrate. Du coup si celui-ci peut espérer obtenir ce vendredi une majorité suffisante pour constituer un nouveau gouvernement encore que le scrutin secret puisse réserver des surprises,elle sera beaucoup plus précaire qu'il l'espérait la semaine dernière. Et il est déjà quasi-certain que le nouveau chancelier devra recourir rapidement à des élections anticipées. A l'évidence, c'est ce que souhaitent Helmut Schmidt, les « Verts » et Franz-Josef Strauss, le dirigeant du bloc réactionnaire bavarois. Chacun pour des raisons opposées bien entendu. Helmut Schmidt d'abord, pour faire payer l'addition de la casse par les libéraux, mais aussi parce que fort du résultat de Hesse, le S.p.d. reprend confiance. Les Verts : pour faire une entrée en fanfare au Bundestag et monnayer fort cher leur éventuel soutien à tel ou tel. Strauss enfin, pour éliminer les libéraux et orienter de ce fait encore davantage à droite un hypothétique gouvernement C.d.u.-C.s.u.

Décidément, en Allemagne, personne n'aime plus les libéraux, A commencer, facteur tout de même déterminant, par les électeurs. Leurs adversaires pourraient même ajouter qu'ils l'ont bien cherché. Fondé en 1948, le Parti libéral avait à l'origine comme objectif de constituer une véritable troisième force politique entre le S.p.d. et la C.d.u. Ils recueillent près de 12 % des voix aux premières élections auxquelles ils participent. Le parti libéral (F.d.p.) oscille longtemps entre des positions conservatrices et certaines options plus modernistes. Il s'allie, au cours des années soixante, au S.p.d. de Willy Brandt et participe activement à la politique d'ouverture à l'Est. Cependant, ils ne parviendront jamais totalement à résoudre ce dilemme du balancier qui les porte tantôt vers l'un, tantôt vers l'autre, au gré de leurs pulsions politiques contradictoires. Ces dernières années, l'émergence du courant écologiste en R.f.a. menaçait directement le F.d.p. en reprenant certaines de ses aspirations fondamentales (la liberté de l'individu dans la société par exemple) et en le concurrençant directement au plan électoral. Pour une part, le nouvel électorat vert correspond à la sociologie libérale : couches moyennes, professions libérales, jeune bourgeoisie.

En enlevant neuf sièges au parlement de Hesse, les écologistes remportent une incontestable victoire. Leurs suffrages proviennent de tous les horizons : F.d.p. bien sûr, mais aussi C.d.u. et, majoritairement semble-t-il, dans les cas précédant les élections de Hesse, du S.p.d. Sans doute, dans la dernière période, des sympathisants de la gauche voulaient-ils marquer leur désappointement devant certaines timidités de la politique du chancelier Schmidt. Quelques données, partielles mais précises, peuvent aider à une réflexion nécessaire. A Bangershausen, village où l'on projette de construire une usine de retraitement nucléaire, les Verts obtiennent 68 % des voix. Ils atteignent 30 % à proximité de l'aéroport de Francfort ; et sur l'ensemble de la ville, près de 12 %. Il est vrai qu'il s'agit là d'un scrutin régional.

Un mariage improbable

Les Verts auront sans doute plus de mal à s'imposer avec autant d'assurance et d'impact dans des élections générales. Pour l'instant, seul le S.p.d. semble disposé, malgré les réserves d'Helmut Schmidt, à reconnaître le fait écologique. Willy Brandt, pour sa part, a protesté contre l'exclusion totale de la télévision de Francfort des candidats verts. Dans les états-majors de la droite, face à la montée des Verts, c'est rien de moins que la panique. Helmut Kohl a déjà bruyamment dénoncé une hypothétique alliance des Verts et des sociaux-démocrates qui risquerait d'entraîner, naturellement, la R.f.a. « encore plus à gauche qu'elle ne l'est actuellement ». Assurément, en cas d'élections nationales, la droite est prête à se servir du « danger vert » comme d'un épouvantail de la peur. Le mariage S.p.d.-écologistes demeure cependant aujourd'hui rien de moins qu'improbable. Même si des « arrangements » peuvent voir le jour.

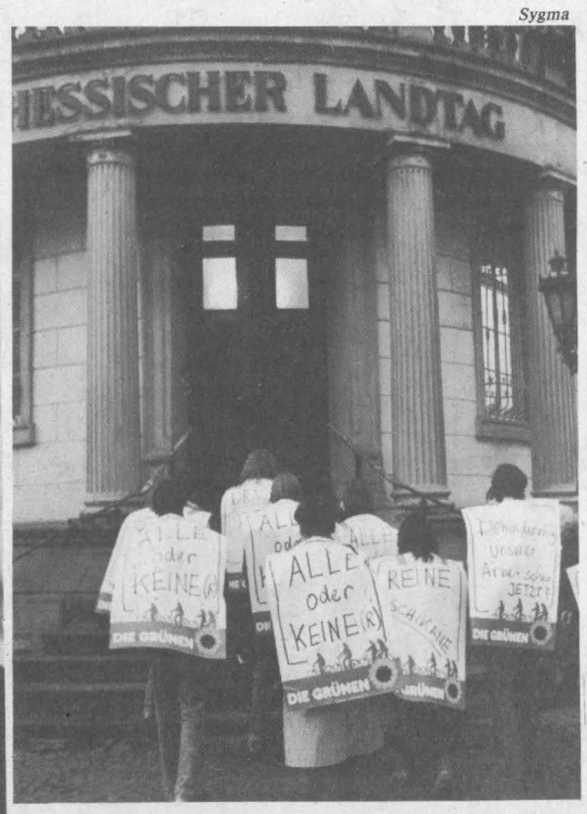
En attendant, dernière et ultime leçon des élections régionales, la débâcle tant claironnée à droite et au centre du S.p.d. n'est peut-être pas encore pour demain... ●

Keystone



Helmut Kohl.

Sygma



Manifestation des Verts refusant d'entrer au Parlement de Hesse sans un de leurs co-listiers, condamné jadis pour détournement d'avion.



Franz-Josef Strauss, vu par Daullé.

Fonds Jean-Jaurès

UNE EQUIPE
DE SPECIALISTES
A L'ECOUTE
DE LA CLIENTELE PRIVEE
ET DES ENTREPRISES.

Interrogez-nous.
Nous trouverons une solution à vos problèmes.

FUTURS

BANQUE HERVET

Siège central : 127, avenue Charles de Gaulle – Neuilly-sur-Seine – Tél. : 758.90.00

cinéma

SEPTEMBRE • N° 285

•

entretien avec
BULLE OGIER

•

dossier auteur
CLAUDE CHABROL

•

étude
LE FAIT DIVERS AU CINEMA

•

hommages
HENRY KING
DEWAERE
CURT JURGENS
HENRI FONDA
ALEXIEF

•

et toute l'actualité cinéma et télévision

•

En vente partout
et 7, rue Cadet
75009 Paris

Petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

OFFRE D'EMPLOI

Réf. 264. L'Association pour le développement du pays Yonnais a pris en compte la gestion de la salle des fêtes du Bourg-Sous-La-Roche après le rachat par la ville des locaux. Afin d'assurer le fonctionnement de la salle, l'association gestionnaire recrute un directeur.

Les candidatures devront être adressées accompagnées d'un C.v. précis au siège de l'association, Hôtel de Ville de La Roche-sur-Yon à l'attention de Monsieur le président.

Tous renseignements utiles pourront être fournis à l'Hôtel de Ville, 1er étage, rue Lafayette. Tél. (51) 05.31.40 poste 440.

DEMANDE D'EMPLOI

Réf. 267. Licencié droit, diplômé I.e.p. Paris 1981, 23 ans, sortant service national cherche poste assistant auprès parlementaire socialiste. Membre du P.s. depuis 1976.

Téléphoner : 633.85.10 après 18 h ou par le journal qui transmettra.

DIVERS

Réf. 259. Les ATELIERS D'ECRITURE Elisabeth BING SU. BP. 245, 75227 Paris, séances hebdomadaires, W.E., adultes, jeunes, enfants. Imaginez un lieu où l'écriture sorte de la solitude, des contraintes du bien, forge de sa langue où affres et plaisirs du texte sont accompagnés par l'écoute des autres.

Réf. 268. Agent exploitation télécommunication, service à Arcueil cherche studio dans banlieue sud, urgent pour le début octobre.

Téléphoner au journal qui transmettra.

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :
.la création
.l'organisation
.la gestion
.le développement
de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université 75007 PARIS - Tél : 550.32.04

A raison d'un spectacle différent chaque soir et grâce aux Auditions Publiques du samedi soir au Dépot-vente nous connaissons des centaines de jeunes chanteurs et musiciens pleins d'énergie et de talent pour vos fêtes publiques ou privées. Nous les proposons sans intermédiaire ni commissions.

Le Dépot-vente de la Jatte
92200 Neuilly
Tél. Gérard Vacher 637.33.99

CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE

Avant de proposer des assurances, un assureur doit en donner.

La Caisse Nationale de Prévoyance vous donne l'assurance de sa compétence : une expérience plus que centenaire et dix millions d'assurés.

La CNP vous donne l'assurance de la proximité : des centaines de points de vente, et des conseillers dans tous les bureaux de Poste et du Trésor public.

La CNP vous donne l'assurance du choix : une gamme de produits très large, étudiée pour protéger votre famille et répondre à vos besoins de prévoyance.

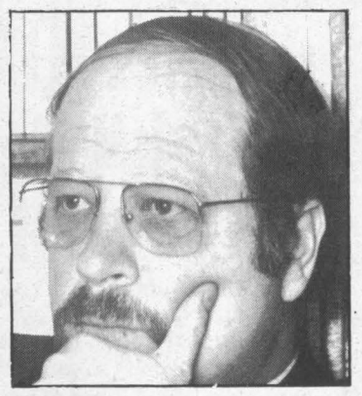
Voilà pourquoi la CNP peut vous proposer ses assurances.

Renseignements et souscriptions dans tous les bureaux de Poste et du Trésor Public.

roux, seguela, cayzac, goudard

ETABLISSEMENT PUBLIC SPECIALISE DANS L'ASSURANCE-VIE

La chronique littéraire de Claude Glayman



Terrorisme : modèle italien et modèle nazi

« NOUS avons créé un climat idéologique et humain sur lequel est né et s'est alimenté le terrorisme. Notre échec comme groupe a laissé un vide qui a été rempli par des gens qui ont pris au sérieux ce qui n'était pour nous que slogans criés dans les manifestations et qu'ils ont traduits en faits sanglants... » Ainsi parle le fils d'une victime du terrorisme italien, appartenant lui-même à un groupe qui a fait beaucoup couler d'encre, Lotta Continua.

C'est Marcelle Padovani qui lui donne la parole dans un récent et excellent livre « Vivre avec le terrorisme : le modèle italien » (Calmann-Lévy). Documentation et réflexion, lisibilité et souci de l'essai en plus de celui du document sont des qualités d'un texte que je ne saurais trop conseiller de lire tant la matière en est complexe et grave. Très politique, j'oserais même dire idéologique — dans le meilleur sens du terme —, l'auteur est affirmatif : le terrorisme italien n'a pas gagné, non pas tant parce qu'il aurait été vaincu sur son propre



Marcelle Padovani.

terrain, celui de la violence, mais parce que l'objectif poursuivi, à savoir la révélation malgré elle de la nature fasciste et répressive de la démocratie occidentale, n'a été, en rien, admis par le peuple italien ; en particulier par la classe ouvrière de la péninsule.

Il suffit de voir comment les syndicats ont fait du combat antiterroriste l'une de leurs grandes tâches. A une époque où les Etats modernes et industriels ne sauraient s'affronter militairement de face, à l'intérieur de leurs sociétés, l'affrontement direct et implacable avec les masses n'existe pas, si tant est qu'il ait jamais durablement existé.

Rappelant fort opportunément la célèbre polémique de Marx contre Bakounine, Marcelle Padovani montre bien que, dans nos univers — sans doute pas ceux du tiers monde auxquels la référence directe ou indirecte n'est pas assez présente dans cet essai —, la violence s'est réfugiée chez les individus : elle est passée du public au privé. Nous sommes face à un défi avant tout individuel, quand bien même l'auteur indique-t-il qu'il y a eu plusieurs générations successives de terroristes au cours de la dernière décennie, surgies sur un terreau diversifié et que le point de départ du terrorisme se situe dans un réflexe d'autodéfense face au fascisme, mouvement rémanent mais non plus tellement de masse après la défaite de Mussolini et d'Hitler.

D'où cette figure d'un nihilisme contemporain que décrit Marcelle Padovani et qui donne d'autant plus froid dans le dos que la peinture en est en quelque sorte tentée de l'intérieur, grâce en particulier aux témoignages a posteriori de personnes repenties : « Le choix du terrorisme, en définitive, apparaît comme le fruit d'une inculture et d'une pauvreté d'horizons qui s'apparente vraiment, cette fois, au nihilisme. » Portrait d'une marginalisation surgie au milieu d'une incommunication totale qui érige en dogme la satisfaction immédiate et finalement anti-historique du besoin, le tout culminant dans l'acte délibéré de tuer.

Ainsi s'est dessinée la figure du jeune étudiant prolétarisé opposé à l'ouvrier syndiqué. Ce dernier étant représenté et stigmatisé comme le dernier avatar du défenseur de l'Etat, après le juge corrompu puis intègre, après le petit chef d'atelier ou, cela va de soi, l'honorable dirigeant de parti politique au sujet duquel il y aurait beaucoup à dire (cf. l'offensive culminante du terrorisme dans l'affaire Aldo Moro de 1978 et l'analyse explicite de la Démocratie chrétienne). Société interstitielle à base de clientélisme, typique de l'Italie qui combine le déséquilibre économique du pays entre une poussée ultra-moderniste et le maintien d'une totale arriération, le tout sur fond de maffia et de camora (Naples) et de fantastique décadence éthique où naît pourtant une vitalité culturelle totalement inconnue en France (d'une certaine manière, le climat



Sygma

Procès des brigadistes.

concret de ces concepts est bien montré dans le très talentueux roman que Dominique Fernandez consacre à Pier Paolo Pasolini « Dans la main de l'ange », chez Grasset, où la dimension homosexuelle est toutefois présente à l'excès).

Contestant la connexion internationale du terrorisme italien, même si elle ne nie pas la multitude d'interventions et de solidarités étrangères, Marcelle Padovani souligne au passage — ce qui nous préoccupe au plus haut point — la présence de cette internationalisation en France, où Paris occuperait une place de choix stratégique. Et de s'interroger par déduction sur les conséquences du choix fait par le P.c.i. en faveur du « Compromis historique » sur l'éclatement du terrorisme et sur celles qui pourraient naître en France de l'arrivée de la gauche au pouvoir. A gauche de la gauche, une tentation de la violence pourrait surgir et être comblée. Force est de constater que sur ce point nous n'en sommes pas là si toutefois nous devons jamais y parvenir. C'est d'ailleurs, là, la seule faiblesse de ce livre qui se contente un peu rapidement de décrire l'analogie qu'il y aurait entre le terrorisme italien antigauche et la « nouvelle philosophie » également antigauche mais terroriste dans l'esprit et non dans l'action. Intuition peut-être féconde mais insuffisamment élaborée et qui, de toutes les manières, fait trop abstraction du fondement de la dénonciation antitotalitaire contenue dans la « nouvelle philosophie », même si cette dernière n'a fait qu'actualiser, avec le vernis du marketing, des thèses déjà anciennes et nullement dévalorisées. Que le terrorisme soit antigauche n'empêche en rien que le communisme soit totalitaire. Ce n'est jamais qu'une contradiction supplémentaire dans un horizon intellectuel qui n'en manque pas.

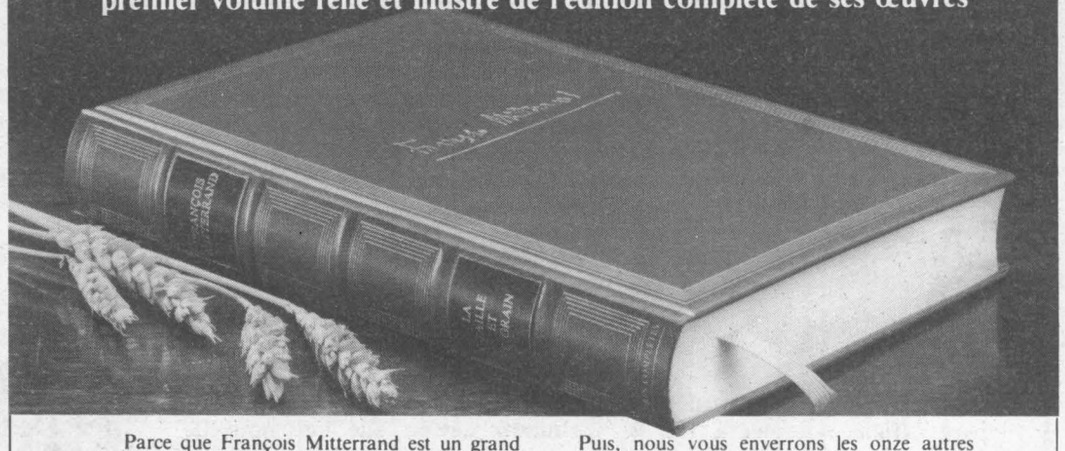
On retiendra aussi de ce livre d'édifiants portraits de terroristes italiens en chair et en os : Antonio Savasta lié à l'affaire Moro, Patrizio Peci, le repenti, dont le frère sera abattu par représailles, Giovanni Senzani, le criminologue, qui désignait ses collègues aux meurtriers, Donnat Cattin, le fils à papa, terroriste noble qui n'avait pu supporter l'intégrité de l'intègre juge Emilio Alessandrini, la jeune et douce en apparence Maria Petricola, etc. Ce sont nos contemporains, découvrez-les, c'est notre monde qui les a faits... mais qui aussi les a combattus et avec quel succès, comme l'a montré le récent enlèvement du général Dozier. Très passionnant chapitre consacré à la lutte antiterroriste dont l'efficacité, dit Marcelle Padovani, tient au fait que des hommes de poigne, souvent conservateurs, comme le général Dalla Chiesa (récemment abattu par la maffia) ou Gaspare de Francisci, ont retourné contre les terroristes leurs méthodes mêmes. Ce qui n'a pas exclu la torture. Car c'est toujours la société capitaliste qui se défend, même si elle a su se donner un régime politique de démocratie très largement imparfait, certes, mais dont on ne connaît pas de meilleure incarnation, d'après une phrase célèbre de Winston Churchill.

Car il a existé un terrorisme d'Etat, et il en existe encore. Regardez l'Est, regardez ce qui se passe au Moyen-Orient etc. ! Ou souvenez-vous de ce qui s'est passé avec le nazisme. Occasion de souligner la parution récente de deux ouvrages de qualité qui traitent de la résistance cette fois individuelle au terrorisme de masse, celle des adversaires de l'hitlérisme. Le premier paru chez Maspero s'intitule « Exilés en France — Souvenirs d'antifascistes émigrés ». Savez-vous qu'ils furent 400 000 à dire non. Les a-t-on écoutés ? Guère en Occident, un peu sous le Front populaire à Paris où on devait ensuite les arrêter et les parquer, n'étaient-ils pas allemands avant tout, anti-nazis accessoirement. En tout cas, l'Allemagne a été saignée à blanc de ses cerveaux, tant scientifiques qu'artistiques, les frères Mann, Brecht, Lang, etc. (admirable interview de la spécialiste de l'expressionnisme, Lotte H. Eisner qui se souvient du fabuleux Berlin des années vingt...). Quant à Stephan Hermlin, c'est un grand poète et écrivain, naguère lui aussi réfugié ; il vit de nos jours en Allemagne de l'Est. Il est de toute beauté son recueil de nouvelles, inspiré par la résistance au tyran « dans un monde de ténèbres » (les Presses d'Aujourd'hui). Le romantisme allemand est ici tout proche et, d'une sorte d'excès poétique par l'invraisemblable sort une belle, très belle vérité. Mais hélas ! nous savons que le nazisme n'aura pas été l'horizon indépassable de la barbarie.

« Vivre avec le terrorisme : le modèle italien », par Marcelle Padovani (Calmann-Lévy) ; « Exilés en France, souvenirs d'antifascistes émigrés » (Maspero) ; « Dans un monde de ténèbres » par Stephan Hermlin (les Presses d'aujourd'hui).

Découvrez l'écrivain François Mitterrand en acceptant en cadeau "La Paille et le Grain"

premier volume relié et illustré de l'édition complète de ses œuvres



Parce que François Mitterrand est un grand écrivain, parce que sa vie se confond par moments avec l'histoire de notre pays, parce qu'aujourd'hui il est important de comprendre l'itinéraire de l'homme politique avec son idéal, la Communauté Culturelle Rencontre a réuni tous ses ouvrages - jusque-là dispersés - et a créé cette édition complète.

Nous avons pensé que la manière la plus naturelle de vous présenter cette collection réalisée dans la tradition bibliophilique, serait de vous offrir le premier volume en cadeau : *La Paille et le Grain.*

Pour que vous puissiez encore mieux vous rendre compte de l'intérêt de l'œuvre de François Mitterrand, nous joindrons à *La Paille et le Grain*, le deuxième volume de la collection, *Ici et maintenant*, pour une lecture gratuite, sans obligation d'achat. Vous pourrez nous retourner ces deux livres dans les dix jours sans rien nous devoir. Autrement, vous garderez *La Paille et le Grain* gratuitement, et ne paierez pour *Ici et maintenant* que 88 F (+ frais d'envoi).

Puis, nous vous enverrons les onze autres volumes, le mois suivant, pour examen gratuit. Ceux que vous déciderez de garder vous seront facturés à raison d'un volume par mois au même prix de 88 F (+ frais d'envoi). Vous aurez ainsi le plaisir de posséder très vite cette belle édition complète... de lire tout de suite les livres de François Mitterrand... en ne les payant que très lentement.

Les autres titres de la collection :

Ma part de vérité ● *Politique I (2 vol.)* ● *Politique 2* ● *La Rose au poing* ● *L'Abeille et l'Architecte* ● *Présence française et abandon* ● *Le Coup d'Etat permanent* ● *La Chine au défi* ● *Aux frontières de l'union française* ● *Un socialisme du possible*

Une édition de bibliophile :

Superbe reliure en plein chevrain brun légèrement grainé, plats et dos rehaussés de dorure, page de garde avec fac-similé de textes manuscrits de François Mitterrand imprimé sur papier vergé, huit pages d'illustrations dans chaque volume, tranchefile et signet assortis...

Bon pour un livre gratuit

à compléter et à retourner à G.I E.
Courrier Rencontre, 27027 Evreux Offre garantie jusqu'au 30.10.82

Veuillez m'envoyer La Paille et le Grain *de François Mitterrand, premier volume de l'édition complète de ses œuvres ainsi que la médaille à son effigie que vous désirez m'offrir en cadeau. Vous pourrez joindre pour une lecture gratuite, le second volume :* Ici et maintenant.
Je me réserve le droit de vous retourner votre envoi dans les 10 jours sans rien vous devoir. Autrement, je garderai La Paille et le Grain *ainsi que la superbe médaille et je ne paierai que* Ici et maintenant *au bas prix de 88 F (+ 7,20 F de frais d'envoi). Dès réception de mon règlement, vous pourrez m'envoyer pour examen gratuit les onze autres volumes de la collection. Ceux que je déciderai de garder me seront facturés à raison d'un envoi par mois au prix en vigueur à ce jour, soit 88 F (+ 3,70 F de frais d'envoi).**

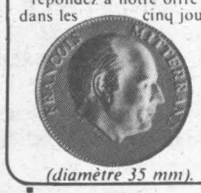
M. / Mme / Mlle
Nom Prénom
Numéro Rue ou lieu dit
Commune
Code postal Localité du bureau de poste

SIGNATURE
pour les moins de 18 ans signature d'un des parents

5-1622/902/1012

En cadeau

Cette magnifique médaille de François Mitterrand frappée par l'administration des Monnaies et Médailles pour recevoir cette pièce de collection répondez à notre offre dans les cinq jours.



(diamètre 35 mm).

* Tout volume non réglé reste la propriété des Editions Rencontre et pourra être retourné jusqu'à réception de sa facture. Offre limitée à la France métropolitaine, la Suisse et la Belgique. ***SUISSE** : Rencontre, Case postale, 1018 Lausanne. **BELGIQUE** : Rencontre B.P. 59, 1090 Bruxelles.*

Editions Rencontre S.A.
Capital social 3 507 000 Fr
Siège social 29, chemin d'Entre-Bois.
1018 Lausanne - R.C. Lausanne 1314

Culture au fil des jours

Disques : Callas toujours, Tebaldi enfin !

CINQ ans déjà. Voici cinq années que Maria Callas a disparu, laissant derrière elle le souvenir immortel d'un chant réinventé ; de l'opéra retrouvé. Le temps va si vite qu'en ce moment où la France — et le monde — connaît ce regain extraordinaire d'intérêt pour l'art lyrique on a déjà atteint une génération de mélomanes qui n'ont pas connu Callas. Car, morte en 1977, Maria Callas était déjà muette depuis de longues années. Une voix qui s'était tue — la plus terrible des punitions, sans doute, pour une cantatrice. Aujourd'hui, l'Opéra affiche complet à 102 % et les théâtres du monde entier offrent un répertoire de bel canto que les afficionados s'arrachent. C'est l'ère de la passion. Mais à qui la devons-nous, cette époque de l'opéra-roi ? A Callas. A cette cantatrice dont la carrière fut aussi courte que fulgurante et novatrice. Non, Callas n'avait pas, n'a jamais eu, la plus belle voix du monde ; oui, Callas avait des limites vocales importantes, des défauts parfois plus que gênants. Mais Callas a réinventé l'opéra. Parce qu'au-delà d'une voix elle avait du génie. Le génie de la dramaturgie, du mouvement, de la psychologie. Les années quatre-vingt ont vu l'art théâtral envahir l'art lyrique ; on s'est mis à découvrir la mise en scène au sein de ce qui n'était auparavant que mélodies sur fond de toiles peintes. Chéreau, Strehler, et bien d'autres ont permis un nouvel essor à cette convention des conventions. A l'origine de tout cela : Callas sans qui, à l'heure actuelle, rien ne serait possible. Tragédienne, elle a fait comprendre que, pour bien chanter Médée, il fallait aussi jouer Médée. Révolution capitale.

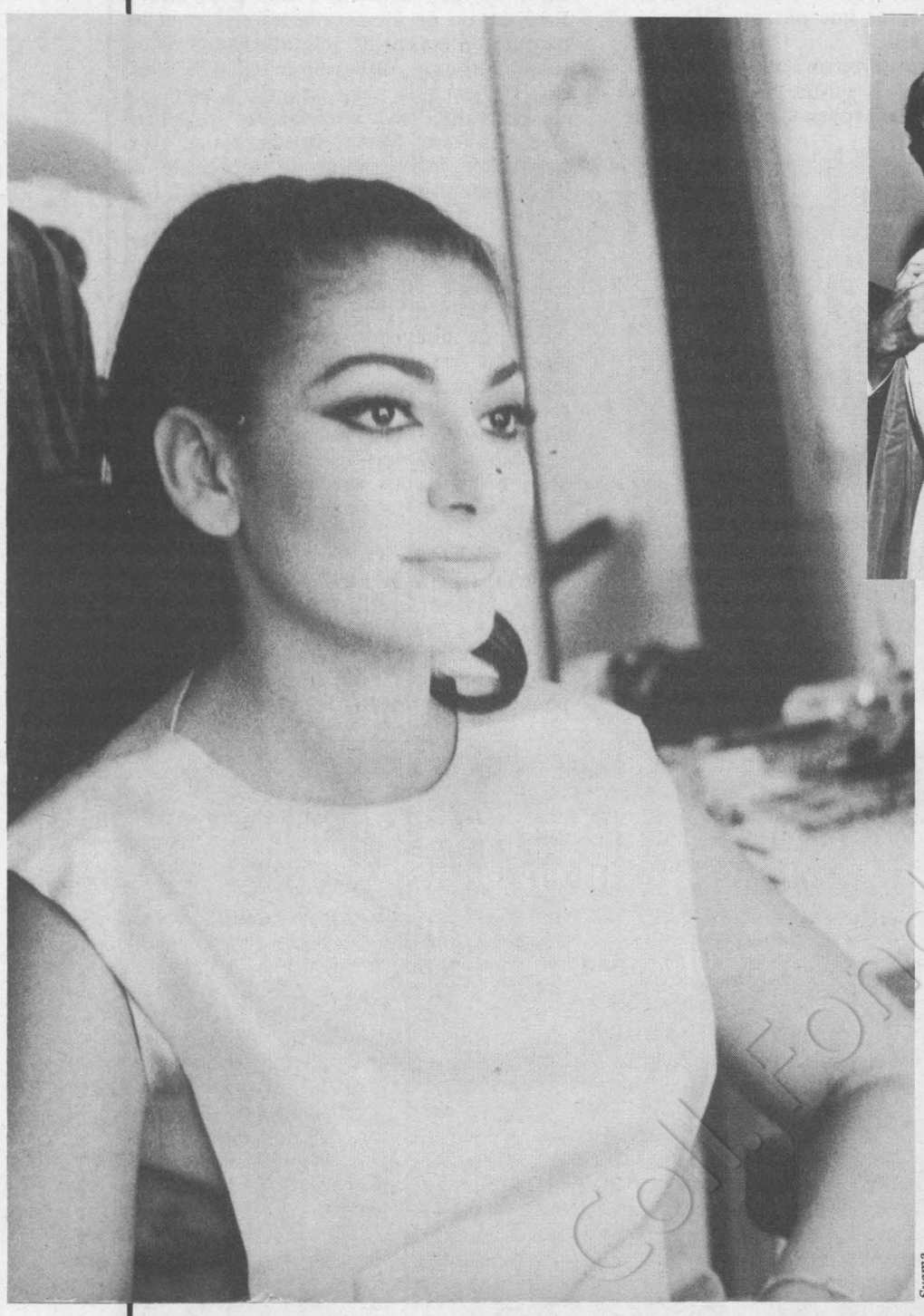
Pour cet anniversaire, Pathé Marconi vient de relancer sur le marché la quasi-totalité des enregistrements de Maria Callas ainsi qu'un coffret de tous ses récitals (1954-1969) (1) et un disque splendide, comprenant des airs de « Tosca », « Norma », « Lucia di Lamermoor », « le Barbier de Séville », « Carmen », « Gioconda ». On y trouve, en plus, un inédit fabuleux, l'air « Mon cœur s'ouvre à ta voix » de « Samson et Dalila » (enregistré en 1961) qui nous prouve que, vers la fin de sa carrière lyrique (ses dernières prestations à l'Opéra datent des années 64-65), Maria Callas voyait s'ouvrir devant elle une nouvelle carrière de mezzo qu'elle n'a peut-être pas su saisir (comme elle n'a pas compris quelle fabuleuse interprète du répertoire moderne — Janacek — et contemporain elle aurait pu devenir). Pour rêver Callas, pour retrouver Callas : les disques, toujours les disques... en attendant le jour (miraculeux) où la télévision daignera nous présenter une émission sur elle, digne d'elle. Car, en allant à la pêche aux archives à travers l'Europe et en mettant bout à bout les bandes recueillies, nous pourrions obtenir deux heures d'extraits de Callas à la scène (dont l'intégrale de l'acte II de « Tosca » à Paris). D'une certaine façon, il est un peu aberrant de ne pas y avoir déjà pensé...

Si Pathé Marconi fête Maria Callas, la firme Decca en profite, elle, pour ressortir une dizaine d'enregistrements de Renata Tebaldi. Histoire de ranimer la vieille querelle ? Soyons sérieux. A présent que le temps a passé, écoutons donc sans fièvre et sans à priori ces deux voix qui n'avaient rien de commun et ne pouvaient, en aucun cas, se dire rivales. Mais l'histoire est là pour le confirmer : la gloire de Callas a étouffé Tebaldi. Or, Tebaldi, elle, possédait bien (avec Leyla Gencer, autre oubliée que les maisons de disques ont toujours scandaleusement ignorée) la plus belle voix de son temps. Tout simplement stupéfiante de couleurs, de possibilités, de richesses. Qu'elle soit Aïda ou la Traviata, Leonora du « Trouvère » ou Cio-Cio San de « Butterfly », Tebaldi nous expédie toujours au septième ciel. Parce qu'elle est la musique à l'état pur ; le chant dans sa perfection première.

Moralité ? Ecoutez-les toutes les deux. Dans tout leur répertoire. Les priorités ? « La Traviata » de Callas — Giulini en 1954 (éditions C.l.s.) et la « Bohême » de Tebaldi-Serafin (Decca).

F.G.

(1) Coffret accompagné d'un numéro spécial de « l'Avant-Scène Opéra » consacré à Maria Callas. Photos, témoignages, souvenirs...



Sygma



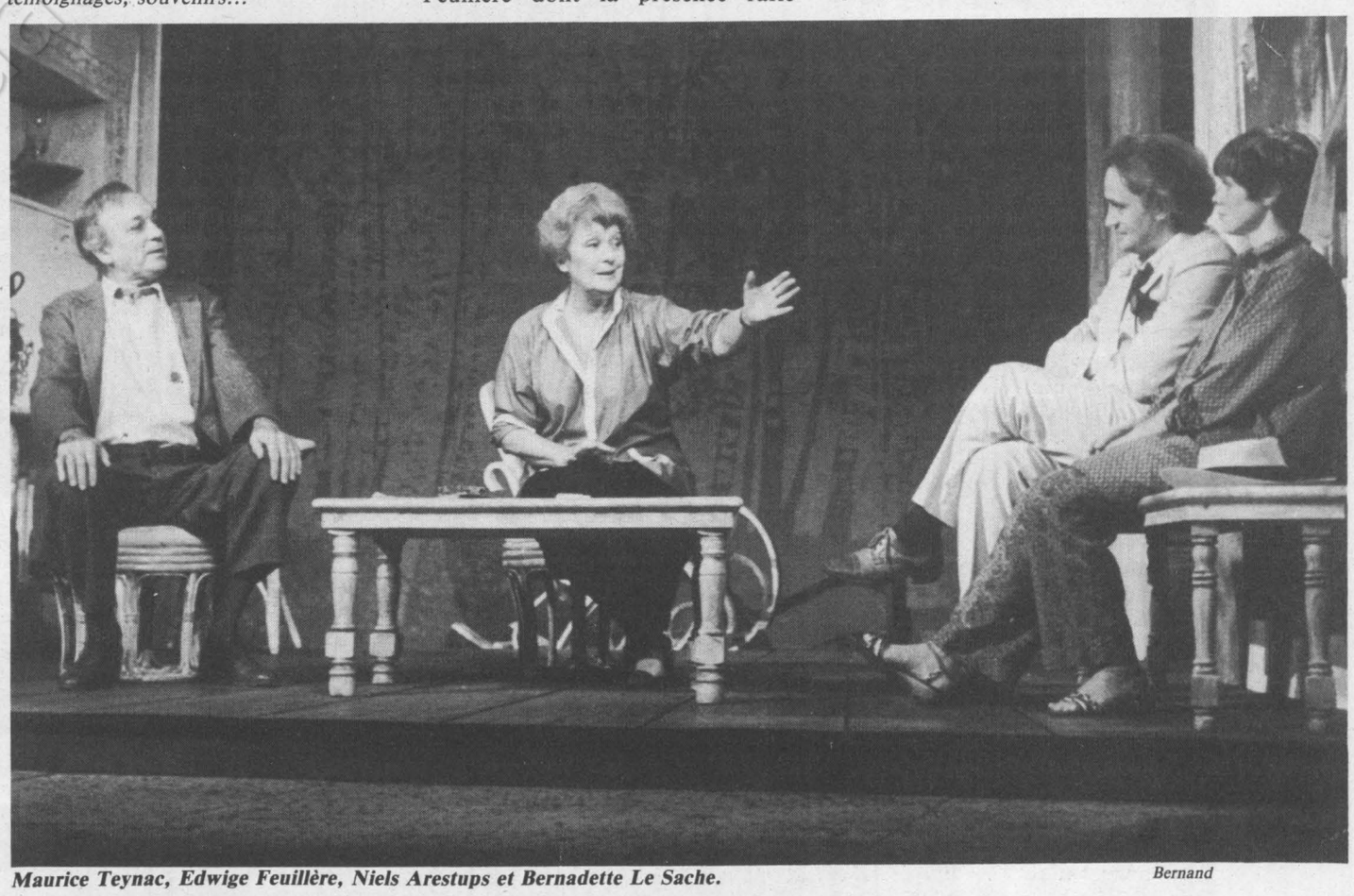
Decca

Tebaldi et Callas.

Opéra : la nouvelle cabale des dévots...

ETRANGES rumeurs à l'Opéra de Paris... Théoriquement, pourtant, les choses sont simples : Massimo Bogianckino, futur administrateur nommé par le gouvernement, entrera en fonction en juillet prochain. Pour le moment, après le départ brusqué mais nécessaire de Bernard Lefort, la maison se voit confiée à une direction collégiale composée de Paul Puaux, président du conseil d'administration, Alain Lombard, directeur de la musique, Jean-Pierre Leclerc, directeur général et Georges Hirsch, directeur de la danse. Ils sont ensemble pour une année, ont visiblement réussi, jusqu'à présent, à calmer les angoisses internes des syndicats et ont mis sur pied une double programmation (Palais-Garnier - salle Favart) qui, si elle n'arrache pas des cris d'enthousiasme, possède au moins le mérite d'exister. Intérim ou pas intérim ? La question, obligatoirement, se posait. D'une certaine façon, il faut répondre non. On n'assure pas la direction d'un pareil monument en ne voyant pas plus loin que le bout de son calendrier, et il est certain que la position inconfortable des quatre responsables actuels ne peut se résumer en cette phrase historique mais désastreuse : « Après moi, le déluge. » Pourtant en même temps, ils sont également là pour une durée déterminée — intérimaires, donc, quand même. Car l'équipe a beau être soudée, correcte, elle n'en manque pas moins de réelle direction artistique. Rôle qui incombe donc à Massimo Bogianckino. On le voit : tout est clair.

Enfin... presque... Depuis quelques semaines, en effet, la direction collégiale de l'Opéra de Paris est en train de tenir d'étranges discours. On chuchotait dans les couloirs qu'il ne paraissait plus évident du tout, plus nécessaire non plus, de se préparer à accueillir, dans neuf mois, le nouveau patron. Ce blocus a curieusement éclaté au grand jour, lundi 20 septembre dernier, au cours d'un « Grand Echiquier » télévisé qui recevait l'orchestre, les chœurs et les triumvirs de l'Opéra. Entraînés par un Jacques Chancel incroyable d'hypocrisie souriante, Alain Lombard et quelques-unes des personnalités administratives et artistiques du Palais-Garnier (dont Paul Puaux lui-même, mi-prudent, mi-frondeur) se sont laissés aller à de curieux propos. Très vite, une ambiance lourde de complots devait recouvrir le plateau : « Voyons, disait Chancel, vous êtes si bien là, tous ensemble,



Maurice Teynac, Edwige Feuillère, Niels Arestups et Bernadette Le Sache. *Bernand*

Le miracle Feuillère

UNE famille privilégiée des environs de Leningrad : elle, Liouba, est chirurgien ; lui, Vladimir, est chercheur en astronomie. A eux deux, ils conjuguent trente années de mariage sans la moindre fêlure apparente. Brusquement, pourtant, tout s'écroule. Vladimir aime ailleurs et s'en va. C'est ce moment de crise que choisit, par hasard, un lointain cousin de Moscou pour débarquer à l'improviste. Lui aussi, jadis, a eu le cœur brisé et, depuis, refuse l'amour. Entre Liouba, de vingt ans aînée, et lui, va se nouer une complicité mélancolique. Pour elle, c'est la « dernière nuit de l'été » avant l'automne de sa vie (d'où le titre de la pièce) et, pour lui, qui sait ?, peut-être le départ vers un nouveau chemin.

La pièce d'Alexeï Arbouzov n'est rien : une bulle, un soupir, un instant entre parenthèses sans aucune évolution dramatique. Meublée de connotations tout à la fois typiquement russes (le jeune nihiliste qui trimbale le cyanure, la vieille maison que l'on a toujours habitée, etc.) et aussi profondément soviétiques (la femme-chef aux responsabilités professionnelles écrasantes), elle se glisse, courte, comme une réflexion sans morale ni solution au drame de l'amour qui, s'il vous prend à tout âge, vous quitte aussi lorsqu'il le veut. Autant dire tout de suite que, mal joué, ce texte disparaît immédiatement dans l'oubli le plus profond, car il n'est appuyé par aucun décor ni aucune mise en scène. D'ailleurs, lorsque, par instants, la pièce est laissée aux mains de comédiens secondaires (comme Anne Kreis, invraisemblable parce que trop minaudière dans le rôle de Genia, la maîtresse du mari), tout s'écroule.

Mais l'extraordinaire performance de Niels Arestups, le cousin suicidaire, suffit en une seconde à rétablir l'équilibre. Naturel, juste, sensible : on savait déjà que ce comédien pouvait être un stupéfiant Lopakhine (« la Cerisaie » de Peter Brook), mais on ignorait les dons d'alchimiste qu'il saurait prodiguer à une simple pièce de boulevard. Et puis, évidemment, Liouba est interprétée par Edwige Feuillère dont la présence rafle tout l'intérêt de la soirée. Une Edwige Feuillère qui réinvente la célèbre « petite musique » russe à l'intérieur d'un texte assez plat. C'est simple : elle est admirable. Qu'elle rie, pleure, s'écroule ou reparte au combat, elle est toujours d'une véracité fascinante. Quant à sa voix, si musicale, on la garde encore en souvenir longtemps après le rideau retombé. C'est miraculeux. Comme quoi dans l'automne théâtral, une comédienne peut faire le printemps.

F.G.

** Théâtre Edouard VII : 742 35 71 à 21 h.*

pourquoi cela ne durerait-il pas ? » Et d'ajouter : « Dans quelques mois, vous allez toucher un nouvel administrateur dont je crois savoir qu'il n'a ni contrat, ni programme, ni équipe... J'avoue que je ne comprends pas... » Nous non plus, nous ne comprenons pas. Ou plutôt, nous aimerions ne pas comprendre le sens de ces coups bas lancés au milieu de gerbes de fleurs et de compliments trop sucrés pour être honnêtes (Ah ! Jean Laforge, chef des chœurs, tout sourire devant Lombard, expliquant que ce dernier était le messie et qu'à présent tout baignait dans l'huile...) Enfin, quoi ? Que signifie cette coalition ? Que signifie, même,



Taddeuz Kantor.

cette émission sur l'Opéra à une époque bâtarde, transitoire, alors qu'il aurait été autrement plus intéressant d'attendre Massimo Bogianckino pour tourner une page et redécouvrir le Palais-Garnier ? Au ministère de la Culture, à la direction de la Musique, responsables du choix de Bogianckino, il y en a qui doivent être heureux.

Pour l'heure, donc, c'est le paradis. Tout va pour le mieux dans la meilleure des équipes possibles. Jamais les choristes n'ont si bien chanté, jamais l'orchestre n'a été aussi brillant et, comme devait ajouter Chancel (qui s'excusait faussement toutes les trente secondes de ne plus se rappeler le nom compliqué de cet étranger qui devait bientôt venir troubler ce repos doré) : « Tout cela va encore changer, bouger et il va de nouveau y avoir un clash à l'Opéra ! » Avec cette allusion à la saison 1970 où la grande maison fut fermée sur ordre de Jacques Chirac, Chancel-Cassandre allait un peu loin dans l'amalgame et la prévision sans preuves ni fondements. Pourtant, personne ne s'y est violemment opposé.

De lourde, l'ambiance tourna à l'aigre, lorsque Paul Puaux expliqua que le nouveau patron aurait tout intérêt à collaborer avec l'équipe actuelle telle qu'elle est formée. Se couler dans le moule ou... Lorsqu'on connaît la puissance d'inertie que peut opposer l'Opéra à quelqu'un qu'il rejette, on est en droit de craindre pour le démarrage de Bogianckino. Et la liberté, là-dedans ? Et les choix personnels du futur patron ? Bogianckino ferait bien de se montrer le plus vite possible, d'accorder des interviews, d'imposer sa position, ses grandes lignes de vue. Trop discret, il se nuit à lui-même. A la première d'« Eugène Onéguine », qui suivait le Grand Echiquier, il se promenait dans les couloirs, figure étrange, faisant presque office de gêneur ! L'Opéra de Paris, c'est une tradition, a toujours été un lieu difficile. Il paraît aujourd'hui pour le moins hostile et parsemé de peaux de bananes. Si Massimo Bogianckino ne décide pas, très prochainement, de rompre son silence pour expliquer ce qu'il compte faire, il y a fort à parier que son accession au poste d'administrateur général sera semée d'embûches.

Devant de pareilles manœuvres, les Anglais diraient que ce n'est pas « fair play ». Restons français : en ce moment, l'Opéra a une sale gueule d'atmosphère...

Fabian GASTELLIER



Milva et Giorgio Strehler dans « Io, Bertolt Brecht ».



« Arlequin, valet de deux maîtres. »

Festival: l'Europe du théâtre à Paris

LE festival d'automne met, cette année, les pleins feux sur les metteurs en scène : Strehler, Simon, Bourdet, Grüber, Kantor, Foreman et les autres sont au rendez-vous théâtral de l'automne 1982. Signe des temps ? Il est vrai qu'aujourd'hui un « Tartuffe » est d'abord de Planchon et ensuite seulement de Molière... L'image a pris le pas sur les mots, c'est exact. Et menace parfois l'écrit, c'est exact aussi. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas voir dans la dramaturgie, la mise en scène, le décor une forme de création comme une autre. Nous sommes au plein cœur d'une civilisation visuelle, alors, faisons avec.

Et comment ne pas être passionné par le travail de créateurs aussi différents que ces invités du 11e festival d'automne — festival qui réussit le coup fabuleux de nous proposer un panorama à peu près complet du théâtre international des années 70-80 avec un budget que l'on trouverait comique s'il n'était pas tout simplement désolant (3,5 millions de francs de l'Etat et 1,6 million de la Ville de Paris) ?

Toutes les tendances, en effet, sont ici représentées : l'avant-garde américaine avec Bob Wilson (« die Goldenen Fenster » et Richard Foreman qui met en scène une pièce de Gertrude Stein, « Faust ou la fête électrique » ; l'opposition polonaise avec Tadeusz Kantor ; la nouvelle génération française avec Jean-Marie Patte, Louis-Charles Sirjacq et Gildas Bourdet (notre petit diable de Tourcoing qui compte probablement parmi les plus grands d'aujourd'hui) et, couronnant le tout, l'exemple italien de Strehler avec son cheval de bataille préféré, « Arlequin, serviteur de deux maîtres » et un double numéro Brecht : « Io, Bertolt Brecht » avec Milva et « la Bonne Ame de Se-Tchovan ».

Le coup d'envoi vient d'être donné par l'Allemagne, avec le « Faust » de Goethe mis en scène par Klaus-Michael Grüber. Une heure trois quarts d'un spectacle étonnant de simplicité et d'intelligence. Un décor sombre, dépouillé — le cabinet du vieux Faust — et un acteur étonnant, Bernhard Minetti pour nous dire, nous révéler Faust comme étant la tragédie d'un homme prisonnier de son cerveau, de son savoir. Ici, Méphisto est sympathique, sorte de double du vieux savant, et Marguerite n'a pas seize ans. Entre intimisme et expressionnisme, avec un parti pris de diction atone, presque chuchotée, ce « Faust » condensé est l'un des travaux théâtraux les plus étonnants qu'il nous ait été donné de voir depuis longtemps. Bernard Sobel, directeur du théâtre de Gennevilliers, a filmé le spectacle pour la télévision allemande. Quand on connaît le talent de Sobel cameraman, on se demande si, en collant des sous-titres à ce long monologue allemand, il ne serait pas possible de l'inviter sur l'une de nos trois chaînes. Puisque Jack Lang préconise la collaboration européenne...

F.G.

* Festival d'automne à Paris, jusqu'au 12 décembre. Renseignements 296.12.27.

Mostra l'incroyable avidité culturelle des Espagnols

ON ne compte plus les festivals. Plus une seule station thermale qui ne veuille peupler ainsi son désert de loisirs. Même si, le plus souvent, ledit festival s'apparente davantage à la simple horreur du vide plutôt qu'à une véritable action culturelle. Bref, la mode du festival passe-partout bat son plein.



« Le saperleau » de Gildas Bourdet.



Il n'en est pas de même partout. La Mostra du cinéma méditerranéen de Valencia (Espagne) en est une preuve vivante. D'abord parce que les nouvelles municipalités espagnoles ne sont en place, on aurait tendance à l'oublier, que depuis trois petites années, succédant à quarante années de fascisme et suppression des libertés locales et démocratiques. Or, le plus souvent, ce sont ces nouvelles municipalités qui créent et financent des manifestations comme celle de Valence dont c'est, du 4 au 11 octobre, la troisième édition. Créer là-bas un événement culturel c'est participer activement au nécessaire mouvement de récupération historique d'une mémoire populaire.

Qu'on imagine : après une période germanophile, s'achevant avec la Seconde Guerre mondiale, la dictature franquiste se place délibérément sous l'aile américaine protectrice. Plus de trente années s'écouleront qui ne verront, sur les petits comme sur les grands écrans, que le déferlement d'une médiocre production nationale et des sous-produits nord-américains. Aujourd'hui, toute une génération ne connaît pratiquement rien de la création et de la production européenne ; et encore moins du tiers monde. C'est ce qui explique la ruée des spectateurs espagnols actuels vers les salles ordinairement appelées « art et essai ». On découvre les cinémas français ou italiens et tant d'autres qui sont à nous si communs. On récupère. C'est ce qui explique aussi la ruée populaire — guère imaginable en France — de dizaines de milliers de spectateurs aux différentes séances quotidiennes d'un festival annuel comme la Mostra de Valencia.

Cet état de fait peut quelque peu fausser la programmation d'un tel festival consacré normalement uniquement aux productions méditerranéennes. Encore que le concept « méditerranéen » reste à mieux définir... Qui l'est ? Et qui ne l'est pas ? Les deux premières années, la Mostra avait accueilli Luis Garcia Berlanga, puis Melina Mercouri. Des films comme « le Troupeau », « Histoire d'Adrien » y avaient été particulièrement remarqués. Aujourd'hui que « La Mercouri » est devenue ministre à Athènes, Jack Lang à Paris, la sensibilité méditerranéenne ne relève plus du seul folklore. Il nous faut seulement mieux le cerner ; ne pas se contenter de discours, faire et laisser dire. Comme à Valencia où, en trois ans, la Mostra est devenue l'une des manifestations cinématographiques la plus captivante, en tout cas la plus publique, du monde méditerranéen. L'idée méditerranéenne commence à fonctionner. On connaît déjà bien des festivals comme Carthage (avec une dimension tiers mondiste en plus), les rencontres organisées par le Club méditerranéen (les seules où cinéastes arabes et israéliens participent ensemble, non sans difficulté), le colloque annuel de Fontblanche organisé par René Allio, etc. D'autres se créent comme ces fêtes du cinéma, prometteuses, que sont Montpellier et Bastia.

Pour beaucoup de cinéastes, organisateurs et militants concernés, de telles manifestations constituent une nouvelle plate-forme de lutte contre les multinationales de l'écran. Nous nous plaignons, à juste titre, d'une certaine colonisation culturelle anglo-saxonne. Les Espagnols sont encore plus mal lotis. Plus de 80 % des images de la télévision dans ce pays proviennent directement des Etats-Unis : vendues au poids ! Sans vouloir céder au plaisir, au hasard ou à la nécessité de tout politiser, de ce point de vue également l'arrivée au pouvoir des équipes socialistes de Felipe Gonzalez constitueront un indispensable ballon d'oxygène.

Gilbert SANS

Cinéma: l'amour encore, l'amour toujours

ILS n'ont que l'amour à s'offrir en partage. Ils se suivent et se cherchent, se trouvent puis se séparent pour mieux rêver de l'autre. C'est banal, peut-être, mais c'est la vie. Celle qu'on attend, celle qu'on espère, la vie de tous les jours transfigurée par le bonheur d'être deux.

Merveilleux film que celui de Peter Bogdanovitch, « Et tout le monde riait ». Film-champagne, tellement euphorique qu'on en reprendrait bien trois coupes. L'histoire est à la fois très simple et très compliquée. Simple, parce qu'il s'agit d'amour encore, d'amour toujours. Compliquée, vu la dizaine de personnages qui se reconnaissent, se sourient et font un bout de chemin ensemble. Deux maris jaloux et soupçonneux font surveiller leurs femmes par des détectives privés, consciencieux, certes, mais prompts à s'enflammer pour l'objet de leur filature. Les suiveurs font ami-ami avec les suivies, et Bogdanovitch, pendant deux heures de pur plaisir, nous conte ces chassés-croisés du cœur sur le mode tendre-amer. L'un des couples vivra la plus idyllique des happy ends, l'autre se séparera parce que la vie, c'est aussi la rupture. Merveilleux film vraiment, qui nous donne à voir la trame de notre quotidien. Film terrible aussi : Dorothy Stratten, à l'écran sympathique blondinette dotée d'un mari coléreux, s'est fait assassiner à la ville par un époux violent furieux d'avoir appris sa liaison avec le metteur en scène. Comme d'habitude, la réalité a dépassé la fiction. Et la fabuleuse comédie américaine à la Capra en devient poignante. Ce film, il faut le voir et le revoir, tellement c'est mieux que tout le reste. Et puis il y a Audrey Hepburn et Ben Gazzara, remarquables tous les deux. Et aussi, une jeune comédienne dont on reparlera sans doute, Patti Hansen. Oui, « Et tout le monde riait » est un film qu'on ne peut qu'aimer à la folie.

M.D.



Pascal Lebrun

LES ENTRETIENS DE « L'UNITE »

Maria Farantouri: "Le combat pour une Grèce démocratique ne fait que commencer"

Elle fut longtemps la Grèce debout. Elle est devenue la Grèce en marche. Plus que jamais, elle est sublime

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

MARIA Farantouri ? Sublime ! D'un mot tout est dit. Encore convient-il de rendre ce mot à son auteur : François Mitterrand. Et de citer plus complètement le texte. François Mitterrand donc, parlant de la chanteuse grecque Maria Farantouri : « Maria, hiératique dans sa robe d'Orient, dédaigneuse des jeux de scène, debout, les bras le long du corps, la main droite seule à bouger et battant la mesure, dominait l'orchestre d'un large contralto. Maria, pour moi, c'est la Grèce. Je me représente Héra comme cela, forte et pure, vigilante. Je ne connais pas d'artiste qui m'ait à ce point fourni le sens du mot sublime. »

Par-delà le compliment, le raccourci est l'exactitude même : Maria Farantouri, c'est la Grèce. La Grèce moderne : celle qui, depuis la guerre civile qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, essaie de renaître à la liberté ; celle dont le peuple a payé cher cette longue reconquête : sang, dictature et douleurs ; celle qui, depuis un an, depuis la victoire du Pasok (parti socialiste grec) d'octobre 1981, s'emploie à redonner sens et vie au mot que la Grèce antique avait inventé : démocratie. Maria, c'est la Grèce parce que, depuis sa naissance, depuis 1947, son histoire personnelle se confond avec celle de son pays.

Elle aurait pu subir. Elle aurait pu se taire. Elle s'est rebellée et, dès l'âge de quinze ans, elle a donné de la voix. A seize ans, elle portait déjà l'espoir et le distribuait à pleins poumons : elle venait de rencontrer Mikis Theodorakis. Elle chantait. Partout où elle pouvait. Partout où c'était possible. Grâce à son chant, grâce à la musique de Theodorakis, le peuple grec reprenait courage, se réconciliait avec la liberté d'expression, se récupérait une culture toute neuve, s'appropriait l'avenir. Ses paroles étaient signées par Seferis, Elytis, Calvos, Ritsos, les plus grands poètes grecs. Maria, dans un pays décimé et humilié, semait tranquillement des germes de résistance.

Vinrent les colonels qui interdirent la musique de Theodorakis. Maria refusa de se laisser bâillonner : elle choisit l'exil d'où elle tonna plus fort que jamais. Elle devint mythique, elle se fit vestale : elle gardait la flamme, elle était la flamme que rien ne pouvait éteindre. Quand la junte tomba en 1974, le peuple ne s'y trompa pas : cinquante mille personnes lui firent un triomphe le jour où elle créa à Athènes le « Canto general » de Pablo Neruda mis en musique et dirigé par Mikis Theodorakis. Le retour de Maria Farantouri sur le sol de Grèce rappelait celui d'Ulysse à Ithaque : il annonçait la fin d'une trop longue période d'épreuves.

Aujourd'hui, Maria Farantouri a coupé le cordon ombilical : elle ne chante plus sous la férule de Theodorakis ; elle a créé son propre groupe musical et elle parcourt le monde (1). Elle fut longtemps la Grèce debout. Elle est devenue la Grèce en marche. Plus que jamais, elle est sublime.

« L'UNITE » : Vous êtes née dans une banlieue ouvrière d'Athènes, dans un milieu social où rien ne vous prédestinait à démarrer très jeune une carrière artistique. Comment vous êtes-vous aperçu que vous aviez « une voix » et que votre vie allait en être transformée ?

MARIA FARANTOURI : Permettez-moi une boutade : dans ma famille on dit que, dès mes premiers cris, chacun a pu s'apercevoir que j'avais de la puissance dans la voix !... Sérieusement : c'est vrai que je n'aurais jamais dû faire une carrière. D'abord, parce que ma famille, qui appartenait à la petite bourgeoisie pauvre, n'avait absolument pas les moyens de m'offrir des études musicales. Ensuite, parce que les mentalités ne s'y prêtaient guère : dans les pays méditerranéens, une fille qui veut chanter est nécessairement... une fille « légère » ! Enfin, parce que, comme toute ma famille sincèrement progressiste mais apeurée par le contexte politique, je n'étais pas très sociable.

A cela s'est ajoutée ma poliomyélite. Cette maladie aurait dû « m'enfoncer » définitivement. Paradoxalement, elle m'a aidée : plongée dans la solitude des hôpitaux, je me suis réfugiée dans la chanson. En Grèce, à l'école, avant d'entrer en classe, on fait chanter l'hymne national aux enfants. Je l'ai chanté comme tout le monde et, là, devant les réactions que suscitait ma voix, j'ai pris conscience que je pouvais entretenir une relation exceptionnelle avec la musique. A l'hôpital, j'ai fait de ce don un refuge, une bouée personnelle : il n'y avait pas de télévision, mais je reprenais toutes les chansons que j'écoutais à la radio. C'était assez médiocre : des tangos un peu ridicules, des sous-produits des variétés occidentales ; mais c'était mon royaume, mon souffle, mon moyen personnel de survivre et d'exister. Peu à peu, c'est aussi devenu mon outil de communication avec les autres : j'étais seule, j'étais différente ; mais, quand je chantais, on me comprenait...



Pascal Lebrun

Mikis Theodorakis.

En fait, confusément, j'ai eu très vite l'intuition que ma vie tournerait autour du chant. Cette certitude m'a évité de m'angoisser, de courir après un plan de carrière, de me faire arnaquer par des « découvreurs de talents » professionnels. J'ai patienté, j'ai laissé faire, j'ai attendu l'occasion sereinement. C'est « arrivé » plus vite que je ne l'avais prévu.

– Grâce à votre rencontre avec Mikis Theodorakis ?

— Oui. Cela s'est passé en 1963. Depuis quelque temps, par un ami, j'étais entrée en contact avec le Comité des amis de la jeune musique grecque. Il s'agissait d'une association de gens progressistes, mais sans attache directe avec un parti politique, qui s'étaient donné pour tâche de promouvoir la chanson populaire grecque. Je chantais dans la chorale de cette association. Dans le même temps, Mikis Theodorakis commençait à franchir le barrage de la radio et apportait sur les ondes une force et une poésie nouvelles ; évidemment, les médias ne donnaient pas d'informations sur son engagement politique ; mais cette conviction se sentait et, dans le peuple, l'histoire du bonhomme commençait déjà à circuler...

Un jour, Mikis est venu m'écouter, nous écouter chanter et, à la fin, il est venu me voir. Il m'a dit sans détours : « Toi, tu vas devenir la prêtresse de ma musique. » Je n'avais pas seize ans.

On ne dira jamais assez l'importance de Theodorakis. Pas seulement pour moi. Pas seulement pour la musique. Pour tout le monde. Pour le mouvement de masse qu'il a su provoquer. Mikis, historiquement, a joué un rôle de catalyseur. Tout ce qu'il a provoqué a eu des conséquences bien au-delà du simple secteur culturel. De ce point de vue, on peut dire sans exagérer qu'il y a

en Grèce l'avant-Theodorakis et l'après-Theodorakis.

A l'époque, les journaux grecs applaudissaient Mikis, ses succès, ses lauriers. Mais ils ajoutaient aussitôt : « On ne comprend pas qu'un artiste d'une telle qualité puisse se mêler de choses aussi basses que la politique. » Parce que telle a bien été sa réussite : il a su placer son travail de créateur sur le terrain d'une liberté à conquérir, d'une liberté tous azimuts ; il a su redonner à l'art sa place, son rôle moteur dans le combat pour la liberté. Il a contribué au réveil du peuple grec, mais pas seulement à son réveil artistique.

J'ai alors vécu, de 1963 à 1967, une période d'exaltation extraordinaire, de joie à chaque instant. Ce fut ma véritable école : sur le terrain. J'allais de banlieue en banlieue, de province en province. Et il y avait du monde partout. Et il fallait du courage pour être spectateur en ce temps-là, en ce temps où le simple fait d'assister à un concert de musique populaire vous faisait ficher comme « communiste » ! Mikis m'envoyait chanter partout, avec une simple guitare pour me soutenir : dans un quartier, à une réunion des Jeunesses Lambrakis, etc. Je n'aurais pas pu rêver meilleurs exercices pratiques. C'était là une nourriture qui dépassait le seul aspect musical. C'était, plus globalement, une nourriture sociale et politique. Je découvrais une certaine façon de chanter, une façon militante sans précédent réel. C'était tellement convaincant que mes parents ont fini par comprendre que c'était « du sérieux » : après mille privations, ils ont fait entrer un piano à la maison et j'ai pu prendre des cours de technique vocale chez un professeur. Ma voie est devenue un instrument. Et, grâce à Theodorakis, j'ai pu en faire un instrument de combat.

— On comprend pourquoi les colonels ont décidé d'interdire la musique de Theodorakis...

— Theodorakis représentait tout ce que les dictateurs détestaient : la culture, la qualité, la conscience, la liberté... Et l'impact du travail de Theodorakis n'avait rien de circonstanciel ; c'était une lame de fond : on chantait Theodorakis dans les rues, dans les manifestations, dans les tavernes, même dans les écoles... Tout ce que véhiculait Théodorakis était contagieux et, donc, dangereux pour la dictature.

— Après sept ans d'exil, en 1974, quand vous êtes revenue en Grèce, dans quel état avez-vous trouvé votre pays ?

— D'autres ont déjà dit le délabrement économique, la décimation politique... Moi, ce que j'ai constaté en plus c'est la transformation des mentalités et des comportements. J'ai retrouvé mon pays fasciné par l'extérieur, écartelé entre l'Orient et l'Occident, culturellement envahi de tous côtés. Alors, je me suis posé la même question que tous les artistes et tous les intellectuels, la question qui est encore à l'ordre du jour aujourd'hui et à laquelle il est urgent de répondre : faut-il ou non sauvegarder l'identité grecque ?

Ma réponse personnelle : oui, il faut sauver la « grécité ». Mon pays n'est pas encore un pays industriel développé ; il ne faut pas qu'il le devienne en se transformant en simple esclave de l'Europe ou en colonie de l'Amérique. Il faut qu'il retrouve une identité. Une identité qui a été piétinée au cours des siècles par les envahisseurs successifs. Une identité qui a été abandonnée par l'Etat grec depuis cent cinquante ans. Cette renaissance ne peut passer que par un grand élan culturel, que par une résurrection de la création artistique à travers toute la Grèce.

— Cette renaissance est-elle amorcée ? Les premiers actes « culturels » du gouvernement socialiste d'Andreas Papandreou volent-ils au secours de ce que vous appelez la « Grécité » ? Les promesses électorales sont-elles tenues ?

— J'ai confiance. Andreas Papandreou avait dit qu'il donnerait toute sa place à la culture. Des choses sont déjà amorcées dans ce sens. C'est-à-dire que les conditions de la liberté de création se mettent peu à peu en place. La première de ces conditions, c'est tout bêtement la liberté d'expression. Du temps des colonels, le Grec qui s'interrogeait publiquement sur tel ou tel aspect de la vie politique perdait aussitôt son travail et ses droits civiques : le citoyen n'était qu'un spectateur lointain et passif des événements ; c'était voulu et organisé. Andreas Papandreou, au contraire, en appelle à la curiosité et à la responsabilité de chacun : il veut que chaque citoyen se sente concerné par la « chose publique », soit vigilant et interpelle le pouvoir si nécessaire. Ce n'est pas un vœu pieux. C'est une réalité. Récemment, pour première fois, au cours d'un débat télévisé, on a pu voir, discutant ensemble et avec d'autres, un membre du parti communiste de l'intérieur, un membre du parti communiste de l'extérieur et un anarchiste. Il n'y a plus de censure. La liberté d'expression est maintenant totale en Grèce ! C'est déjà fantastique !

Bien sûr, il y a encore des incidents de parcours. Il y a cette édition de Sade qui a eu quelques ennuis. Je ne connais pas assez le problème pour en parler. Mais je soupçonne qu'il reste encore dans l'appareil d'Etat des gens qui font semblant de ne pas comprendre ce que liberté veut dire... J'ai confiance : tout sera balayé. J'ai confiance parce que le ministre de la Culture, Melina Mercouri, est elle-même une artiste et qu'elle connaît bien les besoins des créateurs. Elle sait qu'il faut créer des structures ; elle sait qu'il faut ouvrir les théâtres à toute la culture populaire (qui y était jusqu'à présent interdite) ; elle sait qu'il faut soutenir financièrement toutes les recherches contemporaines. Je suis certaine que tout cela va se mettre en place progressivement.

— Dans ce nouveau climat, qu'allez-vous faire ? en profiter pour asseoir votre carrière personnelle ? continuer à considérer votre métier comme un instrument de combat ?

— Ce n'est pas parce que Mikis Theodorakis, d'autres et moi nous sommes battus hier contre la droite et le fascisme que nous allons nous reposer aujourd'hui sur les lauriers d'une victoire électorale. C'est bien une victoire, je ne le nie pas : pour la première fois, les Grecs ont choisi librement et, librement, ils ont élu un gouvernement socialiste. Chaque progressiste ne peut que saluer l'événement et s'en réjouir. Mais la lutte pour la liberté n'en devient que plus nécessaire. Il ne s'agit pas de « décrocher » parce qu'Andreas Papandreou est Premier ministre. Le combat pour une vie meilleure, pour une Grèce démocratique ne fait que commencer. Plus que jamais nous avons besoin de nous réunir, de nous regrouper. Je ne vais certainement pas déserter ou jouer ma carte personnelle en pleine bagarre !

— Dans votre dernier récital, au patrimoine grec vous avez tenu à ajouter des chants turcs. Pourquoi ?

— Il y a un conflit entre la dictature turque et la Grèce socialiste. Il y a aussi des blessures qui remontent à d'autres temps. Mais pourquoi faudrait-il que le peuple grec et le peuple turc soient ennemis ? Nous avons, nous Grecs, des sources ancestrales communes avec les Turcs. Nous avons, fondamentalement, des intérêts communs. Le combat du poète turc Nazim Hikmet n'est-il pas le même que celui des poètes grecs ? N'avons-nous pas le même lyrisme ? Je ne me monte pas la tête : quelques chansons ne vont pas régler le contentieux politique entre la Grèce et la Turquie. Mais un rapprochement fraternel ne peut qu'être utile. Je plante un arbre en espérant qu'il donnera des fruits...

— Le mot clef de la Grèce antique était « thalassa » : la mer. Le mot clef de la Grèce moderne est « elefteria » : la liberté. Le premier renvoie à un besoin d'identité, le second à un besoin de démocratie. Pour vous, lequel est le plus important ?

— Ils sont indissociables. Un Français me semble l'avoir très bien compris : François Mitterrand. Quand il est venu chez nous, il y a peu, il a étonné les Grecs en associant ces deux mots, justement : mer et liberté. Il aurait pu en ajouter un autre : « elpis » qui signifie espoir. Sans l'espoir, il y a longtemps que tous les Grecs se seraient suicidés !

(1) Maria Farantouri vient de donner deux récitals à Paris, au Théâtre du Forum. Elle chante le 2 octobre à Bar-le-Duc, le 5 au Creusot, le 6 à Lyon, le 9 à Grasse, le 12 à Chambéry, le 13 à Orléans, le 14 à Cergy-Pontoise, le 15 à Bastia, le 16 au Havre, le 19 à Amiens, le 20 à Utrecht, le 21 à Strasbourg et le 23 à Mulhouse.

Faut vous faire un dessin...

par Pym



30 ANS TRANQUILLE

30 ANS DE GARANTIE POUR LA STRUCTURE ACIER-BETON



"DURANCE". CREATION PHENIX PROVENCE

C'est le résultat d'une technologie qui a maintenant fait ses preuves dans plus de 130.000 maisons.

Des maisons bien conçues, confortables, parfaitement isolées et belles parce que harmonieusement intégrées à l'architecture de votre région.

Et des maisons si solides que Phénix est le seul aujourd'hui à s'engager en vous offrant une garantie globale de 30 ans pour leurs structures acier-béton, 30 ans, c'est 20 ans de plus que la garantie décennale prévue par la loi.

30 ans, c'est la tranquillité d'esprit à laquelle Phénix a pensé que vous aviez droit, le jour où vous avez décidé qu'il était meilleur d'être chez soi.

Phénix :
pour que chacun ait sa maison.

MAISON PHENIX
60, av. de la Grande-Armée, 75850 Paris Cedex 17, Tél. 574.99.99.
Sans engagement de ma part, je désire recevoir votre documentation gratuite en couleurs n° 115 37 01 32

Nom :
Rue :
Code postal : Tél. :
Je cherche un terrain à :
Je possède un terrain à :

RCS 552 080 665

MAISON PHENIX

PUBLICIS V 7385

On prête mieux quand on sait à qui l'on prête.

Par sa vocation et son mode de fonctionnement démocratique et participatif, par son rôle de partenaire de la vie locale, le Crédit Mutuel est proche des associations. A travers les 3000 Caisses de Crédit Mutuel, il connaît leurs besoins.

Pour les satisfaire, le Crédit Mutuel leur propose des produits et des services adaptés. C'est ainsi, par exemple, qu'il a contribué au financement de nombreux équipements associatifs grâce aux "prêts d'intérêt général" dont peuvent bénéficier les collectivités locales et, avec leur garantie, les associations.

Ces prêts sont accordés rapidement et sans formalités inutiles.

Participer, en aidant les associations, à l'épanouissement de la vie régionale, telle est la vocation des Caisses de Crédit Mutuel.

Crédit Mutuel



Vous voulez que "l'Unité" se développe ...

La reparution de « l'Unité », sa réapparition sur les marchés après l'interruption d'août, a été chaleureusement accueillie par les militants et les sympathisants socialistes, qui y voient un instrument essentiel dans la grande campagne d'action que s'apprête à engager le Parti.

Dans les prochaines semaines nous vous informerons des projets que nous mettons au point pour améliorer à la fois le contenu et la qualité de ce journal et faire en sorte qu'il tienne encore mieux sa place dans les grandes batailles politiques qui nous attendent.

Nous lançons un appel à toutes celles et à tous ceux qui ont négligé de renouveler leur abonnement au cours des mois passés. Qu'ils réparent sans tarder cet oubli. « L'Unité » a besoin d'eux comme nous pensons qu'ils ont besoin de « l'Unité ».

Bulletin d'abonnement à retourner à

l'administration de l'unité 10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

**** abonnement d'un an (230 F)*** ☐ **** abonnement de six mois (150 F)*** ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue de Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Nadine Berger (Révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE

De la paille et du grain...

Pour changer l'enseignement agricole il faut lui permettre d'assurer sa "double cohérence" avec, d'une part, l'ensemble de l'Education nationale et, d'autre part, les objectifs de la politique agricole

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

IL est un secteur où la rentrée se passe dans un fort mauvais climat : l'enseignement agricole. Une rentrée difficile, en raison de l'héritage légué par les précédents gouvernements qui ont créé en sept ans moins de trois cents postes dans ce secteur dont les effectifs sont pourtant en augmentation régulière de 5 à 10 % par an. Les efforts du ministère d'Edith Cresson restent bien sûr insuffisants, malgré les cent quatre-vingts postes déjà créés, pour rattraper un tel retard.

A cette insuffisance de moyens s'ajoute la querelle entre tenants de l'enseignement privé et de l'éducation publique. Ici, plus qu'ailleurs, les données du problème expliquent que la bataille s'annonce rude : nul n'ignore que dans sa majorité l'establishment agricole s'oppose par tous les moyens au gouvernement ; un nouveau front de mécontents est donc toujours prêt à s'y développer. Au demeurant, l'enseignement libre y scolarise plus d'élèves que le secteur public : 75 000 élèves dans 450 établissements privés, alors que les lycées ne comptent que 47 000 élèves pour 300 établissements.

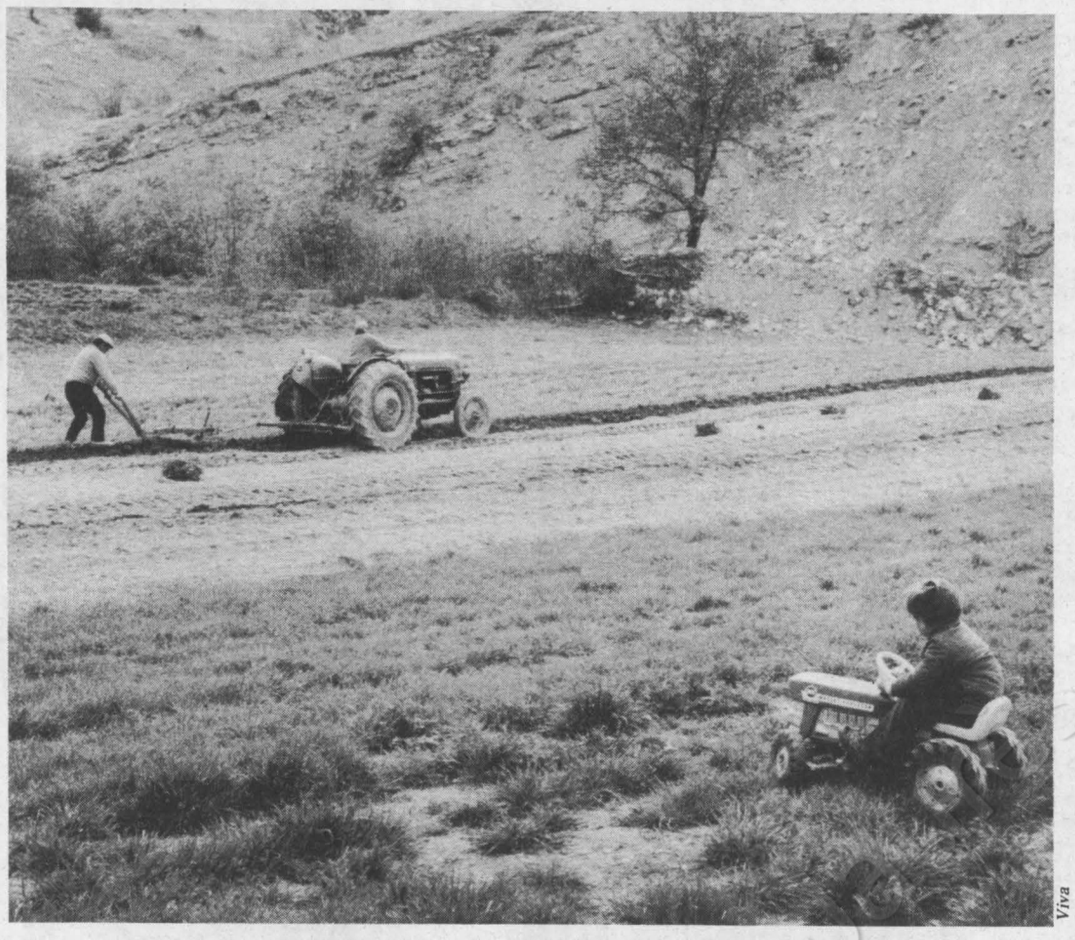
Dans ce contexte, le budget prévu pour l'année prochaine provoque bien des insatisfactions, car l'enseignement privé a bénéficié au cours des années précédentes de mesures de rattrapage qui doivent aujourd'hui prendre fin. Une hausse des crédits de 5,3 % seulement, du même ordre que celle accordée au public, provoque la colère des établissements privés qui doivent, sur ce budget, assurer l'augmentation de leur masse salariale. Pourtant, malgré les procès d'intention, le gouvernement n'a cessé de répéter qu'il continuerait, jusqu'à ce qu'une nouvelle législation règle les relations de l'Etat avec le privé, à honorer les principes définis par les lois Debré et Guermeur. Il y va effectivement de l'intérêt des familles qui placent leurs enfants dans ces établissements en espérant que les frais d'éducation n'y seront pas trop élevés. Et qui n'ont pas toujours le choix, puisque le développement de l'enseignement agricole public n'a pas suivi l'évolution de la demande ces dernières années.

Ce débat ne doit cependant pas cacher l'importance de la réforme qui se prépare. Depuis un an, les services du ministère y travaillent, en menant une très large consultation. « Nous sommes allés dans les dix-sept régions agronomiques où nous avons rencontré des élèves, leurs parents, les personnels, les organisations professionnelles concernées », raconte Claude Jactel, chef du service de l'enseignement au ministère de l'Agriculture. Cette consultation se poursuit aujourd'hui encore, auprès des établissements privés. Son objectif : étudier les modalités qui doivent changer l'enseignement agricole pour lui permettre d'assurer sa « double cohérence » — selon la définition d'Edith Cresson — avec, d'une part, l'ensemble de l'Education nationale et, d'autre part, les objectifs de la politique agricole du gouvernement.

« Unifié ne veut pas dire unique », a précisé le ministre dans un discours du 10 septembre à Amiens, en réponse aux critiques de ceux qui se voient déjà engloutis dans le « grand service public unifié laïc » promis par le président de la République au cours de sa campagne électorale. Claude Jactel note d'ailleurs qu'au cours de la consultation qu'il a organisée au printemps dernier cette idée d'unification était acceptée à condition qu'une certaine autonomie soit réservée à l'enseignement agricole, que sa spécificité soit reconnue, points qui n'ont jamais été mis en cause.

Grincements de dents également devant le bilan que dresse le ministère de l'action menée depuis vingt ans. Les effets positifs de cette politique, hypersélective, axée sur la formation d'agriculteurs très performants, dynamiques et modernisés, sont mis en avant par beaucoup. « Mais nous ne pouvons la poursuivre aujourd'hui, à moins d'accepter une désertification du monde rural », répond Claude Jactel.

A une conception productiviste qui poussait à l'éviction du système de production tous les agriculteurs incapables de s'aligner



Viva

sur les rendements des meilleures régions agricoles d'Europe ou d'Amérique, le gouvernement socialiste oppose en effet un tout autre point de vue : « Mobiliser le maximum d'exploitations familiales pour dynamiser l'ensemble de l'agriculture française », dit Edith Cresson. « Il y a une place aux côtés de ces agriculteurs entreprenants qui obtiennent de très hauts niveaux de productivité, ajoute Claude Jactel, pour ces exploitants qui jouent un rôle capital, tant du point de vue de la production nationale que de la vie du milieu rural. »

L'objectif de l'enseignement agricole va donc devoir changer : loin du système de sélection par l'échec qui a sévi ici comme dans les autres secteurs de l'éducation, il va devoir promouvoir une formation de base, pour « apprendre à apprendre, apprendre à observer, à réfléchir, à décider ». « Les parents eux-mêmes acceptent aujourd'hui l'idée que l'enseignement des nouvelles techniques n'est pas tout, parce qu'elles ne cessent d'évoluer », constate Claude Jactel.

Ainsi cet enseignement laissera-t-il le soin à la formation continue de poursuivre son ouvrage, lui-même se chargeant de développer dans chaque région des enseignements spécifiques, qui ne seront pas tous axés sur la productivité à tous crins.

Ce programme pourrait n'être que bonnes intentions et rester lettre morte, comme on l'a vu souvent dans l'enseignement général où, depuis des années, on répète : non au bourrage de crâne et aux horaires trop chargés. Pourtant, l'enseignement agricole a une chance, celle d'avoir bénéficié pendant des années de toutes sortes d'expériences pédagogiques et même d'expérimentations menées à grande échelle. Grâce à la taille humaine des établissements, à leur bonne insertion dans leur milieu, l'acquis pédagogique est ici considérable. Par exemple, l'alternance dans la formation, qui est pratiqué depuis des années, de même que les stages d'étude du milieu, l'écologie, la pluridisciplinarité, l'ouverture sur le monde extérieur. Cet acquis, il s'agit aujourd'hui de le généraliser, idée sur laquelle le ministère rencontre un véritable consensus dans les établissements et dans la profession.

De nouveaux lycées vont donc voir le jour, centres ruraux qui assureront autant l'enseignement que l'animation de leur région, qui verront se développer des activités multiples, en s'ouvrant aux autres professions du milieu rural, artisanat en particulier, et qui accueilleront tous les cycles de formation de l'enseignement secondaire jusqu'à la formation permanente. Cette polyvalence inquiète encore les personnels, qui craignent que le manque de moyens ne se fasse encore plus sentir si leurs champs d'intervention se multiplient. Mais l'idée devrait faire son chemin.

Elle sera certainement, en tout cas, étudiée au cours des états généraux du développement que prépare actuellement le ministère, pour le mois de janvier. Une manifestation qui permettra au gouvernement de réaffirmer la priorité qu'il accorde au problème. Et au milieu agricole de conforter sa volonté d'ouverture. ●

La réforme du 3e cycle des études médicales : une étape décisive

PAR LOUIS LARENG
député de Haute-Garonne

LA réforme du 3e cycle des études médicales et pharmaceutiques est étudiée en ce moment au Parlement. Il est urgent de la réaliser par suite de la date limite fixée en 1984 par nos partenaires européens, pour définir les différentes spécialités médicales et médico-pharmaceutiques.

Tel qu'il est proposé, le projet de loi réalise une avance très importante par rapport à ce qui existe actuellement.

1°) Il planifie toutes les formations de spécialités, normalisant ainsi l'enseignement de l'étudiant sur l'ensemble du territoire. Jusqu'à maintenant, la qualification était obtenue soit par l'internat des hôpitaux de ville de faculté (c'est la grande porte qui donnait d'emblée accès aux soins aux malades), soit par un enseignement de faculté ; ce dernier est à l'origine de l'obtention des certificats d'études spéciales, sanctionné par un examen en fin d'études. Dès que la loi sera appliquée, c'est l'internat qui assurera la formation devenue ainsi unique, pour tous les spécialistes. Ainsi sera également supprimée cette anomalie qui rendait difficiles les spécialisations aux internes des hôpitaux non universitaires qui, soumis à l'enseignement de la faculté, ne pouvaient pas les suivre, très souvent par suite de l'éloignement de la « maison-mère ».

2°) Le médecin généraliste est valorisé par le fait qu'est créé à son intention un cycle spécifique. La durée du cycle est de deux ans et, dès que les dispositions budgétaires le permettront, de trois ans. Sa formation sera dispensée au niveau du Chu, ce qui est nouveau, mais également dans les hôpitaux généraux, les cabinets de praticiens, les centres de soins, les centres de soins intégrés, la médecine préventive, la protection maternelle et infantile, la médecine du sport et la médecine du travail. Ce type de formation est un atout essentiel pour les futurs généralistes qui, davantage que les autres praticiens, peuvent connaître dans leur vie professionnelle des conditions de travail très variées. Elle est aussi la meilleure approche de la médecine globale qu'il convient de développer aujourd'hui.

3°) Dans les filières spécialisées, apparaît entre autres une filière de santé publique. La volonté de développer la prévention et les actions de santé publique est l'un des axes de la politique sanitaire du gouvernement. C'est dans cette perspective que s'inscrit la création d'une filière de formation « santé publique ». Ce point est essentiel, car la nécessité de diffuser davantage qu'actuellement les éléments indispensables à la préhension des problèmes ne concerne pas les seuls médecins qui se destinent plus particulièrement aux postes qui constituent le débouché naturel de cette filière, médecins inspecteurs, médecins des P.m.i., médecine scolaire, médecine du travail, épidémiologie. Tous les praticiens généralistes et spécialistes sont, en effet, appelés à contribuer dans des proportions variables et sous des formes très diverses à des actions de santé publique. Corrélativement, les étudiants de cette filière ne devront pas voir leur formation clinique diminuée, car, d'une part, ils sont effectivement appelés dans bien des cas à l'exercice de la médecine directement auprès des patients (P.m.i. par exemple), d'autre part, ils ont la possibilité de changer d'orientation au cours du 3e cycle comme le projet de loi en laisse d'ailleurs la possibilité pour toutes les filières.

4°) Un statut unique : quelle que soit la filière de formation qu'ils suivent, les étudiants seront soumis au même statut, auront le même traitement. La variation dans l'organisation des filières n'empêche pas en effet l'existence d'un internat pour l'ensemble des étudiants du 3e cycle.

Cela m'amène à conclure, pour confirmer que cette proposition de loi de réforme du 3e cycle des études médicales et pharmaceutiques est un progrès. Il devrait se concrétiser encore plus par l'existence d'un examen unique de recrutement dans toutes les filières, aussi bien pour les généralistes que pour les autres. Des dispositions techniques (informatiques en particulier) ne permettent pas de mettre en place ce dispositif dès maintenant. Cette période d'attente, que je souhaite la plus courte possible, permettra d'apprécier les modalités d'application avec discernement et de favoriser la concertation avec tous les organismes d'enseignants, de professionnels et d'étudiants. Nous aurons ainsi œuvré avec efficacité pour le bien de médecins et des malades pour de très nombreuses années. ●

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325